

UN MONDE AGRICOLE EN PLEINE ÉVOLUTION ?

CONVICTIONS, CRAINTES ET PERSPECTIVES
DU GROUPE DEPHY PLAINE DE L'AIN
AUTOUR DE LA RÉDUCTION DE L'UTILISATION
DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES

Jade MAUGER

Master « Gestion de l'environnement »
Parcours « Economie et gestion de l'environnement
et du développement durable » - 1^{ère} année

28 juin 2022

Directeur du mémoire : M. Hervé FLANQUART
Encadrante du stage : Mme Flora OGERON (Chambre d'agriculture de l'Ain)
Membres du jury : M. Hervé FLANQUART, Mme Séverine FRÈRE, Mme Flora OGERON

Remerciements

Je remercie avant tout les sept agriculteurs et l'agricultrice qui m'ont accordé de leur précieux temps pour répondre à mes questions. Ces moments d'échange, placés sous le signe de la sincérité et de la bienveillance, ont marqué profondément ce travail ainsi que ma perception du monde agricole, de ses réalités et de ses enjeux. Ces rencontres humaines et chaleureuses m'ont révélé le cœur du système des Grandes Cultures, monde que j'ignorais jusqu'à maintenant, ses réussites, ses mouvements et la place centrale qu'il occupe dans notre société, en me permettant de découvrir des modèles hétérogènes mais tous empreints de pertinence.

Je remercie ensuite Hervé Flanquart pour l'impulsion qu'il a donné à ce travail.

Je remercie surtout Flora Ogeron pour son soutien et son accompagnement sans faille, sa bienveillance, ses conseils et l'éclairage pertinent et passionnant qu'elle a pu me délivrer sur ce projet, ainsi que pour toutes les connaissances qu'elle m'a partagées et son travail minutieux de relecture.

Je remercie enfin Laurine Canon et Corentin Tréhorel pour leur soutien mais aussi Jérémie Martin et Florine Bourit pour leur conseils en recherche sociologique ainsi que Lohan Carton pour son regard sur mes réflexions au fil des jours et son aide concrète sur la réalisation de ce travail.

SOMMAIRE

Remerciements	2
Glossaire	6
Introduction	7
CHAPITRE I : PRÉSENTATION DU CONTEXTE DE L'ÉTUDE	9
I – Un enjeu d'actualité : l'utilisation des produits phytosanitaires	9
<u>1 – Un outil indispensable à l'agriculture d'aujourd'hui...</u>	9
<u>2- ... mais qui présente de nombreux effets pervers...</u>	9
<u>3- ... et qui est aujourd'hui décrié par de nombreux acteurs, notamment dans l'Ain.</u>	9
II – Une réponse politique claire mais aux ambitions limitées	10
<u>1 – Un encadrement strict et réglementé de l'utilisation des produits phytosanitaires...</u>	10
<u>2 - ... renforcé par des ambitions politiques fortes portées par le(s) Plan(s) Ecophyto...</u>	11
<u>3 - ... qui présentent des insuffisances et limites, notamment en Grandes Cultures.</u>	11
III – Le groupe DEPHY Plaine de l'Ain	12
<u>1 – Un groupe caractéristique de la céréaliculture de la plaine de l'Ain et aux objectifs forts...</u>	12
<u>2 – qui s'investit sur le terrain de la production de références et sur l'évolution des pratiques...</u>	12
<u>3 –... mais duquel ressort un constat mitigé au regard des objectifs initiaux.</u>	13
CHAPITRE II : INFLUENCES ET MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE	14
I – Des influences multiples et un nécessaire cadre théorique	14
<u>1 - Une inscription nécessaire dans le fil de la sociologie rurale et agricole...</u>	14
<u>2 - ... empruntant des concepts analysant le changement et la transition...</u>	14
<u>3 - ... afin de construire une revue de littérature riche en pistes et éléments de réflexion</u>	14
II – Une base antérieure sur le terrain d'enquête	15
III – Présentation de la méthode et de l'échantillon	15
<u>1 – Méthodologie et déroulement des entretiens</u>	15
<u>2 – Présentation de l'échantillon et regard critique</u>	15
CHAPITRE III : PRÉSENTATION DES RESULTATS	16
Introduction	16
I. Des agriculteurs assurés de la performance de leurs modèles	16
<u>1. Des chefs d'exploitations investis et hiérarchisant leurs convictions...</u>	16
1.1.1 Une vision du travail individuel aux accents sacrificiels...	16
1.1.2 ... révélatrice d'une orientation entrepreneuriale et technicienne des exploitations...	17
1.1.3 ... qui laisse peu de place aux considérations environnementales.	19

<u>2... au cœur d'un monde agricole relativement isolé des sphères politiques et civiles...</u>	20
1.2.1 Un regard mitigé sur une réglementation souvent incomprise...	20
1.2.2... et des rapports tendus avec la société civile...	21
1.2.3 ... mais également des possibles désaccords internes.	22
<u>3... mais satisfaits et convaincus de la force de leurs modèles.</u>	22
1.3.1 Une majorité d'acteurs satisfaits de leur situation...	22
1.3.2 ... et ayant une perception positive de leurs modèles...	23
1.1.3 ...reposant sur des filets de sécurité importants.	23
II – Une perception du changement plurielle mais limitante	24
<u>1. Un changement timide mais bien présent au sein du collectif...</u>	24
2.1.1 Une définition du changement prônant l'idée d'une transition douce...	24
2.1.2... stimulée par un goût pour le « perfectionnisme » ...	25
2.1.3... et qui se traduit concrètement par de nombreuses pratiques mises en place.	26
<u>2.... qui influence la vision portée à la réduction drastique des produits phytosanitaires et au passage en agriculture biologique...</u>	26
2.2.1 La perception de l'agriculture biologique entre accomplissement et repoussoir...	26
2.2.2 ... justifié par une argumentation solide autour de freins inévitables et de plusieurs ordres...	27
2.2.3...mais aussi par des freins psychologiques qui s'apparentent à des peurs dépassables.	29
<u>3... dans un contexte préoccupant qui influence le dépassement de l'immobilisme.</u>	29
2.3.1 ...Des agriculteurs confrontés à des préoccupations majeures et quotidiennes...	29
2.3.2...notamment autour des problématiques climatiques...	30
2.3.3...ainsi qu'au regard du marché libéral et des perturbations de la crise ukrainienne.	31
III – Un champ de tous les possibles pour l'avenir du groupe DEPHY Plaine de l'Ain	31
<u>1. Des agriculteurs friands de dialogue...</u>	31
3.1.1 Des agriculteurs entourés et appréciant l'inscription dans des réseaux...	31
3.1.2... créateurs d'effets d'influence pour la diffusion de nouveaux modèles...	32
3.1.3... permettant de garder une posture ouverte caractérisée par le «ni noir ni blanc».	32
<u>2. ... ayant accès à de nombreux leviers, qu'ils ne saisissent pas tous...</u>	33
3.2.1 Des agriculteurs qui s'informent et se forment...	33
3.2.2 ... mais ne sont pas dans une logique poussée de l'accompagnement...	34
3.2.3...et misent sur la R&D et l'innovation technique pour sortir des impasses futures.	35
<u>3.... qui impulsent le groupe DEPHY Plaine de l'Ain et questionnent son avenir.</u>	36
3.3.1 ... Un projet motivant pour des agriculteurs réceptifs...	36
3.3.2...qui répond aux attentes et qui présente des résultats tangibles...	37
3.3.3... mais dont les limites s'imposent aujourd'hui.	37

Limites et conclusion	39
Bibliographie	40
Annexes	44
1 – Documents relatifs au groupe DEPHY Plaine de l’Ain	44
1.1 – Graphique de l’évolution moyenne de l’IFT du groupe entre 2016 et 2021	44
1.2 – Carte de la répartition territoriale des fermes composant le groupe	44
1.3 – Outil d’analyse technique de recensement des pratiques mise en place par les exploitations du réseau DEPHY Plaine de l’Ain	45
2 – Grille d’entretien	46
3 – Tableau de présentation des enquêtés	48
4 – Positionnement réflexif des exploitants du groupe DEPHY Plaine de l’Ain sur le triangle du Développement Durable	49
5 – Tableau récapitulatif des objectifs relatifs à l’appartenance au groupe DEPHY Plaine de l’Ain	50
6 – En guise d’illustration, la retranscription de l’entretien (3)	51
Résumé / Abstract	64

Glossaire

AB : Agriculture Biologique

ACS : Agriculture de Conservation des Sols

ASIA : Association Syndicale d'Irrigation de l'Ain

BSV : Bulletin de Santé du Végétal

CUMA : Coopérative Utilisation Matériel Agricole

ETP : Equivalent Temps Plein

HVE : Haute Valeur Environnementale

IFT : Indice de Fréquence de Traitement

JA : Jeunes Agriculteurs

LPO : Ligue de Protection des Oiseaux

TCS : Techniques Culturelles Simplifiées

Dans un coin du bureau d'un des agriculteurs du groupe DEPHY Plaine de l'Ain, au cœur de son bâtiment agricole où logent tracteurs imposants et machines propices au développement des cultures, est installée une table. Elle est couverte de poussière mais aussi de revues agricoles, de documents divers et de deux objets bien singuliers, posés côte-à-côte. Une casquette grise, à peine fatiguée, arborant fièrement les couleurs du logo Ecophyto et son slogan « réduire et améliorer l'utilisation des phytos », ainsi qu'un pichet d'une banalité déconcertante, en plastique transparent, détonant seulement par le logo noir qui lui est accolé : celui de la multinationale Bayer. A l'heure où le siège de l'entreprise est assailli par des militants écologistes et où le dialogue se tend sans cesse, entre un monde agricole, jugé dépassé, et une société civile, soutenue en partie par la sphère politique, qui prône des orientations différentes et un changement teinté de radicalité, ce tableau et le contraste qu'il provoque font sourire.

La question de l'utilisation des produits phytosanitaires, pesticides dans le langage courant, est en effet centrale dans les débats sur l'agriculture contemporaine et ses perspectives de développement. Mon stage de fin de M1 se déroule au sein de la Chambre d'agriculture de l'Ain, auprès d'un groupe DEPHY FERME, en Grandes Cultures, composé de douze « exploitations agricoles engagées dans une démarche volontaire de réduction de l'usage de pesticides »¹. Je dois y réaliser une étude technico-économique analysant les effets de cette réduction sur la durabilité des exploitations et j'ai saisi cette opportunité pour ajouter un volet sociologique en m'intéressant aux premiers concernés par ces questions : les agriculteurs eux-mêmes. Ce travail de mémoire porte ainsi sur la perception du changement dans le monde agricole et se concentre sur le territoire de la plaine de l'Ain, en région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le monde agricole est aujourd'hui le premier concerné par les nombreuses crises qui bouleversent notre société. D'abord, la problématique environnementale influence directement la bonne santé des cultures et des sols : conditions météorologiques nouvelles, développement de maladies ou encore disparition d'une biodiversité régulatrice, tout concorde à rendre les perspectives inquiétantes. Ce sont aussi des enjeux socio-économiques caractérisés par une croissance démographique mondiale, des crises alimentaires répétitives et qui se manifestent aujourd'hui en conséquence de la crise ukrainienne, contexte inédit qui ébranle véritablement des systèmes que les agriculteurs ont construit et n'ont cessé de consolider, notamment le « modèle industriel »² des Grandes Cultures qui repose depuis près d'un siècle sur une spécialisation et une exigence de rendements importante.

La remise en question de la durabilité de leurs modèles, tant par des critiques extérieures, issues des mondes civils et scientifiques et porteuse d'une certaine conflictualité, que par ces événements, est plus que jamais saillante et invite le changement à s'immiscer dans l'esprit des agriculteurs. D'autant que si le secteur agricole est souvent présenté comme responsable, lorsque les scientifiques, politiques et citoyens pointent du doigt son impact environnemental, ces mêmes acteurs rappellent qu'il est aussi porteur de solutions et que c'est en son sein que ne cessent d'émerger et de se renforcer de nombreuses pratiques vertueuses.

Ainsi, de multiples outils sont mis en place afin que les agriculteurs s'engagent dans un changement guidé par la notion du faire-ensemble. C'est dans ce contexte que le dispositif DEPHY, issu du Plan national Ecophyto, entend créer et valoriser des « réseaux de fermes pilotes », c'est-à-dire des exploitations qui doivent incarner des modèles inspirants dans leur pratiques et dans leurs parcours de transition. Cependant, changer ou provoquer le changement n'est pas aisé et de nombreux freins apparaissent comme des limites indépassables. Les ambitions teintées de radicalité ne doivent en effet pas faire oublier la « dimension processuelle

¹ MINISTERE DE L'AGRICULTURE, 2022

² BERNARD DE RAYMOND A., GOULET F., 2014

et temporelle des transitions »³ que connaît aujourd'hui le monde agricole. Nous le voyons assez rapidement en observant le groupe DEPHY Plaine de l'Ain puisque les agriculteurs du collectif devraient logiquement s'inscrire dans une réduction importante de l'utilisation des produits phytosanitaires. Pourtant, les dynamiques individuelles ne sont pas uniformes. Le changement n'est pas consensuellement tourné vers un objectif zéro-phyto et les parcours sont très divers au sein du groupe. Si tous visent à une amélioration constante de leurs pratiques, une minorité d'entre eux a aujourd'hui sauté le pas d'une conversion en AB tandis que certains se tournent vers la certification HVE III et que la majorité ne souhaite pas faire évoluer radicalement son modèle. Des résistances sont également prégnantes et la consommation de produits phytosanitaires connaît une augmentation pour certains membres du groupe. Il est ainsi difficile pour l'animatrice de saisir quels leviers pourraient être source d'une dynamique forte.

Ainsi, comment expliquer l'hétérogénéité des parcours de transition dans la réflexion pour la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires au sein du groupe DEPHY Plaine de l'Ain ?

Nous chercherons à définir dans quelle mesure les agriculteurs du groupe s'inscrivent dans une dynamique porteuse de renouveau, quelles sont leurs convictions et leurs craintes qui influent sur l'émergence de modèles sobres dans leur utilisation en produits phytosanitaires et quels sont les facteurs extérieurs à eux qui se présentent comme des tremplins ou des obstacles. Cette recherche ne pourra s'effectuer que par le biais de rencontres avec les concernés afin de confronter les hypothèses de la littérature et d'obtenir des réponses à ces questionnements. Cependant, des pistes de réflexion émergent déjà autour de quatre axes :

Nous pouvons d'abord envisager que deux groupes seront amenés à se distinguer dans l'échantillon au regard des convictions environnementales et politiques des individus. Nous nous attendons à ce qu'émerge un groupe convaincu et engagé de manière plus radicale vers des pratiques durables et un groupe pour lequel le levier économique sera déterminant dans l'appréhension de la transition vers de nouveaux modèles.

En ce qui concerne la perception du changement, nous posons que ce dernier apparaîtra comme une source de préoccupation chez des agriculteurs établis depuis longtemps et ayant un modèle agronomique, donc économique, fonctionnel. La dépendance au sentier est notable et les évolutions apparaissent comme de véritables bouleversements dont les risques semblent dépasser les avantages atteignables.

Ces craintes se matérialisent d'ailleurs sûrement par l'appréhension de freins majoritairement techniques et économiques. Au cœur de systèmes industriels et hyperconnectés aux marchés mondiaux, les agriculteurs craignent sans doute de ne plus maîtriser leurs rendements en se passant de produits qui constituent un filet de sécurité non négligeable.

Enfin, nous pouvons penser que les agriculteurs sont en attente de conseils et d'informations qui peuvent avoir un effet notable sur l'évolution de leurs pratiques. L'inscription dans un collectif DEPHY, notamment producteur d'analyses, peut ainsi jouer un rôle de levier pour accélérer, voire faire naître, des dynamiques durables auprès de ses membres.

Afin d'apporter des éléments de réponse pertinents à ce que nous avons énoncé, nous mènerons une enquête aux aspirations sociologiques auprès des agriculteurs du groupe. Ce travail entend en relater les résultats. Dans une première partie, nous délivrerons une analyse plus précise du contexte de l'étude, notamment autour des enjeux liés à l'utilisation des produits phytosanitaires. Puis, nous introduirons le travail d'enquête qui a été réalisé, sa méthodologie et son inscription dans la littérature. Enfin, nous présenterons ses résultats par le biais de premières pistes d'analyse pour tenter de répondre à nos questionnements initiaux.

³ VANKEERBERGHEN A., DANNEVOYE B., STASSART P.-M., 2014

CHAPITRE I : PRÉSENTATION DU CONTEXTE DE L'ÉTUDE

I – Un enjeu d'actualité : l'utilisation des produits phytosanitaires

Nous définissons comme tels les produits destinés à la protection « des végétaux en détruisant ou éloignant les organismes nuisibles indésirables (y compris végétaux) ou en exerçant une action sur les processus vitaux des végétaux. » (règlement européen n°1107/2009).

1 – Un outil indispensable à l'agriculture d'aujourd'hui...

En 1979, la CCE⁴, livrait une étude intitulée « Possibilités de réduction des quantités de produits phytosanitaires utilisés en agriculture ». 34 ans après la fin du second conflit mondial qui a laissé place à un développement sans précédent de la population ainsi que de la production agricole reposant sur la diffusion de la mécanisation, de la sélection des espèces cultivées mais surtout de nouveaux intrants, le rapport pose dès son introduction le constat suivant : « l'arme chimique est devenue indispensable ».

Les produits phytosanitaires se divisent en trois catégories : les herbicides, les fongicides et les insecticides, chaque spécialisation permettant une intervention ciblée contre les éléments qui mettent en péril la réussite d'une culture. Ces produits sont souvent nécessaires pour éviter le salissement et la concurrence des adventices ainsi que l'apparition de maladies ou des attaques de ravageurs qui pourraient limiter la production en diminuant les rendements.

Ainsi, leur développement a provoqué un réel engouement chez les agriculteurs, qui n'hésitent pas à les utiliser. La consommation n'a fait que croître depuis le début de la seconde moitié du XXe siècle. Cette situation est aussi renforcée par la dépendance qu'elle a créée : la tolérance des agriculteurs a diminué et ils recherchent une parcelle qui soit la plus « propre » possible, l'utilisation des produits a renforcé les ennemis des cultures en favorisant l'apparition de résistances mais surtout le modèle industriel qui repose sur une monoculture homogène et sans rotations, symptôme d'une « spécialisation des territoires et des exploitations »⁵, a créé des zones de plus en plus vulnérables qui ne permettent pas le développement des auxiliaires de culture. L'utilisation de produits phytosanitaires a donc tendance à s'accroître.

1 – ... mais qui présente de nombreux effets pervers...

L'utilisation de ces produits n'est pourtant pas anodine et les externalités négatives de ce système sont nombreuses. Sont d'abord décriés ses effets sur la santé humaine, tant des citoyens que des agriculteurs qui appliquent ces produits. Certaines études ont affiché par le passé un lien clair entre l'apparition de maladies, notamment des cancers, et l'utilisation de ces produits. Ensuite, les effets des pesticides sur l'environnement et le vivant sont également vivement dénoncés : dérèglement des espèces, mise en péril des populations d'abeilles, pollution de l'eau et persistance des résidus dans les sols. Enfin, ce système renforce des firmes multinationales jugées responsables de la dépendance des agriculteurs. Ces critiques rejoignent un regard négatif plus global porté sur l'agriculture actuelle et son mode de fonctionnement industriel. Des voix s'élèvent pour dénoncer la dégradation des sols, l'émission des gaz à effets de serre et une course au productivisme qui se fait au détriment de la biodiversité.

3 – ... et qui est aujourd'hui décrié par de nombreux acteurs, notamment dans l'Ain

Les critiques émises par la société civile et souvent portées par des associations environnementales sont nombreuses et font clivage. De nombreux collectifs de citoyens et de riverains s'organisent autour de revendications anti-pesticides et n'hésitent pas à mener des actions concrètes qui se sont multipliées ces dernières décennies autour de manifestations,

⁴ COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, 1979

⁵ SCHOTT, 2010

sensibilisation ou encore pression sur les pouvoirs politiques. Ces colères ne sont pas absentes du département de l'Ain. En avril 2020, des associations, comme Générations Future ou Campagne Glyphosate 01, dénonçaient déjà les pratiques d'épandage en regrettant que les consultations publiques aient été annulées en raison du confinement et que la charte déposée en préfecture permette de déroger à la règle des 5-10m pour les ZNT à proximité des habitations. En avril 2022, la question revenait au cœur des préoccupations des habitants, notamment en ce qui concerne la pollution de l'eau. L'Association de la Côtère pour l'Ecologie et la Revalorisation rappelait que « Chaque année, dans l'Ain, 235 tonnes de pesticides sont encore épandues »⁶ et que ce chiffre, en augmentation, représente une menace pour la santé humaine.

Notons que le monde agricole est lui aussi en partie réfractaire à l'utilisation de ces produits, comme le montre le développement de l'AB ou des trajectoires individuelles qui entendent s'inscrire dans un système plus raisonné afin d'éviter les dérives que nous avons présentées. Cependant les attentes sociétales se tournent de manière claire vers ces acteurs.

II – Une réponse politique claire mais aux ambitions limitées

1 – Un encadrement strict et réglementé de l'utilisation des produits phytosanitaires...

En réponse aux dangers présentés par l'utilisation des produits phytosanitaires, le gouvernement a très rapidement établi des mesures de réglementation visant à protéger les agriculteurs, les citoyens mais aussi l'environnement. Cette réglementation s'inscrit dans une histoire longue mais ce sont surtout les textes récents qui influencent les pratiques agricoles.

Le règlement 1107/2009 encadre l'autorisation de la mise sur le marché des produits phytosanitaires ainsi que leur utilisation : il fixe notamment la liste des matières actives utilisables, délivre les autorisations de commercialisation pour 10 ans maximum et renforce les contrôles. Il précise également que ces produits sont désormais soumis à une stricte politique d'étiquetage LCP harmonisée à l'échelle européenne. Sont ensuite publiés de nouveaux règlements, huit pour le mois de mai 2022, qui modifient la liste des substances actives et leurs conditions d'utilisation. Un œil attentif est porté sur les produits actuellement utilisés, sur leur toxicité, les résistances qu'ils peuvent faire naître et leurs effets indésirables. Pour les produits de biocontrôle, les procédures ont des coûts plus faibles afin de les promouvoir.

« En avril 2021, 468 substances actives sont approuvées au niveau européen, dont 319 font l'objet d'au moins un produit autorisé en France. »⁷ sachant qu'il existait à cette date 1 700 produits sur le territoire, autorisés après une procédure exigeante de contrôle. L'arrêté du 14 mai 2017 vient renforcer le précédent règlement en fixant les conditions d'application de ces produits, en fonction de la vitesse du vent ou encore du moment dans le cycle de croissance des végétaux. Le 07 avril 2010, un arrêté fixe également les règles de mélange autorisés.

Afin de renforcer la transparence, l'ordonnance du 24 avril 2019 fixe la séparation du conseil et de la vente des produits phytosanitaires et impose une certification pour ces activités.

En ce qui concerne la protection des citoyens, au cœur de nombreuses controverses, le Gouvernement oscille entre rigidité et dialogue. L'arrêté le plus récent, du 25 janvier 2022 relatif aux mesures de protection de personnes lors de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques renforce, par rapport à celui de mai 2017, les mesures de sécurité mises en place pour protéger les travailleurs agricoles mais aussi les riverains habitant ou travaillant à proximité des zones traitées, en réduisant la présence de ces dernières. Depuis le 1^{er} janvier 2020, le Gouvernement encourage le développement de chartes d'engagements par les agriculteurs qui doivent être réalisées en concertation avec les riverains afin d'envisager une protection raisonnable, notamment en fixant les limites géographiques des ZNT.

⁶ BEAUMET J, 2022

⁷ INAE, 2022

2 –... renforcé par des ambitions politiques fortes portées par le(s) Plan(s) Ecophyto...

En 2008, après les réflexions ayant émergé lors des accords de Grenelle, le Gouvernement lance le Plan Ecophyto 2018 qui « visait, à échéance de dix ans, une réduction de l'usage des produits phytosanitaires de 50% « si possible », par rapport à la référence de la consommation de la campagne 2008 »⁸ et agissait notamment sur le plan de la recherche d'alternatives, sur la sensibilisation et la création d'outils de prise à la décision, notamment le Bulletin de Santé du Végétal (BSV) qui relate régulièrement des pressions existantes sur les cultures à l'échelle territoriale.

Au cœur de ce plan, le projet DEPHY fait office de clé de voûte en mettant en avant deux types de réseaux. Il y a d'abord DEPHY EXPE, la composante expérimentale qui se concentre sur des projets de recherche et d'évaluation de modèles résilients en produits phytosanitaires. Il y a surtout FERME DEPHY qui rassemble, dans des collectifs à petite échelle, 3 000 « fermes de démonstration et d'acquisition de références » qui y entrent de façon volontaire. A l'échelle nationale, les membres de ce réseau sont des exploitations très différentes, et toutes ne sont pas engagées de manière homogène dans l'objectif.

Le Plan est cependant rapidement confronté à des limites saillantes et a une certaine faillite. En 2015, après avoir fait le constat national d'une « légère augmentation de 5% du recours à ces produits entre la période 2009-2010-2011 et la période 2011-2012-2013 »⁹ le gouvernement lance le Plan Ecophyto II. Cette décision reporte l'objectif des 50% de réduction pour 2025, renforce les actions du plan précédent tout en prévoyant de nouvelles actions, les certificats d'économie des produits phytosanitaires et l'engagement de 30 000 fermes dans de nouveaux groupes. Il s'agit de diffuser ce qui a été développé et de changer d'échelle.

Enfin, en 2019, est lancé le plan Ecophyto II+, après les résultats des Etats Généraux de l'alimentation et le plan d'action gouvernemental relatif aux produits phytosanitaires et à une agriculture moins dépendante aux pesticides ainsi que le plan de sortie du glyphosate. Ce plan II+ renforce l'accent sur la communication, la diffusion et mise sur le renforcement de l'accompagnement.

3 – ... qui présentent des insuffisances et limites, notamment en Grandes Cultures.

Le regard porté sur le plan Ecophyto ainsi que sur DEPHY est mitigé. Il faut dire que la tâche n'était pas simple puisqu' « environ 66% des fermes DEPHY en grande culture étaient considérées comme peu ou pas économes à leur entrée dans le réseau (IFT initial supérieur à 70% de l'IFT de référence). »¹⁰ Si l'on se concentre sur la part des exploitations en grandes cultures et polyculture-élevage, celle-ci a vu son utilisation réduire de 14% entre 2010 et 2017. Le résultat est présent mais une accélération semble de mise pour atteindre les objectifs fixés.

Des voix porteuses de critiques s'élèvent et dénoncent le choix d'indicateurs, concentrés sur l'objectif de baisse de l'IFT, certes quantifiable mais pas forcément représentatif. Mais est aussi dénoncé le fait que les accompagnateurs-conseillers doivent s'impliquer de manière chronophage dans la collecte de données ou dans des actions de communication.

Néanmoins ce bilan s'insère dans une prise en compte des difficultés intrinsèques du contexte : « Tous les acteurs ont adapté leur stratégie, et leur relation aux autres acteurs, à l'existence de la solution « pesticides », et la stratégie de chacun renforce celle des autres. Personne n'a vraiment intérêt à remettre en cause les tendances lourdes auxquelles il s'est adapté. On se trouve dans une situation de « verrouillage sociotechnique ». »¹¹ C'est pourquoi le travail à l'échelle locale, auprès de groupes pilotes motivés et moteurs semble la clef pour envisager un changement important.

^{8,9,10} DEDIE F., GUICHARD L., JEUFRROY M-H, et al., 2017.

⁹ MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINNETE ALIMENTAIRE, 2022

III – Le groupe DEPHY de la Plaine de l’Ain

1 – Un groupe caractéristique de la céréaliculture de la Plaine de l’Ain et aux objectifs forts...

Le réseau DEPHY Plaine de l’Ain existe depuis 2011 et est encadré par Flora Ogeron, ingénieure agronome chargée de mission en protection des cultures et agronomie. Le groupe est composé de onze exploitations et d’un lycée agricole. Les exploitations cultivent majoritairement du maïs mais aussi du soja, du blé tendre d’hiver, du colza ou encore de la luzerne. Certaines exploitations se sont engagées vers une diversification plus importante mais restent minoritaires. La situation du lycée agricole est un peu différente puisqu’il s’oriente davantage sur l’activité d’élevage, les Grandes Cultures produisant des ressources nécessaires au troupeau.

Les agriculteurs du groupe s’inscrivent dans un modèle fortement développé, représentatif du monde des Grandes Cultures et des céréaliers qui prend, comme le précisent Antoine Bernard de Raymond et Frédéric Goulet, une forme « assurant une productivité élevée du travail, grâce notamment à l’utilisation intensive d’intrants et autres outils, et aux unités de production spécialisées dans ce type de cultures, tournées vers la vente sur les marchés internationaux », ce qu’on nomme généralement l’Agriculture Conventionnelle. Cependant, il n’y a pas qu’un modèle mais bien plus, comme le suggèrent les auteurs, « une pluralité de cheminements à l’intérieur de cette convention ». ¹² En effet, la réalité du groupe DEPHY Plaine de l’Ain est bien plus complexe et hétérogène. D’abord, si le modèle industriel semble organiser le fonctionnement des exploitations, celles-ci demeurent à échelle humaine. Les surfaces varient entre 90 ha et 650 ha pour une moyenne de 280ha. Les membres du collectif ne se placent d’ailleurs pas dans une logique d’agrandissement effréné et font tout pour que leur système serve une rentabilité individuelle, celle de leur modèle à l’échelle qu’ils ont choisi. Surtout, les réalités et objectifs sont différents selon les exploitants du groupe et certains systèmes détonnent par leur orientation vers des systèmes de cultures diversifiés et visant une sobriété dans l’utilisation des ressources.

Néanmoins, forts de cette diversité, les douze agriculteurs se retrouvent dans un projet commun, celui de former le collectif DEPHY Plaine de l’Ain. Pour cela, ils partagent des ambitions. Nous pouvons dès à présent noter que le groupe se concentre sur l’aspect économique, afin d’observer les effets des actions de ses membres en termes de coûts-bénéfices, et pose ainsi cinq objectifs principaux :

- « - Identifier des systèmes de cultures économes en intrants et économiquement performants
- Construire un schéma économique d’aide à la décision avec 2 hypothèses : « conjoncture défavorable » et « conjoncture favorable »
- Comparer économiquement les systèmes en Agriculture Conventionnelle et en Agriculture Biologique au sein du groupe
- Se comparer à d’autres systèmes »

Le facteur économique demeure « l’argument principal pour la réduction de l’utilisation des produits phytosanitaires » ¹³

2- ... qui s’investit sur le terrain de la production de références et sur l’évolution des pratiques...

Depuis 2016, la Chambre d’agriculture de l’Ain récolte des données relatives aux pratiques agricoles mises en place (assolement, IFT, irrigation,...) ainsi que des données comptables. Cela a pour but de créer un outil de comparaison des exploitations qui se ressemblent mais dont les modèles divergent sur certaines pratiques et orientations. Il s’agit également de produire des références afin d’observer clairement les possibilités de réduction de

¹² BERNARD DE RAYMON A., GOULET F., 2014

¹³ OGERON F., 2022

l'utilisation des produits phytosanitaires et de cerner le poids de la charge de ces produits afin de mieux envisager leur utilisation en fonction des contextes.

La mission de stage que je réalise, à savoir produire une étude technico-économique, s'inscrit dans ces objectifs. Il s'agit de collecter les données comptables des années 2020 et 2021 pour compléter la base de données existant depuis 2015 et de les mettre en corrélation avec les données techniques pour produire une analyse précise des impacts des choix réalisés par les exploitants. A l'heure où ces lignes sont écrites, je ne suis encore qu'aux prémices de l'analyse technico-économique, ce qui justifie l'orientation de ce travail.

L'indicateur phare des groupes DEPHY est l'Indice de Fréquence de Traitement (IFT) : « obtenu en divisant la dose appliquée par la dose homologuée du produit pour la culture et la cible (adventice, ravageur, maladie) considérées. L'ensemble est multiplié par la proportion de la parcelle traitée ».¹⁴ L'IFT de chaque exploitation est ensuite comparé avec un IFT de référence à l'échelle d'un territoire. Cependant, l'analyse des pratiques repose aussi sur une vision systémique autour de pratiques qui influencent les besoins en produits phytosanitaires. L'objectif est de référencer leur prégnance dans le groupe lors de rencontres avec les agriculteurs (voir annexe 1.3).

Le groupe DEPHY Plaine de l'Ain est aussi un terrain stimulant l'innovation endogène : les agriculteurs testent de nouveaux itinéraires techniques, implantent des couverts et les détruisent par le pâturage, envisagent différemment le travail du sol, choisissent des mélanges variétaux pour limiter les maladies ou encore réalisent des essais autour de l'implantation d'associations de cultures et de plantes compagnes. Ses membres sont aussi investis dans le partage de leurs pratiques et certains d'entre eux communiquent dans la presse locale et sur les réseaux sociaux.

3 –... mais duquel ressort un constat mitigé au regard des objectifs initiaux

Au regard des actions menées, les réussites sont nombreuses puisque les agriculteurs ont travaillé sur l'allongement et diversification des rotations, l'optimisation de la pulvérisation ou encore une meilleure connaissance des risques permettant la réalisation d'impasses sur des traitements. Ce sont surtout de nombreuses pistes qui ont été explorées et des échanges riches ainsi que des formations et voyages d'études qui ont renforcé le groupe dans son travail.

Le groupe compte actuellement deux exploitations en AB, donc n'utilisant pas de produits phytosanitaires de synthèse, une exploitation en système mixte (1/3 de sa surface en AB et 2/3 en agriculture conventionnelle) certifiée HVE III et deux exploitations en HVE III. Le reste du groupe peut être qualifié d'exploitations conventionnelles.

Cependant, les objectifs de réduction de l'IFT connaissent, après de forts résultats, une faible dynamique sur ces cinq dernières années (voir annexe 1.1). Sans la conversion en AB de certaines exploitations, les résultats se révèlent assez rapidement décevants au regard des attentes du plan Ecophyto. Si l'on reprend l'analyse de l'évolution de l'IFT sur la période 2016-2021, on observe que celle-ci ne se caractérise pas par une baisse tendancielle mais que, si on n'exclue les exploitations en AB, elle est plutôt stagnante et oscille entre augmentation et diminution.

Ainsi, il semblerait que, après une baisse importante dans les premières années du collectif, le groupe ait atteint une sorte de plancher où la réduction de l'utilisation de produits phytosanitaires ne paraît plus envisageable, ce qui questionne les perspectives du groupe.

¹⁴ CHAMBRE D'AGRICULTURE DE NORMANDIE, 2022

CHAPITRE II – INFLUENCES ET MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

I – Des influences multiples et un nécessaire cadre théorique

1 – Une inscription nécessaire dans le fil de la sociologie rurale et agricole...

Notre objet d'étude, au cœur des mondes agricoles et ruraux s'inscrit dans un héritage sur le temps long, autour du travail de Henri Mendras qui annonçait « La fin des paysans » mais nous appuierons surtout une grande partie de notre réflexion sur l'ouvrage *Sociologie des Grandes Cultures*, coordonné en 2014 par Antoine Bernard de Raymond et Frédéric Goulet.

2 – ...empruntant des concepts analysant le changement et la transition...

Afin d'analyser au mieux les éléments que nous obtiendrons au cours des entretiens, il est nécessaire de mobiliser un bagage théorique important, allant de la sociologie du travail à la sociologie des risques. Surtout, il est important de mobiliser les réflexions qui ont pu être proposées en ce qui concerne l'analyse du changement et de sa réception. Pour mener à bien notre étude, nous mobilisons d'abord la définition que Norbert Alter donne à l'innovation, « rencontre tumultueuse entre la création du nouveau et la destruction de l'ancien »¹⁵. Appliquée au monde agricole, Robin Villemaine¹⁶ explique que cette définition caractérise un processus toujours conflictuel, à l'issue incertaine donnant des gagnants et des perdants. Au sein du métier d'agriculteur, changer c'est perdre et gagner de nouveaux savoirs, mettre en place de nouvelles pratiques et en abandonner d'autres mais c'est aussi devoir accepter que son modèle d'exploitation puisse être voué à disparaître.

Pour cerner au mieux le rôle du programme DEPHY, nous retenons le « cadre d'analyse des approches de la transition »¹⁷ qui a émergé autour de l'articulation des évolutions sur trois niveaux macro (« paysage »), méso (« régimes ») et micro (« niches »). Aussi, l'innovation agricole est plutôt présentée comme un ensemble de niches qui souhaitent faire régime et nous assimilons, suite aux ambitions énoncées par le plan Ecophyto, le programme DEPHY à cette volonté. Dans le même sens, Audrey Vankeersberghen, Bastien Dannevoye et Pierre-Marie Stassart ont su présenter l'ACS comme un « processus d'insularisation » s'effectuant « à travers une dynamique à fois de détachement et de continuité avec l'agriculture dit conventionnelle »¹⁸

3 - ... afin de construire une revue de littérature riche en pistes et éléments de réflexion.

Afin de répondre au mieux à notre problématique et de mener des entretiens pertinents et construits, il était nécessaire de s'appuyer sur une bibliographie importante et d'observer les pistes qui avaient déjà été suivies dans les travaux précédents notre étude.

La littérature regorge en effet d'enquêtes de terrain centrées sur des territoires et problématiques localisées et nous avons pu ainsi préciser notre réflexion en ciblant des connaissances liées aux déterminants du changement dans le monde agricole, statuant les freins et motivations des agriculteurs au regard des ambitions liées à la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires mais aussi les principaux obstacles à la transition à l'AB. Cet état de l'art visait à englober l'histoire de l'utilisation des pesticides, les possibilités de réduction de cette dernière et ses conséquences au regard d'indicateurs environnementaux, économiques et sociaux mais aussi les influences de l'AB et les avantages et inconvénients de ce modèle.

Enfin, il fallait saisir les enjeux de l'agriculture contemporaine et de ses perspectives en ayant en tête les problématiques rencontrées par les agriculteurs et des connaissances agro-techniques sur les modèles en Grandes Cultures, leurs caractéristiques et leurs exigences.

¹⁵ ALTER N., 2010

¹⁶ VILLEMAINE, 2022

¹⁷ NIZET J., STASSART P., STREITH M., et al, 2012

¹⁸ VANKEERBERGHEN A., DANNEVOYE B., STASSART P-M., 2014

II – Une base antérieure sur le terrain d’enquête

En janvier 2021, quatre étudiantes de l’école ISARA Lyon, ont réalisé une enquête sociologique¹⁹ auprès d’agriculteurs de l’Ain, certains appartenant au groupe DEPHY et d’autres au groupe Avenir Dombes Sol. Il s’agissait, dans le cadre de ce travail scolaire, de cerner les raisons et motivation poussant à la réduction de leur consommation de pesticides. Le rapport conclut sur la prévalence de l’enjeu économique lors de l’engagement initial dans de telles pratiques, la volonté de réduire les externalités environnementales et la crainte de la nocivité des produits passant au second plan. Le rapport met également en valeur l’importance du collectif dans l’impulsion de nouvelles pratiques, dépassant l’attrait pour la nouveauté ou la volonté de se mettre un défi qui restent des facteurs mentionnés par une minorité d’agriculteurs.

III – Présentation de la méthode et de l’échantillon

1 - Méthodologie et déroulement des entretiens

Le recrutement des enquêtés s’est réalisé auprès des membres du groupe DEPHY Plaine de l’Ain pour lequel je travaillais. Les agriculteurs, conscients de l’importance de communiquer sur leurs actions et véritablement investis dans l’objectif de créer une base de données se sont assez facilement prêtés au jeu, même si les conditions de travail et météorologiques n’étaient pas favorables pour trouver un temps dédié à la discussion. Ainsi, huit entretiens ont été menés auprès des agriculteurs du groupe, entre le 10 mai et le 08 juin 2022. Ces entretiens duraient environ deux heures selon les disponibilités de l’enquêté. La première partie se concentrait sur les questions économiques et comptables, en lien avec ma mission de stage. Dans un second temps, l’autre stagiaire de ma tutrice, Marion Giroud-Bouton, réalisait un questionnaire de schéma décisionnel, afin d’avoir une définition plus exhaustive des pratiques des agriculteurs. Enfin, la discussion s’engageait sous la forme d’un entretien semi-directif. Ce dernier mené par mes soins durait ainsi plus d’une heure, et a servi à obtenir les éléments qui constituent cette étude. Les agriculteurs nous accueillaient pour la plupart chez eux ou dans leur bureau.

C’est le mode semi-directif qui a été choisi pour mener ces entretiens, afin de garder une certaine souplesse dans la discussion et de laisser la parole aux interviewés. La grille d’entretien (annexe 3) s’organise donc en thèmes et sous-thèmes à aborder. Les questions sont posées non pas directement mais de façon ouverte afin de laisser l’interviewé faire le récit de ses pratiques et de sa vision des choses. Néanmoins, afin de ne pas manquer certains éléments, des sous-questions sont prévues afin de rediriger l’entretien et/ou de préciser certains sous-thèmes. Les sous-thèmes sont classés dans des thèmes mais rien ne garantit le déroulement de l’entretien sous une telle chronologie. Au fur et à mesure des entretiens et selon les personnalités des interviewés, les discussions se sont ainsi détachées de la grille et étaient plus naturelles.

2 – Présentation de l’échantillon et regard critique

Malheureusement, les douze agriculteurs du groupe n’ont pas pu se rendre disponibles pour la réalisation des entretiens. L’analyse des résultats et le regard porté sur le groupe DEPHY Plaine de l’Ain doivent donc être reçus avec précaution. En effet, seulement un des deux exploitants en AB a été rencontré, ce qui, en vue de sa position singulière dans l’échantillon a rendu l’analyse plus compliquée. Au regard de la taille limitée de l’échantillon, il n’a pas été possible de réfléchir de manière quantitative et de discerner clairement des facteurs déterminants, comme l’âge, la taille de l’exploitation ou encore l’ancienneté, pour expliquer les pratiques agricoles mises en place et les modèles choisis. Cependant ces éléments sont des clés de compréhension pour cerner aux mieux les discours. Nous vous proposons de vous référer au tableau de présentation de l’échantillon, en annexe 3, à conserver pour la présentation des résultats au chapitre III. Les enquêtés sont anonymisés et des numéros leur ont été attribués.

¹⁹ NEYRET S., ROBIN N., SEBBAG R., VALLET L., 2021,

CHAPITRE III – PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Le Tour de Plaine : un espace d'échange rassurant avant tout les agriculteurs sur leurs pratiques

Avant les entretiens, j'ai pu assister à deux moments d'échange collectif, révélateurs de logiques propres à la perception des agriculteurs du groupe. A chaque printemps est, en effet, organisé une session de Tours de Plaine, activité qui fait partie « des routines » (Cerf M., Omon B., Barbier C., et al., 2012) mises en place par la Chambre d'agriculture. Il s'agit d'un moment d'observation, avec l'accompagnement d'un conseiller-expert, d'une partie des parcelles investies par les agriculteurs du groupe. J'ai assisté au premier de la saison avec six agriculteurs, des conseillers de la Chambre qui était dirigé par un conseiller de l'institut technique Arvalis à la demande des agriculteurs. Le second comptait trois agriculteurs et toujours l'expert.

Ces moments d'échange centrent la discussion sur les traitements phytosanitaires réalisés et sont le moment d'observer l'état de santé des cultures et d'obtenir des informations sur l'historique de traitement afin que chacun compare avec son système. A mes yeux, l'intervenant a orienté les Tours de Plaine vers du conseil plutôt classique d'utilisation optimale des produits phytosanitaires, en s'éloignant un peu de l'essence du projet DEPHY. Au-delà de cela, c'est un moment de discussions important. Lors du premier, les agriculteurs ont mentionné les variétés choisies, les apports d'azote réalisés et les inquiétudes liées à la variabilité des cours. Ils ont comparé leurs stratégies de vente, pas toujours fructueuses, « ça fait trois ans qu'on se fait avoir », et constaté que les effets du conflit ukrainien sur l'explosion des prix des intrants étaient préoccupants. Le contexte du second était plus tendu avec la hausse des températures et la nécessité d'irriguer pour limiter les pertes malgré les restrictions sur les apports d'eau. Un des agriculteurs résume : « Faire de la gestion d'entreprise dans ces conditions-là franchement c'est vraiment un casse-tête ». Ces moments ont influencé le choix des thèmes abordés ensuite.

Avant de présenter les résultats, nous rappelons également que le choix a été fait de ne pas interroger directement les agriculteurs sur leurs perceptions liées à l'utilisation des produits phytosanitaires. D'abord parce que cela a déjà été fait dans des travaux antérieurs, mais aussi parce que, comme nous l'avons expliqué, ces produits ont des inconvénients mais aussi des avantages et il ne s'agissait pas de se placer dans quelque posture accusatrice que ce soit. Tous les agriculteurs interrogés sont bien dans le groupe DEPHY Plaine de l'Ain car ils souhaitent réduire l'utilisation de ces produits, quelques soient leurs raisons. Deux d'entre eux ont quand même souhaité préciser que « les traitements, c'est pas un truc qui est plaisant à faire » (5). Tous reconnaissent qu'il existe des limites à leur utilisation, même quand un agriculteur se dit n'être « pas allergique au phytos » (2), qu'il juge sûrs grâce à la stricte réglementation. Nous verrons ainsi davantage, dans cette partie dédiée aux résultats, qui sont les agriculteurs du groupe, quelle est leur perception du changement et ce que cela implique pour l'avenir.

I – Des agriculteurs assurés de la performance de leur modèle

1 – Des chefs d'entreprise investis et hiérarchisant leurs convictions...

1.1.1 Une vision du travail individuel aux accents sacrificiels...

Quel que soit le modèle agricole, les membres du groupe se retrouvent dans une logique assez individuelle du travail, caractérisée par un fort engagement mental et temporel. Cinq des enquêtés sont entièrement seuls ou reçoivent une aide sporadique, un travaille avec son fils apprenti sur l'exploitation, un est associé avec son épouse et salarie une personne, un est en association avec son frère et a un salarié, enfin l'exploitante du lycée agricole gère trois salariés.

La charge de travail se répartie surtout de manière hétérogène sur l'année, « en dent de scie » (3) selon les exigences des travaux agricoles. « L'hiver c'est plus cool, après l'été oui c'est plus compliqué » (4). Les mois de mai et juin correspondaient à une période intense où les

travaux liés aux semis laissent place à la gestion de l'enherbement par le binage et à la gestion estivale de l'irrigation où il « faut se lever à 4h du matin et on se couche à presque minuit le soir, ça pendant un mois et demi, tous les jours » (2). Les exigences de la météo influencent aussi l'organisation et le temps manque. Lorsque des salariés sont présents, « il existe des pics de travail, qu'il est difficile de gérer si on veut rester dans les heures ect, [...] il y a des heures sup' systématiques » (1). Les salariés sont « très impliqués dans le travail du coup ils travaillent beaucoup » avec cette idée que « dès qu'il y a du boulot il faut le faire » (1). Lorsque le temps manque, l'agriculture doit « faire la jointure » (1) grâce à son statut de cadre.

Cette lourde charge de travail est présentée comme une « astreinte obligatoire » (5) et se retrouve également sur le plan mental : « ça occupe une grosse partie de mon temps et puis de l'esprit. Y'a physiquement le boulot à faire et puis on y pense tout le temps, même quand je suis en vacances » (3), à tel point que cet exploitant appréhende le vide laissé par un départ à la retraite. Cette déconnexion impossible est un sentiment partagé par l'ensemble du groupe.

Des voix s'élèvent pourtant contre cette vision et rappellent le fait que les céréaliculteurs ont initialement été perçus comme des « agriculteurs à mi-temps ». ²⁰ Il « faut prendre le temps de vivre quand même, enfin tu travailles pour vivre hein tu vis pas pour travailler » et relativiser la posture qui semble être de mise dans le monde agricole. Même s'il subit aussi le stress et s'investi pour son exploitation, un agriculteur rappelle que : « c'est des pointes hein... franchement... si tu t'organises. » (4) et que la pression estivale est compensée par la « liberté » (4) de s'organiser, véritable chance inaccessible au reste des salariés du monde du travail.

Face à cette charge, l'association est perçue comme une solution permettant de réussir à se prendre des vacances, notamment l'été, mais aussi de se séparer les tâches au quotidien. Un agriculteur mentionne au cours de l'entretien qu'il aimerait s'associer et que cela est un regret car comme pour la plupart, le manque de surfaces et de rentabilité, est un frein majeur à l'association : « l'exploitation est pas assez grande pour sortir un autre salaire, c'est tout, j'aimerais bien prendre des vacances tout ça, truc de fou, si j'aimerais bien. » (6). Le recours à la main d'œuvre n'est pas vraiment envisageable puisque les tâches sont difficilement déléguables et la main d'œuvre pas assez qualifiée, notamment car il faut du temps pour s'approprier un système. Surtout, il y a des périodes beaucoup moins denses. Il faudrait engager lors de la tension mais « le temps de former le personnel en fait c'est le temps du contrat » (2).

1.1.2 ... révélatrice d'une orientation entrepreneuriale et technicienne des exploitations...

Ce mode de fonctionnement au travail est facilité par le statut des exploitations, en EI pour la plupart, qui renforce la fusion individu-entreprise : l'exploitation agricole apparaît comme un véritable projet personnel, une projection de soi-même, ce qui renforce l'envie de s'y investir : « Tu fais des heures oui mais tu bosses pour toi et c'est un plaisir. » (4). Les exploitants agricoles gèrent leur temps comme ils veulent et ne sont pas soumis aux réglementations du code du travail qui limitent un dévouement presque sacrificiel à l'entreprise. Comme le résume un membre du groupe, « je suis corvéable à merci » (1). Cette vision rappelle l'analyse d'Antoine Bernard de Raymond à propos de la céréaliculture qui a conservé « la réussite entrepreneuriale des agriculteurs [...] rapportée à un « *ethos* du faire » (Laferté, 2012), morale pré-réflexive [...] qui fait du travail non un moyen mais une fin en soi » tout en gagnant une certaine délimitation du travail en réalité engagée vers sa « requalification », d'où le déplacement vers la technique et les « enjeux gestionnaires et marchands ». Un agriculteur précise en effet : « J'aime bien enfin... On est maître un peu de tout. Maître entre parenthèses, je veux dire maître de la décision. » (3). Tout autant qu'agriculteur, on demeure chef d'exploitation pour nombre d'enquêtés. Une nuance est quand même présente au regard de la surface et de l'importance de l'exploitation : les agriculteurs sur une plus petite surface se

²⁰ BERNARD DE RAYMOND A., 2014

perçoivent comme gérant d'exploitation mais à échelle individuelle tandis que ce discours se renforce avec l'encadrement d'une équipe. Un des enquêtés se définit comme « patron » (8) et explique que s'il garde la charge des travaux agricoles vitaux, il se dévoue avant tout à sa fonction de « chef d'entreprise donc la gestion de l'exploitation, tout ce qui est achat d'appro, vente puis après les décisions de travail » (8). La majorité des enquêtés rappelle que l'exploitation est avant tout une entreprise à faire perdurer: « Bah c'est comme ça, c'est une entreprise hein, si vous investissez pas bah vous avez rien, vous faites rien. » (2).

Cette vision empresariale de l'exploitation agricole réserve une place prédominante à la dimension économique, dans les objectifs des exploitants ou dans la prise de décision. Le plus important pour trois agriculteurs sur sept, lorsqu'on leur demande ce qu'est une exploitation qui fonctionne bien : « Déjà si elle a une bonne santé on va dire, financière, économique, c'est la base, après à chacun sa façon de gérer et de voir son truc. » (4) ; « Qui permette de faire vivre, déjà financièrement de faire vivre et qui soit dans les règles. » (3) ; « qui rémunère ses associés, ses salariés, convenablement, sans dire d'être millionnaire, et qui fait face à ses investissements et puis sans prendre de risques quoi, avec un petit matelas de sécurité. » (5). Même lorsque des nuances sont apportés, la partie économique est amenée en premier : « une exploitation qui dégage suffisamment de marges pour vivre , ça reste le nerf de la guerre et qui fait pas pour y arriver n'importe quoi d'un point de vue environnemental. » (6) ; « qui a réussi à comprimer ses charges et à augmenter ses produits, pour moi le modèle idéal c'est une exploitation autonome et économe. » (1). Cette question de l'autonomie est également mentionnée par l'exploitant en AB qui voit la polyculture-élevage comme le système le plus résilient.

Le souhait de rester viable économiquement pèse ainsi sur toutes les prises de décision. Par exemple sur l'assolement, le maïs couvre dans quatre des exploitations enquêtés 75% des terres et cela est justifié par des objectifs de rentabilité : « Ça tourne un peu toujours comme ça, cet équilibre là. Parce que bon le maïs c'était, ce qui était, jusqu'à cette année, le plus rémunérateur de loin donc bon... c'est la dessus que j'avais la meilleure marge brute, en deuxième c'était le soja et en troisième le blé. » (3). « Le maïs c'est ce qui nous fait vivre, c'est pour ça que je mets pas de maïs en bio et que je le mets seulement en conventionnel parce que c'est le maïs qui paye, qui a payé ma conversion en bio » (6). Les attentes placée sur ma mission de stage rejoigne cet intérêt, la majorité des agriculteurs souhaitant connaître les marges par culture. Pour un des agriculteurs, la dimension rendements est aussi très importante et est un élément de comparaison avec le reste du monde agricole et le groupe : « Il y a un gros décalage de rendements. Beaucoup moins de rendements ouai bien sûr, autrement ça vaudrait pas le coup qu'on s'embête avec tout ce que j'ai expliqué au début » (2). Cette position est réaffirmée par un second exploitant qui définit la performance comme « le rendement multiplié par le prix » (3) et un dernier pour qui il est important d'aller « à l'optimum des cultures » (8).

Cette question de la rentabilité se retrouve lorsque les exploitants ont fait le choix de miser sur des investissements importants, ce qui impose une rentrée d'argent conséquente : « L'idée c'est de faire le maximum de maïs pour amortir au plus vite le silo qui est un gros investissement, une grosse charge pour l'instant sur l'exploitation, au niveau de l'emprunt. » (2). Ces investissements dans du matériel sont quelque chose d'assez fréquent pour les exploitants mais leur prépondérance n'est pas la norme. En effet, quatre agriculteurs ont mentionné pendant longtemps le matériel : « Moi je suis suréquipé » (3). Cependant, peu d'agriculteurs du groupe prennent des risques financiers dans les investissements matériels et peu s'endettent. Seul un agriculteur du groupe opte pour cette stratégie : « là on emprunte sur le matériel, les taux sont tellement bas » (2) tandis que les autres suivent plutôt le point de vue suivant : « tu peux pas tout acheter d'un coup, je suis prudent quand même » (4) et profitent des bonnes années pour investir sans danger, d'ailleurs aussi pour limiter la pression des impôts.

L'économie prime d'ailleurs de fait même auprès d'enquêtés qui aimeraient se défaire de cette poursuite de la rentabilité : « Pareil, moi je considère que là c'est un des piliers

principaux, dans le sens où avec l'augmentation des intrants de ces derniers temps, on a plus le choix que de raisonner par l'économie. Malheureusement c'est ce qui a motivé certains choix, [...], on peut pas passer à côté de ça, on peut avoir énormément de convictions environnementales mais si l'économie suit pas derrière en fait on aura pas les moyens de les mettre en œuvre donc ouais c'est une histoire de moyen. » (1) Aussi, cette prise de considération importante de l'économie, volontaire ou non, limite l'expression des considérations environnementales : « Je dirais même qu'on privilégie la performance économique mais qu'on est à l'affût pour utiliser le moins de produits phytosanitaires possibles et avec tous les leviers possibles » (5), « pas question d'aller perdre de l'argent ». (5). Nous verrons dans un second temps que le facteur économique, tant il pèse dans les stratégies agricoles, apparaît comme un frein majeur au changement, comme le laisse présager l'extrait suivant : « tout n'est pas applicable chez tout le monde en fait, il faut trouver le bon compromis pour que l'exploitation soit rentable, pour pouvoir vivre. » (2). Face à ce constat, un seul enquêté rappellera que : « Non le cœur de DEPHY, ça reste la réduction de l'utilisation de produits phytosanitaires, après que DEPHY fasse attention à la partie économique ouf. A mon niveau, je fais très attention à la partie économique, je vais pas faire n'importe quoi. » (6),. Cet avis n'est pas partagé par tous « je trouve que faudrait presque aller plus loin dans l'attitude économique du DEPHY » (8).

1.1.3... qui laisse peu de place aux considérations environnementales.

Sans regarder au cas par cas les pratiques agricoles des exploitants enquêtés et de l'impact de ces dernières sur l'environnement, nous pouvons, suite aux entretiens menés, produire une réflexion sur la présence de considérations environnementales dans le discours des enquêtés. Celle-ci est très faible. Il est vrai que ma position de stagiaire dédiée à la partie technico-économique et l'orientation du questionnaire sur les motivations et freins ont pu limiter l'expression de considérations environnementales, puisque dans le but de pas poser de questions clivantes, le choix a été fait de ne pas interroger directement les agriculteurs sur leurs engagements environnementaux. Cependant, nous pouvions nous attendre à la manifestation de ceux-ci s'ils avaient une importance centrale pour les agriculteurs dans la conception de leurs systèmes et dans leurs objectifs. A leurs yeux, l'engagement environnemental semble aller de fait : « on a l'agriculture la plus durable du monde » (6). Trois membres ont qualifié leur système de « raisonné » (1,2,8) tandis qu'un autre rappelle faire de l'agriculture avec « bon sens » (6).

Nous pouvons donc faire le constat objectif que les enquêtés ne révèlent majoritairement pas une sensibilité environnementale prégnante, non pas qu'elle soit absente mais elle n'apparaît pas comme le premier facteur de décision. De manière assez cohérente, ce sont les exploitants en AB ou en conversion qui en parlent le plus. L'un d'eux explique directement que « le leitmotiv initial c'est toujours diminuer les effets négatifs de son système. Quand je dis impact environnemental, ça va de l'eau jusqu'à l'air en passant par le vivant » (7). Il souhaite aujourd'hui perfectionner son système pour réduire « le gasoil brûlé et la dépendance à l'eau » mais aussi réaliser des « aménagements pour les espèces animales et végétales » (7), chose qui lui est coutumière en tant qu'ancien salarié de la LPO. En ce qui concerne l'exploitation en conversion, l'agricultrice rappelle fréquemment son envie de s'insérer dans un modèle plus vertueux, par le bio mais explique aussi, « moi j'y crois dur comme faire qu'il faut pas prendre d'OGM » (1) pour l'alimentation animale ou qu'elle a lutté cette année pour ne pas utiliser de corvifuge, dangereux pour l'apporteur et qui peut potentiellement tuer les corbeaux.

Le reste du groupe, qui se reconnaît davantage dans une agriculture raisonnée mentionne aussi l'environnement ou les effets positifs des pratiques sur ce dernier. Cependant cette reconnaissance est assez timide, à l'image d'un des membres du groupe qui nous présente les avantages des bandes enherbées : « il suffit de les mettre aux bons endroits ect et on perd pas tant de surface que ça si on avait des bordures pas toujours productives, si ça peut limiter les fuites de nitrates des choses comme ça, après niveau biodiversité, ça peut peut-être apporter

quelque chose aussi, bon ça apporte des mauvaises herbes aussi... » (3) Ce sont néanmoins des choses qui intéressent les agriculteurs et il est important pour eux de respecter un certain équilibre naturel : « (avec le compost), on a beaucoup plus d'oiseaux en fait, on a un sol où quand on laboure, il y a du monde derrière la charrue. [...] les oiseaux sont aussi un facteur comme quoi le sol est bien vivant. » (2). Un autre déplore le choix passé d'avoir détruit les haies de la ferme lors de la réforme de la PAC de 1992 pour préserver les revenus et les aides, car il perçoit les effets négatifs, d'abord en tant que chasseur puis ensuite sur les insectes, « j'admets que c'est un problème aujourd'hui donc j'en replante, enfin c'est un problème, en cultures non parce qu'on est au taquet, on gâche rien, y'a pas de coins, y'a pas de gibier qui vient nous manger nos cultures etc donc ça se passe bien mais pour l'environnement, je reconnais qu'il y a quelque chose quand même qui va pas, mais c'est quelque chose qui est pas chiffrable. » (6).

Nous pouvons résumer le positionnement global vis-à-vis de l'environnement au prisme assez simplificateur de la hiérarchisation des préoccupations, qui comme nous le verrons dans un second temps sont nombreuses : « ma priorité là, c'est quand même de vivre sans faire n'importe quoi [...] sortir de bons résultats sans... pas à n'importe quel prix. » (6). Un autre agriculteur explique être rentré dans DEPHY aussi pour « appuyer fortement sur le point qui est pas de baisse de rentabilité des exploitations, parce que c'est bien beau de faire de l'environnement pour que personne n'en vive » (8). Il s'agit donc de trouver un équilibre et la prise en compte de l'environnement, qui n'apporte pas des bénéfices à court terme, notamment financier, n'apparaît pas comme un facteur décisionnel majeur. Aussi les exploitants interrogés font de leur mieux pour limiter leur impact mais cela n'est pas ce qui les guide, ce n'est pas le cœur de leur métier. Un des agriculteurs du groupe a ajouté » : « on peut toujours faire mieux, mettre des haies, des couverts des ci des ça mais après personnellement vaut mieux se rapprocher des deux-là [montre le social et l'économique sur le triangle] parce que là ça rapporte rien, économiquement et socialement ça te rapporte pas grand-chose, c'est juste qui si tu imagines à plus long terme, c'est sûr que quand t'es au milieu, l'environnement c'est aussi ce qui va faire peut-être bah une meilleure vie pour nos enfants et puis au climat quoi. » (8).

2 -... au cœur d'un monde agricole relativement isolé des sphères politiques et civiles...

1.2.1... Un regard mitigé sur une réglementation souvent incomprise...

Il y a d'abord l'épineuse question de la réglementation et l'objectif de ce travail était d'en percevoir la perception et l'influence. Ce thème a pourtant été assez peu mentionné par les enquêtés. La réglementation apparaît souvent comme un ensemble flou, complexe et changeant, pas forcément déconnecté des réalités mais qui nécessite que l'on s'y intéresse de près pour bien en saisir les contours. Cette ambiguïté laisse les agriculteurs dans une position assez passive : « J'attends de voir un petit peu comme évolue la réglementation aussi parce qu'on [...]évoque tellement de sujets sur l'agriculture qui vont dans tellement de sens et qui des fois n'aboutissent pas, qu'on reste prudent et qu'on attend un peu d'être mis face au pied du mur » (5). Elle entraîne un travail administratif plus grand qui est mal reçu par deux des agriculteurs du groupe. Cette complexité de la réglementation ressort aussi du fait que de nombreuses sphères se juxtaposent, à l'image d'un membre du groupe qui explique que « nous on a tout ce qui va bien ici, zone vulnérable, natura 2 000, bassin versant, zone machin, tout tout, tout. » (4)

Si la réglementation entraîne une certaine incompréhension, elle est cependant acceptée de fait pas les membres du groupe, qui ne cherchent pas à s'y opposer frontalement. « Après c'est normal hein qu'on ait des restrictions, comme le bassin versant, s'ils font des sondages de la flotte et qu'elle est pas bonne ouai j'veux bien mais c'est pas le produit que j'ai mis hier parce qu'avant de descendre dans la nappe il met un moment quand même. On le sait que c'est pas bon après... ouai ça t'amène des réglementations mais tu fais avec hein, t'as pas le choix. » (4) Il y a donc une certaine soumission vis-à-vis de la réglementation : « même si des fois [elle]

nous paraît complètement absurde, on est dans un système, faut le suivre et puis voilà. » (3). Cependant, les agriculteurs demandent une certaine cohérence afin de ne pas être les grands perdants de ces normes, « comme le glyphosate, soit vous interdisez mais vous interdisez aussi l'importation des produits avec ». (5) Un seul agriculteur dénonce les politiques de réglementation qui entraînent une baisse de production. Pour lui, la crise ukrainienne en montre les failles : « finalement si, vous pouvez cultiver vos jachères, ça fait 20 ans qu'on vous emmerde avec ça mais si vous pouviez les remettre en culture, ça nous arrangerait » (8).

La réaction face à la réglementation est fluctuante. Soit les agriculteurs font en fonction d'elle, par exemple sur l'assolement qui vise le maximum légal : « Y'a la réglementation qui impose 75% (d'une même culture) donc voilà ça c'est un peu la chose » (3), soit ils s'en écartent. En ce qui concerne les doses de produits phytosanitaires appliquées, les agriculteurs ne se calent pas sur la dose maximale applicable mais s'adaptent aux exigences de leur terrain et cherchent à compresser les charges. Dans le cas où la réglementation deviendrait une contrainte, leur réaction est dominée par la mise en place de stratégies d'adaptation : « Au départ des fois, c'est quelque chose qui est imposé puis après on essaye de tirer les bons côtés » (3) explique un agriculteur qui a su saisir les avantages agronomiques en repensant sa stratégie de couverts végétaux obligatoires depuis 2018. De la même façon, un agriculteur mentionne les discussions autour de l'obligation d'incorporer l'engrais qui menacerait son système d'épandage : « si demain on nous l'interdit et qu'on nous oblige à incorporer, ben on se dit pourquoi pas faire d'une pierre deux coups et avoir une bineuse qui permette l'incorporation » (5). Elle servirait alors à désherber une partie de l'exploitation, à côté de la chimie. La réflexion est assez similaire en ce qui concerne les bâtiments et le matériel : « les mises aux normes on se dit "ah putain c'est chiant" mais en fait non, c'est du confort de travail aussi » (2).

1.2.2... et des rapports tendus avec la société civile...

Une partie des agriculteurs du groupe se sent également en décalage avec la société actuelle et ses exigences. Cinq agriculteurs ont partagé leurs ressentis qui viennent renforcer la vision initiale que nous avons émise, statuant l'existence d'un fossé grandissant entre la sphère civile et politique et le monde agricole, qui peut déboucher sur des espaces de conflictualité.

Lorsqu'un des agriculteurs délivre son avis sur la Chambre d'agriculture et sa politique, il précise que : « Ils sont, c'est un peu entre les deux quoi, ils ont quand même la pression un peu du système actuel qui va vers l'environnement etc. » (3), et sépare ainsi deux groupes dans la société : « entre les obligations un peu générales et les agriculteurs je trouve » (3), sortant le monde agricole des individus qui influent une dimension environnementaliste sur la société. Ce même agriculteur, en reconnaissant qu'il y a toujours des choses à améliorer et que le dialogue est important, laisse transparaître sa vision de rapports conflictuels avec une partie de la société : « on est toujours un peu en guerre avec les écolos tout ça qui nous sont sur le dos » (3). Un agriculteur à qui je demandais quel problème il aimerait voir disparaître a répondu du tac-au-tac en riant « Les écolos. Non je rigole. » (5). Pour un autre, il s'agit d'une « idéologie donnée par des journalistes ou même des groupes politiques ou associations environnementales » (8) qui ne connaissent rien à l'agriculture et répandent des mensonges qui influencent la population.

C'est d'ailleurs surtout une incompréhension qui se crée, avec une société civile qui en demande trop et qui ne se renseigne pas tellement sur la réalité du terrain : « aux yeux du grand public ça sort jamais assez vite, parce que les gens ils auraient voulu qu'on arrête les pesticides du jour au lendemain mais ça se fera pas du jour au lendemain » (5). Pour cet agriculteur, « ce qui pèse le plus c'est cette impression de toujours être montré du doigt », à la télévision ou dans les médias les agriculteurs semblent être « la source de tous les maux de cette planète ». Deux agriculteurs mentionnent aussi un climat désagréable sur les réseaux sociaux. Cette opposition, perçue comme une oppression débouche sur une conflictualité dans la vie quotidienne puisqu'un agriculteur nous livre que « les gens font des bras d'honneur après le pulvé » (5).

L'exploitant confirme les faits et raconte que son champ a été ciblé par une attaque au feu, un autre raconte qu'un de ses voisins a été roué de coups lors d'un traitement. Le conflit avec la sphère civile est également dû au fait qu'elle empiète sur les terres avec l'urbanisation : « c'est les maisons qui viennent dans le champ des agriculteurs » (2). Deux autres agriculteurs (7,8) insistent sur le fait que ces néo-ruraux ont souvent tendance à se plaindre des activités agricoles.

Cette pression sociétale mal-vécue semble être intériorisée. Un des agriculteurs du groupe à qui je délivrais le même questionnaire qu'aux autres enquêtés s'est vite retrouvé un peu gêné par mes questions et a expliqué ne pas vouloir changer son modèle : « J'y vois mon intérêt parce que je trouve que j'ai... voilà comme tu dis niveau environnemental je suis pas le meilleur, mais je fais ce que je peux, je fais du mieux que je peux. » (4). Ayant pourtant eu l'impression de demeurer neutre tout au long de l'entretien, n'émettant aucune critique, j'ai pourtant provoqué chez cet interviewé une impression d'être jugé et de devoir se justifier. Aussi cette dimension semble hanter certains des agriculteurs, ce qui renvoie aux pressions de l'agribashing : « il y a un côté ingrat dans ce métier, on bosse comme des fous pour essayer de faire le mieux possible et on nous traite de d'assassins à longueurs de journées [...] c'est un peu lourdingue, ça pèse honnêtement, ça pèse. » (6). D'autant que ce regard est injuste puisque que l'exploitant en AB rappelle que les critiques se trompent souvent de cible en attaquant les « paysans » (7) alors « qu'on est ni plus ni moins un petit soldat » (7) face au gouvernement qui autorise les produits et que personne ne cherche à rendre responsable un ouvrier d'une usine de plastique. La société d'aujourd'hui ne prête plus attention aux difficultés de chacun et juge trop vite. Néanmoins cela ne doit pas pousser à l'immobilisme et au rejet de critiques constructives.

1.2.3 ... mais également des possibles désaccords internes.

Pour l'exploitant en AB, un éloignement de la société et le sentiment d'être « déconnecté » (7) se renforce au fil du temps. D'abord parce que le métier d'agriculteur est très prenant mais surtout parce que les préoccupations ne sont plus les mêmes : les civils se réjouissent des températures chaudes du mois de mai alors que cela pose véritablement problème. A ses yeux, les effets sur l'environnement sont plus que jamais tangibles mais on ne semble pas encore l'avoir compris. Dans le monde agricole, cela pourrait déboucher sur des conflictualités mais cela n'est pas dit par l'agriculteur. Il mentionne simplement le regard des autres qu'il suffit de dépasser. Du côté de l'agricultrice au projet de conversion, il n'est pas si difficile que ça de prendre une autre voix tant qu'on est capable de « justifier ses choix » (1), notamment face aux négociants : « Je dirais pas qu'on nous force, qu'on est marginalisé, parce qu'il existe aussi tout plein de services, si tu veux passer en bio, en non-labour » (1).

3 -... mais satisfaits et convaincus de la force de leurs modèles.

1.3.1 Une majorité d'acteurs satisfaits de leur situation...

Être agriculteur demande un fort investissement et demeure un métier difficile mais lorsque que l'on interroge les membres du groupe sur leur satisfaction générale, le bilan est positif. « Je suis content comme tout » (4), « ça me passionne » (2). Avoir une exploitation agricole c'est accéder à une certaine liberté et à un confort de vie : « Je vois que l'herbe que je vois plus verte ailleurs et finalement ailleurs on trouve que l'herbe que j'ai est plus verte que là leur donc finalement c'est peut-être pas plus mal » (6). Mais c'est aussi un climat où les pratiques sont raisonnées et où on essaye de faire les choses bien : « c'est plutôt satisfaisant de travailler dans ces conditions-là. » (1). Evidemment les doutes ne sont pas absents, notamment face aux préoccupations et incertitudes, il y a des « périodes très chargées » (8) où « on jetterait bien l'éponge » (8). Pour les six personnes à qui a été posée la question de refaire le choix de devenir agriculteur, toutes ont répondu par la positive. Il s'avère que les enquêtés n'ont souvent pas eu le choix et mentionnent presque tous la logique familiale.

En ce qui concerne la rémunération, elle est jugée comme satisfaisante par les sept exploitants, quels que soient leurs modèles, « ça se passe bien voire très bien » (5), « je trouve que le travail qu'on fait il est rémunéré, peut-être pas à sa juste valeur mais, pas bien loin [...] il y aussi en agricole la création de patrimoine. » (8). Seulement deux agriculteurs font du travail à façon pour autrui mais cela reste une source de revenu accessoire. Tous se sentent plutôt bien lotis, ou dans la norme, lorsqu'ils se comparent au monde agricole. « je suis pas à plaindre mais c'est sûr que par rapport aux heures faites... » (7). Cependant, il faut bien avoir en tête que « les années, c'est très cyclique » (3) et que cette vision doit prendre en compte le temps long, surtout face aux impôts, jugés trop importants par trois agriculteurs : « on travaille pour le percepteur » (5), on se fait « attraper par la patrouille » alors qu'« on n'est pas des milliardaires » (7).

1.3.2 ... et ayant une perception positive de leurs modèles...

Cette satisfaction découle du fait que les agriculteurs ont majoritairement une vision très positive de leur modèle : « Je rêvais pas d'être agriculteur mais m'installer sur une exploitation comme celle-là oui » (5). Un modèle rentable et qui « essaye de limiter au maximum les externalités négatives » (2) sur l'environnement, même si « on peut toujours faire mieux » (2). Ce qui pèse souvent c'est la partie sociale caractérisée par l'astreinte constante. C'est le constat qui ressort du positionnement sur les triangles du développement durable (annexe 4) avec des agriculteurs qui essaient de faire au mieux et ont l'impression d'avoir atteint un certain optimum : « après vous faites celui qui est le moins mal, le système qui est le moins préjudiciable à tous, aujourd'hui nous c'est ce qu'on fait » (5). Un enquêté a fait le choix de se placer au centre : « c'est prétentieux mais j'ai envie de me mettre au milieu parce que je fais du mieux que je peux et que ça me va très bien comme ça, tout simplement » (4), mais d'autres s'y retrouvaient, « je vais pas trop excentrer non plus » (5). L'agricultrice du lycée s'est exprimée sans connaître l'avenir de la conversion à l'AB. L'exploitant en AB explique être satisfait « du modèle que j'ai par rapport à celui que j'avais c'est sûr, mais là j'arrive un peu aux limites » (7) sur la question de l'eau et du gasoil. En ce qui concerne l'évolution, presque tous ont souhaité se rapprocher du centre, en redonnant une place à l'environnement ou aux conditions de travail, sans avoir pour l'instant les moyens d'y accéder. Il n'y a pas de grands changements prévus : « Je suis parti du principe que j'arrive à fonctionner comme ça donc j'essaye d'améliorer mon système » (3). Un seul agriculteur (4) a mentionné ne rien vouloir modifier.

Les agriculteurs gardent cependant tous une humilité importante en ayant conscience que leurs systèmes ne sont pas reproductibles partout, qu'ils ne sont pas destinés à faire modèle, « je dis pas être le plus malin de la terre, c'est ma façon de faire, après [...] c'est peut-être pas la meilleure, tant que ça fonctionne voilà, moi ça marche, ça marche bien, je continue à faire comme ça, les autres ils font pas comme ça c'est que ça doit pas marcher chez eux, ça marche plus de faire autrement » (4). Tous reconnaissent faire des erreurs et ne prétendent à aucune perfection, « (ça) fonctionne pas mal hein pour l'instant, mais après voilà on essaye toujours de chercher la meilleure solution. On l'a pas hein, personne ne l'a » (2), notamment sur le plan environnemental : « En faisant partie du groupe DEPHY je devrais me mettre là (vers le pôle environnement) après je suis quand même conscient que je suis pas, comme je disais par exemple sur les maïs je fais deux traitements insecticides un peu systématiques » (3).

3 - ... reposant sur des filets de sécurité importants.

Si les agriculteurs sont convaincus que leurs exploitations fonctionnent et sont performantes c'est aussi parce qu'ils veillent à inscrire leur modèle dans la durabilité. « On est content d'être installé depuis longtemps, d'avoir un truc qui roule, tout est absorbé » (5).

En ce qui concerne la technique, les agriculteurs ont mentionné miser sur des pratiques innovantes pour améliorer la fertilité ou le stockage en eau de leurs sols ou choisir des variétés résistantes aux maladies. Pour le matériel, on investit dans de la qualité ou on se rapproche

d'une CUMA. En ce qui concerne l'assolement, il y a deux écoles. Ceux qui préfèrent miser sur la spécialisation « on a très peu de cultures. On peut être, c'est un peu ma vision mais, un peu plus performant, parce qu'on s'informe beaucoup. C'est notre culture principale, si on en fait plein on peut pas tout connaître, aussi bien les maladies que les ravageurs... » (8). C'est aussi plus rémunérateur, « je savais que c'était là où on était le mieux, jusqu'à maintenant quelle que soit la variation de prix, le maïs restait la partie, le filet de sécurité » (3). Et ceux, plus minoritaires, qui préfèrent se diversifier pour équilibrer à l'image de l'exploitant en AB qui depuis 2018 suit cette stratégie tout en allongeant sa rotation pour éviter le salissement.

Pour la question de l'eau : « arroser, c'est une vraie sécurité pour l'esprit » (5), néanmoins il ne s'agit pas de trop consommer et de viser « une stratégie d'évitement » (5), par exemple avec une culture d'hiver qui prend l'eau plus tôt. Face aux hausses de température et aux faibles capacités des sols dans la Plaine de l'Ain, « l'outil qui va vraiment permettre d'empêcher ça, c'est vraiment l'irrigation » (2), véritable « assurance » (2) instituée par un fort investissement dans le matériel : « c'est vraiment ce qui tient tout le système actuel » (2). Pour les exploitants de la Plaine c'est rassurant parce qu'« on n'a jamais eu de restriction sur l'eau du Rhône²¹. C'est une sécurité parce que y'a des interdictions en ce moment. » (3) qui menacent ceux qui puisent dans les nappes phréatiques. Ces derniers réfléchissent à investir dans des systèmes qui iraient : « chercher l'eau du Rhône » (5), ou installent un nouveau « forage » (4).

En ce qui concerne la distribution, chacun met en place la stratégie de vente qui lui semble la plus pertinente, en vendant plus tôt, parfois même avant d'avoir semé, ou plus tard. Ils vendent à des coopératives ou des négoce. Parfois à un unique acteur, parfois disent : « je travaille avec différentes coopératives ou négociants, enfin j'essaie de dépendre de personne précisément » (3). Une autre stratégie, suivie par deux enquêtés est d'investir dans un silo pour réduire le charges et « commercialiser après l'ensemble de nos productions comme on veut, quand on veut, du mieux possible » (8). Il s'agit également de garder constamment un œil sur les nouvelles filières et débouchés qui émergent sur le territoire. Un agriculteur explique ainsi faire du maïs semences, filière qui garantit des prix fixes, « c'est une sécurité » (4). Enfin, l'agriculteur AB, dénonce le système actuel où l'agriculteur est « le dindon de la farce » (7) face aux grandes surfaces qui empochent les marges. « Dans l'histoire, on tient la bouffe et c'est nous qui crevons de faim » (7). Aussi a-t-il décidé de commercialiser sa lentille en vente directe. Pour renforcer cette position et faire en sorte d'avoir du stock à proposer, il est actuellement en contact avec quatre autres exploitants AB de l'Ain pour travailler avec eux sur la partie vente. Il a investi dans du matériel de stockage et de transformation des lentilles.

Enfin, le passage en AB est présenté comme une sécurité par l'agriculteur en mixité face aux incertitudes : « l'avantage du passage en bio, c'est que ça permet d'ouvrir n'importe quoi en fait, si du jour au lendemain, je lance un élevage, bio c'est faisable quoi, si j'avais un gars qui m'avait approché pour faire du maraichage bio bah ok pas de problème » (6).

II – Une perception du changement plurielle mais limitante

1 – Un changement timide mais bien présent au sein du collectif...

2.1.1 Une définition du changement prônant l'idée d'une transition douce...

Tous les enquêtés se retrouvent une définition d'un changement processuel inscrit dans le temps long. Il s'agit d'avancer pas-à-pas vers là où on souhaite aller : « Il faut laisser le temps au temps » (1). La stratégie adoptée majoritairement est très bien résumée par cet enquêté : « T'essayes d'en prendre un peu de partout où tu vas, tu prends ce qui te convient et puis tu mets sur ton exploit', tu appliques, ça marche pas tu refais pas, ça marche tu refais, voilà et puis

²¹ « En 2019, 65,5% de l'eau distribuée en Plaine de l'Ain provenait du Rhône. Le reste est pompé dans les nappes ». SANCHEZ L., 2020

t'avances comme ça petit à petit » (4). Et est partagée par l'exploitant en AB pour qui il ne s'agit pas de « passer en bio sur un coup de tête » (7) mais de tester les outils avant, d'observer chez les autres, de se former puis de d'expérimenter avant de généraliser. Il a suivi la même stratégie pour la mise en place de sa filière lentilles. « On voit le changement mais il y a eu tout un amont » (7). Installé en 2011, il a d'ailleurs converti l'exploitation en 2016.

Cette vision pousse à éviter les « bouleversements » (5) : « Moi je suis pas trop pour un changement radical » (3), mais plutôt « des p'tits trucs » (4), « des adaptations, des choses comme ça » (8) afin de suivre la règle du « Je me mets pas en danger » (5) et ne pas fragiliser son exploitation : « J'ai aujourd'hui un système qui est [...] performant économiquement : si je change le système, je prends des risques par rapport à ça. » (5). Il s'agit ainsi souvent d'agir en terrain connu, par exemple sur des cultures connues, à l'image d'un agriculteur qui explique oser davantage sur le blé et le maïs que sur une culture nouvelle et incertaine « c'est plus simple pour moi de prendre des décisions, je sais où je peux aller sans risque » (5). Il faut pour lui cinq bonnes années pour produire ses propres références qui permettront de généraliser l'expérience.

Enfin si des salariés sont présents sur l'exploitation, on doit être capable de « justifier, expliquer le raisonnement qui a mené à ça et les conséquences, les impacts qu'on attend », proposer une « construction d'étapes claires aussi quand y'a des gros changements à faire, pas y aller d'un coup qui pourrait être perçu trop brutalement peut-être. » (1).

2.1.2... stimulée par un goût pour le « perfectionnisme » (2)...

De façon générale, si les changements sont teintés de rationalité et peuvent apparaître comme timides, ils guident la majeure partie des stratégies choisies par les exploitants qui présentent un goût particulier pour l'amélioration de leurs systèmes et le gain constant de performance. Comme le rappellent Antoine Bernard de Raymond et Frédéric Goulet (2014), il existe une « certaine vision du progrès et de l'excellence propre au monde des grandes cultures ». Le changement est d'abord stimulant « c'est ce qui me motive dans le métier parce que sinon ça serait la routine de toujours faire la même chose [...], ce qui fait peur c'est d'aller trop vite voilà, ou de se tromper, après quand c'est raisonné, quand on prend le temps de le faire, c'est pas forcément un inconvénient » (5). Pour un des exploitants, l'Agriculteur a cette chance de pouvoir accéder à des possibilités infinies : « avoir des pratiques innovantes », « rencontrer le consommateur », « transformer », se « convertir au bio », « faire une carrière politique » et sans cesse « se poser des questions » (7) sur le plan technique. Rechercher, tester, innover demande un grand investissement mais « j'aime ça, faut être passionné » (2) ; « se remettre en cause assez régulièrement c'est quelque chose que j'aime de ma nature » (8).

Ce goût pour le changement est porté par une insatisfaction constante et l'envie d'aller plus loin dans son système : « Je fais la même culture depuis que je suis installé et en fait y'a plein de choses qu'on connaît pas quoi, y'a plein de choses qu'on peut améliorer [...]. C'est ce qui est intéressant dans le métier, y'a toujours des trucs, quand on peut faire mieux l'année d'après etc, on a toujours des choses à apprendre. » (3). Ce dynamisme permet, lorsqu'il est portée par des investissements dans la technique et dans le matériel (1.1.1) de s'engager dans une agriculture de précision, « l'exploitation est quand même régulièrement renouvelée et maintenue performante » (8). Il s'agit de rester ouvert, « on peut pas dire qu'on aura pas essayé » (6) afin de ne pas s'enfermer dans un modèle, « t'as toujours des voisins, y'en a toujours, qui font pas comme les autres, t'as toujours des anciens qui font comme ils ont fait y'a 50 ans et ils en démordent pas quoi, c'est leur problème. » (4). Tout cela dans le but d'améliorer constamment ses pratiques pour qu'elles soient plus vertueuses, « on se rend compte qu'on a des alternatives à apporter au traitement, quel qu'il soit, et en fait en réfléchissant, il faut prendre le temps de chercher » (1), cela donne des objectifs stimulants à l'image de la conversion en AB pour l'agricultrice : « j'avais bien envie de relever le défi » (1).

2.1.3... et qui se traduit concrètement par de nombreuses pratiques mises en place.

Nous l'avions précisé dans le chapitre II de notre travail, de nombreuses actions sont réalisées et les expérimentations sont nombreuses au sein du groupe. Aussi, les exploitants en n'ont pas toujours pris le temps de présenter tout ce qu'ils mettent en place au quotidien pour améliorer leurs systèmes. Cette partie technique ne représentait pas le cœur de mon travail d'entretiens. Les agriculteurs conventionnels m'ont parlé des implantations de « bandes enherbées » (2) au-delà des exigences de la réglementation, de haies, du fait qu'« on a pas mal progressé sur les couverts » (3) pour apporter de l'azote, des projets de diversification des cultures pour économiser l'eau et diminuer le salissement des parcelles, d'un engagement dans les TCS pour limiter la charge économique et de travail et optimiser « l'activité des sols, [...] transformer l'humus, [...] stocker l'eau » (8) ou encore que « le truc qu'on a vraiment mis en place, qui a vraiment marqué, c'est le pâturage derrière (couverts) avec moutons » (2). Ils innovent sans cesse pour maintenir la pérennité et la performance technico-économique de leurs systèmes. L'exploitant en AB a présenté sa rotation diversifiée et la vente directe de lentilles.

« C'est pas forcément DEPHY, bon je pense que DEPHY m'a permis d'évoluer [...] de trouver des pistes en fait que j'avais pas spécialement explorées avant » (6). Si le goût pour l'amélioration est une caractéristique de leur identité, tous les agriculteurs interrogés ont mentionné le groupe DEPHY Plaine de l'Ain comme un vecteur d'expérimentation et d'innovation en insistant notamment sur les meilleures pratiques adoptées lors de l'utilisation des produits phytosanitaires : il y a beaucoup plus d'observation des parcelles et une réflexion plus raisonnée. Ce sont surtout les premières formations qui ont marqué, par leur audace. Les agriculteurs regardent tous l'hygrométrie ou le vent avant de traiter, plutôt tôt le matin ou le soir afin de limiter les pertes et optimiser les doses. Ils ciblent également les traitements, soit en fractionnant soit en « traitant une seule fois bien positionnée » (6). Enfin certains enquêtés insistent sur les « impasses », notamment des traitements préventifs systématiques.

2 -... qui influence la vision portée à la réduction drastique des produits phytosanitaires et au passage en agriculture biologique...

2.2.1 La perception de l'agriculture biologique entre accomplissement et repoussoir...

Ainsi, au regard de ce qui prime pour les exploitants dans la prise de décision et leur perception du changement, deux groupes se distinguent en vue de la réduction drastique des produits phytosanitaires : ceux pour qui le passage en AB en est l'accomplissement et ceux pour qui c'est un repoussoir. Il semble que « Les agriculteurs en AB se différencient des agriculteurs conventionnels de par leurs caractéristiques démographiques et économiques, mais surtout de par les motivations et les valeurs qui conditionnent leurs choix (Koesling et al. 2008). »²²

Pour les trois exploitations engagées ou en voie d'engagement dans l'AB, celle-ci représente un système enviable. Pour le lycée agricole, il s'agit d'une « satisfaction personnelle » et de répondre aux critères de l'« exploitation autonome et économe » car « peut-être fatalement, celles qui sont indirectement le mieux dans ce modèle là ce sont peut-être les exploitations bio » (1). L'histoire du développement de l'AB est en effet forte d'une dimension militante où les pionniers ont sauté rapidement le pas car « L'intérêt de l'agriculture biologique dépasse cette dimension économique : elle est aussi un système de pratiques originales et un ferment contestataire » (Bonny S., Le Pape Y., 1983) Ainsi, pour l'exploitant en AB, l'ambition de changer de système, motivée par des convictions environnementales, était présente dès la reprise de l'exploitation. Rien n'est cependant figé. Pour l'exploitation mixte, la conversion « c'est la continuité de DEPHY d'abord » (6), pour accéder au matériel (bineuse, herse étrille) et valoriser les produits utilisant moins de pesticides et le travail, « je trouvais pas d'hectares

²² GENIAUX G., LATRUFFE L., LEPOUTRE J., et al, 2010

pour m'agrandir et du coup j'ai cherché à augmenter un petit peu la valeur ajoutée » (6). Avec le durcissement de la réglementation, « c'est apparu comme une évidence » (6). Enfin, un des exploitants en Agriculture Conventionnelle parle d'un possible passage en système mixte et observe pour l'instant son entourage. L'idéal serait de valoriser les différentes parties de sa ferme, « il faudrait faire un petit peu de tout » (5), de l'AB, de la conventionnelle et des TCS.

Au contraire, l'AB n'est pas envisagée par les quatre derniers membres du groupe. Leurs systèmes fonctionnent très bien et ce qui importe c'est de les pousser au bout de leur performance. L'AB représenterait un bouleversement sans précédent et incompatible avec le modèle existant, il faudrait « revoir toute l'exploitation, et du coup on est obligé d'avoir une multitude de cultures et moi j'ai une situation qui est quand même pas mal spécialisée, aussi bien dans le matériel que tout ça » (8), mais aussi avec les objectifs économiques poursuivis. Ce constat est renforcé par la conviction que le modèle est raisonné, « le conventionnel bien fait, il est peut-être même meilleur que le bio » (2), qui repose sur le désherbage mécanique et un bilan carbone assez négatif. Cet argument est d'ailleurs mis en avant par l'agriculteur en AB, préoccupé par son utilisation de gasoil qui montre les « limites » (7) actuelles de son modèle.

2.2.2 ... justifié par une argumentation solide autour de freins inévitables et de plusieurs ordres...

D'abord, les freins sont évidemment de l'ordre économique. « C'est bien beau de baisser les traitements etc., si on peut pas vivre de ça » (2) ; « ce sera pas de bonne augure pour les exploitations au niveau économique. » (4). Justement parce qu'on ne peut plus miser sur la quantité et sur les rendements, ce qui bloque c'est « le niveau de prix de rémunération. C'est que même si le bio c'est cher, c'est encore pas assez cher, ça devrait probablement être plus cher » (5). Notamment parce que les charges sont importantes, en investissement et en travail, et que « pour l'instant l'intérêt économique n'étant pas là, je vois pas l'intérêt » (2). Il y a en effet des limites conjoncturelles, avec un marché qui n'est perçu comme pas encore assez développé. Deux enquêtés ont expliqué qu'il n'y a pas assez de débouchés et que le maïs bio se vend au même prix que le conventionnel. Cela est notamment dû au fait que « le bio c'est, entre guillemets une mode si on veut, mais c'est surtout une volonté de certaines bobos des villes qui veulent manger du bio à chaque repas. » (2). C'est aussi au niveau de la rémunération que cela inquiète. L'exploitant qui pèse le pour et le contre juge que l'AB ne rémunère pas assez les efforts entrepris : « Aujourd'hui ça me pousse pas forcément dans cette direction là parce que des gens, oui ils mettent plus de phytos mais ils ont quand même du mal à vivre de leur métier, moi je veux vivre de mon métier avant tout, je suis pas là pour faire du social et puis nourrir les gens. » (5). Il juge « rageant », « dégoûtant » que des agriculteurs sérieux en AB ne s'en sortent pas décemment et soient « ceux qui dorment plus la nuit » (5). Les agriculteurs, avant de passer à l'AB réalisent de toute façon un diagnostic avec la Chambre d'Agriculture de l'Ain pour tester la faisabilité et la rentabilité de ce choix. L'exploitation en AB avait reçu une réponse positive tandis qu'elle était négative pour celle en mixte, d'où ce choix. Un des exploitants en agriculture conventionnelle en a également réalisé un mais « avec mon modèle d'agriculture : y'avait déjà le silo en 2016 et puis voilà je suis vachement spécialisé maïs donc en 2 ans je perdais 300 000€ et bah les gars de la chambre, avec une perte telle ils ont dit non faut rester dans le modèle actuel, en fait on part au casse-pipe. » (2). Cette situation singulière n'est pas seulement liée à la rentabilité de l'AB mais aussi au fait que pour rentabiliser le silo il faut le remplir de maïs. Avec la différence de rendements, il serait difficile de trouver la quantité nécessaire car l'AB n'est pas assez développé dans le voisinage. Ensuite, en ce qui concerne les autres certifications, la réflexion est similaire. Pour HVE III, les efforts à réaliser pour rejoindre le cahier des charges n'étaient pas importants mais « là où on a bloqué c'est sûr la valorisation des produits » (5) parce que la coopérative n'avait de débouchés que sur « une seule culture rémunérée » (5) ou parce que « j'en ai pas pas le besoin pour commercialiser, [...] aujourd'hui d'avoir une certification, elle me coûterait plus qu'elle me rapporterait » (8). Un agriculteur précise aussi être « bien content de ne pas y être allé » (5) au regard des fluctuations à la hausse du cours des

céréales, sachant que la certification HVE bloque un prix d'achat indépendant du marché. C'est aussi un jugement de valeur qui se joue, au sujet d'HVE III, un agriculteur craint que ça devienne « un label on va dire industriel, [pour] acheter une "image" HVE 3 sans se soucier de la rentabilité en dessous des agriculteurs quoi » (8). Un autre agriculteur n'est pas convaincu par le modèle au regard de certaines exploitations en HVE III qui à ses yeux ne le méritent pas, « c'est du foutage de gueule, c'est tromper le consommateur » (4). En ce qui concerne la rémunération du stockage de carbone, les choses ne sont pas encore assez claires au niveau rémunération, il n'y a donc « aucun intérêt » (2). Pour ceux qui ont sauté le pas, le jugement est plus nuancé puisqu'ils s'y retrouvent économiquement, l'agriculteur en AB a fait entre 2018 et 2019 « trois grandes années » (7) et est satisfait de sa rémunération. Il reconnaît cependant que les cours varient davantage depuis 2017 et que la guerre en Ukraine rend l'AB moins enviable, Cela ne l'empêche pas d'être rentable et de savoir sur quelles cultures mise, il n'est d'ailleurs plus « obligé de sortir une calculette » (7) comme il le faisait en agriculture conventionnelle. Pour l'exploitation mixte, le jugement est un peu plus mitigé : « si jamais au bout de 5 ans le conventionnel reste plus intéressant que le bio, ouais bah je perdurerais pas parce que mine de rien ça fait quand même beaucoup de de charge en plus » (6).

Sont ensuite mentionnés des freins techniques et l'apparition d'un plancher indépassable concernant la réduction des produits phytosanitaires. Il faudrait remplacer la chimie par du désherbage mécanique or cela n'est pas possible partout : « Nous si on fait du bio chez nous, y'a le problème des cailloux et c'est un énorme problème » (2) car « le binage n'est pas évident à faire » (3). C'est d'ailleurs ce qui a justifié le choix de la mixité pour un agriculteur : « J'ai commencé sur cette surface là parce que j'ai moins de cailloux, mais je vois bien que je pourrais pas l'étendre au reste de l'exploitation [...] c'est utopique de penser que je puisse faire du bio partout » (6). L'agriculteur en AB met d'ailleurs en avant le fait qu'il bénéficie de terres limoneuses, de « très très bonnes terres » (7), ce qui n'est pas le cas de plaine de l'Ain et de son sol « squelettique » (6). Ce constat est partagé et lié à la préoccupation de la perte de rendements, par forcément sur toutes les cultures mais drastiquement sur le blé : « Tout en étant sur les meilleures terres, ils sont même pas à 50% du rendement moyen donc si on doit nourrir toute la planète comme ça, va falloir retourner des montagnes. » (5). Le risque de salissement et la pression des ravageurs sont en effet encore trop importants et cela mettrait en péril la production, notamment sur des cultures sensibles comme le colza où les traitements semblent inévitables : « Vous dites "vraiment je vais traiter qu'en dernier ressort" mais quand le dernier ressort il est là bah c'est pas le choix, il faut y aller, pour le charançon on l'a fait, pour les méligèthes on l'a fait » (5). D'autant que ce risque augmente avec l'adoption de pratiques environnementalement plus vertueuse, à l'image des couverts qui ont entraîné la réintroduction d'un « insecticide du sol systématiquement parce qu'on a une pression énorme, on a un sol qui est devenu vivant, y a beaucoup de bestioles dedans et on a aussi beaucoup de taupins » (2).

Cela entraînerait également une charge de travail supplémentaire qui apparaît comme un frein majeur. Pour les grandes exploitations du groupe, il faudrait en effet passer beaucoup de temps sur le binage « peut-être c'est une des alternatives mais moi ça m'emmerde, là on va attaquer le binage, c'est un boulot de fou, d'être toujours sur le tracteur, l'usure matérielle, l'usure du bonhomme qui est dessus » (2). L'exploitant en AB a 95ha et on compte en moyenne 150ha par ETP pour que le modèle fonctionne. Autrement, la conversion en AB « obligerait à prendre la main d'œuvre, c'est pas toujours évident à trouver de la main d'œuvre non plus » (3).

Enfin, les agriculteurs mentionnent les freins juridiques autour d'une exploitation en mixité qui « oblige à faire deux sociétés » (5) si on veut cultiver les mêmes cultures sur les deux systèmes, qui doivent autrement être différenciables à l'œil nu. Ce système, jugé pertinent par les agriculteurs, entraîne cependant du travail administratif et complique les rotations.

Ainsi, les agriculteurs ne rejettent pas d'un bloc l'AB mais sont conscients de ses inconvénients et sont guidés par une logique de compromis.

2.2.3...mais aussi par des freins psychologiques qui s'apparentent à des peurs dépassables.

En plus de ces freins rationalisés, des obstacles inconscients apparaissent : « Ce qui fait peur c'est le changement, c'est l'incertitude, au niveau économique. Moi du coup y'a de l'incertitude au niveau humain puisque j'espère de tout cœur que les salariés seront là mais rien n'est fait. Et après une incertitude technique dans le sens où on va changer un peu de référentiel, on va changer de mode de réflexion. Il va pas falloir considérer les choses sous le même angle, au même moment. Pour le désherbage par exemple, on va pas raisonner de la même manière. L'enjeu, c'est de réussir à changer de manière de penser, ce qui n'est pas simple parce qu'on a tous expérimenté avec un certain sens donc, réussir à changer, c'est pas la panacée » (1).

Il s'agit en effet de réinventer tout le système et de déconstruire ses façons de penser. Par exemple un des agriculteurs mentionne le fait qu'il ne souhaite pas être coincé et veut, face à une problématique pouvoir agir pour ne pas « regarder [s]es cultures en train de mourir » (8). Cela est présenté comme quelque chose qui a été surmonté pour l'agriculteur en mixité : « Ce qui faisait peur c'était peut-être de pas pouvoir régler un problème. [...] en fait on s'aperçoit qu'il y a des problèmes qu'on se pose en conventionnel, qui se posent plus vraiment en bio, comme le liseron. Pour l'instant je suis encore avec des problèmes mais à force de travailler le sol en fait on finit par assécher les rhizomes, donc c'est un non-problème, à la fin on en parle plus parce qu'on le voit plus. » (6). De la même façon, l'agriculteur en AB explique que « c'est l'enherbement qui m'a toujours fait le plus peur » (7) mais que la réussite agronomique et économique inédite au regard de l'historique de la ferme, malgré le salissement l'a vite rassuré. Il s'agit ainsi de se préparer mentalement à des « salissements acceptés et acceptables et finalement rentables » (7), ce qui bouleverse les repères et exigences habituels. Similairement, pour les maladies : « avant, on était vachement curatif aussi, on regardait la performance d'une variété, on regardait jamais son profil maladie, donc ça c'est bien ça change. Je sais pas moi en fait la chimie c'est comme notre santé quoi, on préfère prendre des médicaments plutôt que de se soigner en préventif avec de l'homéopathie. » (6). La réflexion est la même pour les ravageurs : il est nécessaire de reconnaître son impuissance et d'accepter les pertes puisque « tu peux pas faire grand-chose » (7) et se résoudre à « courir après des pigeons dans les sojas et les corneilles dans les maïs » (7) pour les gérer. C'est toute l'identité de l'agriculteur qui change, notamment sur la question des rendements puisqu'elle est liée à une certaine fierté. Désormais, « c'est sûr, quand tu remplis pas des bennes et des bennes, y'a des jours... les premières années tu te dis « ouai bof ». Et puis c'est toujours un peu le même problème quand tu remplis les lignes de trésoreries [...] bon, les premières années ça fait un peu bizarre, tu fais 35-40 (quintaux), y'a des moments ça fait pas rêver, mais au bout d'un moment tu vois bien ce que tu mets dessus. [...] Les années de conversion faut s'y faire, faut travailler sur soi. » (7)

Les bouleversements sont ainsi nombreux lors de la conversion en AB mais les agriculteurs trouvent sans cesse des solutions aux problèmes, ils misent sur de nouvelles cultures pour limiter la dépendance aux engrais et à l'eau mais réalisent aussi qu'il est nécessaire d'allonger ses rotations, ce que l'agriculteur en AB a fait au bout de deux ans pour maîtriser au mieux le salissement. C'est une question d'adaptation face aux imprévus « c'est sûr que le mec qui voudrait à tout prix mettre de l'orge (après salissement) parce qu'en conventionnel, dans son système à lui derrière le blé c'est l'orge et qu'en bio il veut pas en démordre, il va être déçu. » (7) Il s'agit d'anticiper sur le long terme et de ne pas s'accrocher quoi qu'il en coûte à sa rotation et à toutes les recettes qui fonctionnaient dans le passé, ce qui n'est pas aisé.

3 –... dans un contexte préoccupant qui influence le dépassement de l'immobilisme.

2.3.1 ... Des agriculteurs confrontés à des préoccupations majeures et quotidiennes...

S'engager dans le changement demande un investissement mental important.

Cependant, de nombreuses sources de préoccupations limitent l'expression de cette envie. Afin de cerner au mieux les difficultés rencontrées par les agriculteurs, il leur a été demandé de choisir de résoudre un seul problème sur leur exploitation. Il y a d'abord les contraintes naturelles : deux enquêtés ont choisi de faire disparaître les adventices, ou du moins, pour ne pas « détruire une partie de la nature » (2), faire en sorte qu'elles ne gênent plus. Un agriculteur souhaiterait « avoir des sols avec moins de cailloux qui permettent de faire du désherbage mécanique, d'implanter des cultures un plus facilement et qui a des capacité de rétention d'eau plus importantes » (8). Il s'agit aussi de travailler dans un contexte compliqué, les agriculteurs rappellent qu'il faut suivre la réglementation mais aussi « être un bon acheteur, un bon vendeur, il faut savoir plein d'autres trucs quoi en administratif, il faut qu'on soit au taquet etc » (6). Un enquêté aimerait ne pas se « soucier du lendemain d'un point de vue économique » (6) pour subvenir aux besoins de sa famille. Un agriculteur mentionne « l'acceptation sociale » (5), tandis qu'un autre veut voir se régler l'incertitude liée à la propriété de ses terres. Les sources de préoccupations sont donc multiples. Nous allons aborder deux thèmes fréquents et plus prégnants au fil des mois : un enquêté a souhaité équilibrer la météo pour réduire sa vulnérabilité et un autre a mentionné vouloir réduire l'incertitude liée à la crise ukrainienne.

2.3.2...notamment autour des problématiques climatiques...

L'imprévisible météo est une source importante de vulnérabilité pour les agriculteurs. Chaleurs extrêmes ou épisodes de grêle, tout peut mettre en péril la bonne santé d'une culture, à tout moment de son cycle, et provoquer des pertes de rendements importantes, voire totales. Les conditions météorologiques conditionnent aussi le travail et rendent difficile sa réalisation, « moi je prends vite du retard c'est parce que t'as tout le temps du vent, tu peux jamais traiter, c'est infernal quoi, cette dépendance, c'est notre seul problème. » (4). Il est difficile de trouver un équilibre entre périodes sèches stressantes où il faut « arroser de partout » (2) et périodes trop humides qui avec les orages laissent peu de temps pour « arriver à faire son travail » (2).

Un seul enquêté a parlé du « changement climatique » (8) au regard des risques encourus : « ça fait partie des choses où il faudra s'adapter » (8) Il a précisé en observer les effets mais que l'incertitude est trop forte pour prévoir des changements en conséquence, « on n'arrive jamais à voir, c'est jamais les mêmes années quoi donc c'est quand même compliqué de dire "bah non là ça va plus" quoi des fois [c'est] deux années puis ça se contredit » (8).

En ces mois de mai et juin 2022, ce qui fait peur, c'est la sécheresse. Le département de l'Ain a d'ailleurs été mis en vigilance face au manque d'eau sur le territoire. Comme nous l'avions vu (1.3.3), investir fortement dans des stratégies d'irrigation faisait partie des filets de sécurité pour certains agriculteurs. Pourtant, des craintes liées à cette ressources surviennent rapidement dans les discours. En effet, les agriculteurs ont conscience qu'ils arrosent de plus en plus et cela est même quantifié : « la demande a quand même pas mal évolué, toutes les installations avaient été faites sur un calcul de 5 mm par jour de consommation et aujourd'hui on est à 7-8, voire plus » (6). Même si une nuance est parfois apportée : « c'est tellement aléatoire » (4), « j'ai l'impression que c'est un peu ce qui se dit, j'en sais rien (si c'est de pire en pire) » (2). Le problème, c'est que rien n'est acquis et les possibles restrictions font peur : « le modèle il est plutôt résilient, sa seule limite c'est la restriction » (2) ; « nous on est très dépendant de l'eau » (5), « le jour où on aura des limitations, des choix à faire de l'utilisation de l'eau par rapport à un volume plus restrictif [...] il y aura certainement des adaptations de culture à faire. » (8). Face à cette dépendance, certains sonnent l'alarme et s'inquiètent d'un « fort risque de restriction d'irrigation et s'il y a restriction [...], je ferais pas la moitié de mon rendement donc je veux bien faire faillite mais je voudrais au moins payer mes dettes, sympa la perspective (rit) » (6). L'exploitant en AB y voit le signe d'un nécessaire changement de modèle pour s'extraire d'une impasse d'un système qui « repos[e] sur une béquille en gros là qui va bientôt se casser » (7) en prévision de restrictions certaines et prochaines. Il précise que

cela va être compliqué car des investissements lourds ont été réalisés dans la plaine de l'Ain mais que le changement de vision doit avoir lieu : il s'agit de reconnaître la dépendance à l'eau tout en acceptant de revoir ses besoins à la baisse.

2.3.3... mais aussi au regard du marché libéral et des perturbations de la crise en Ukraine

La seconde source de préoccupation majeure repose sur le marché et ses possibles soubresauts. Les agriculteurs connaissent et scrutent les cours, deux d'entre eux me les ont montré en direct lors de l'entretien, notamment parce que le prix « *change toutes les heures* » (2). La forte variabilité des cours sur ces dernières années rend obligatoire cette attention pour penser sa stratégie de vente : « *Le rendement, la quantité, la surface elle bouge pas donc c'est quand même assez lisse après c'est uniquement la variation des cours et puis des charges* », « *depuis 4 ans, ça fait des vagues* », « *on est dans une production qui est assez guidée par le libéralisme donc il n'y a pas beaucoup de choses qui réglementent* » (8). Cela crée une forte incertitude : « *c'est qu'on dépend tellement des marchés mondiaux que tu sais pas d'année en année* » (4), « *tu subis* » (4). Les agriculteurs se sont habitués à cette situation et ont tous leurs stratégies et leurs moments de vente, ils ne sont donc pas insatisfaits. La seule voix détonante est celle de l'exploitant en AB qui insiste sur l'importance de guider la performance économique vers la « *résilience sur le long terme économiquement* » (7).

Les crises du passé ont toujours été dépassées. Pour le lycée agricole, seule exploitation en élevage, « *j'ose espérer qu[e la crise du lait bio] ne soit que conjoncturelle* » (1). Mais la guerre en Ukraine fait véritablement crise et se présente comme un événement « *explosif* » (6), « *un risque majeur* » (6) pour tout le groupe qui « *perd des repères* » (3) car « *personne ne pouvait le prédire* » (5). En clair, « *tout est bouleversé* » (8) : les prix des engrais, du pétrole et des autres matières premières augmentent de manière exponentielle, ce qui questionne également leur disponibilité, tandis que les cours des céréales s'envolent et que les impôts suivront. Il est impossible pour les agriculteurs de se projeter car tout change très vite, « *ce que je dis aujourd'hui sûrement dans un mois ça sera peut être plus vrai du tout, dans 15 jours ça sera pire où ça sera mieux* » (5), ce qui pousse à prendre des décisions au jour le jour, pour des cultures qui poussent en un an... « *ça restera toujours un peu du pile ou face.* » (5). Un agriculteur explique « *construire un assolement avec des prix fictifs* » (7). Ce qui fait le plus peur, pour les deux entretiens de la mi-juin, c'est le possible effet-ciseau car « *on sait pas quand il arrivera mais il arrivera ça c'est sûr, on espère le plus lointain possible quoi puis qu'il soit le moins violent possible* » (8). Ainsi, si 2022 semble pour l'instant épargnée, « *il y a peut-être un moment où ça va s'écrouler, on sait pas.* » (3), « *il y a une année qui va être fatale* » (4).

III – Un champ de tous les possibles pour l'avenir du groupe DEPHY Plaine de l'Ain

1 – Des agriculteurs friands de dialogue...

3.1.1 Des agriculteurs entourés et appréciant l'inscription dans des réseaux...

Les agriculteurs du groupe interagissent beaucoup entre eux et sont en général très bien intégrés dans le territoire. Ils créent d'abord de fortes relations de proximité et cela les motive sur le plan professionnel, se connaître et échanger souvent « *c'est important parce que t'es pas tout seul au moins. Si tu réfléchis tout seul, tu vas pas très loin parce que t'es dans ton truc* » (4). Il est important pour eux d'interagir et de se comparer. D'ailleurs dans le groupe, des effets de voisinage influencent de fait les relations : il y a le groupe des agriculteurs proches de Saint-Vulbas et le groupe des exploitants plus proches de la Dombes. La proximité physique des parcelles permet d'observer les avancées de chacun : « *Avec X, on communique beaucoup donc il me dit « bah tiens viens chez moi, il y a telle variété qui a bien marché* » (3). Les agriculteurs

ont ainsi constitué leurs propres réseaux en étant « entouré [de] personnes ressources » (5) puisque « la montée en compétences est très liée à l'extérieur » et aux « partages d'expériences » (1). Ces réseaux permettent en effet d'accéder à des connaissances, à l'image de l'agriculteur en AB qui mentionne quatre exploitations référentes sur le département : « je suis bien accompagné par certains du monde agricole, sur le côté technique. En fonction de la problématique je sais vers qui me tourner et qui est capable de m'apporter une réponse » (7). Pour lui, c'est aussi une opportunité de mener des projets en commun puisque ce groupe envisage de lancer sa propre plateforme de commercialisation. Enfin, ces relations avec le voisinage donnent lieu à des situations d'« entraide » (5) puisqu'un agriculteur explique ne pas réaliser de travaux à façon mais donner des « coups de main » (5) en échange de services futurs.

De manière générale les agriculteurs apprécient le contact, aiment discuter et poser des questions pour apprendre et voir « concrètement comment on fait » (1). Afin de s'engager pour le territoire, ils se rendent aux réunions des coopératives et négoce et participent à des projets divers en prenant des responsabilités : un des agriculteurs est au conseil municipal de sa commune, un autre a présidé par le passé le syndicat des JA de l'Ain et quatre d'entre eux sont investis dans l'ASIA, syndicat gérant l'approvisionnement en eau depuis le Rhône. Cette dimension d'inscription dans d'autres réseaux n'a pas été très abordée lors des entretiens.

3.1.2... créateurs d'effets d'influence pour la diffusion de nouveaux modèles...

Cette proximité, entre les membres à l'intérieur du groupe mais aussi avec les agriculteurs voisins, influence les façons de penser et de faire des agriculteurs et cela est particulièrement flagrant pour le développement de l'AB. Les mondes ne s'ignorent pas, « aller vers le bio, à un moment donné si vous êtes en conventionnelle vous êtes obligé de regarder ça aussi » (5). La discussion avec d'autres exploitants et l'observation de pratiques différentes est ainsi un levier central pour la diffusion du changement, dans le sens où elle valide le champ des possibles. Cette proximité permet en effet de se faire une idée, à l'image de la conversion en AB pour le lycée agricole qui explique : « Comme c'est un changement de mode d'appréhension de chaque élément technique, il faut avoir des références et donc là, savoir que pas loin de chez nous, il y a des exploitations en bio et que ça marche, aujourd'hui ça va nous aider à montrer que c'est possible [...], y'en a qui ont réussi et ils vont nous donner des références, une route à suivre. » (1). Cette vision est partagée par les membres du groupe qui expliquent généralement être « très content d'avoir des voisins là-dedans, ça me permet de regarder, de prendre l'expertise un petit peu sur leur façon de faire » (5) et de tester du matériel. Ces exemples « qui sont du secteur » (8) donnent à voir les réussites et limites des pratiques.

A l'inverse, le changement prend ainsi du temps et il peut être difficile, pour certains agriculteurs qui souhaitent innover, de dépasser les effets d'influence qui confortent souvent les pratiques en place. L'exploitant en AB explique que le regard des autres n'est pas toujours encourageant, lorsqu'il a décidé de faire du blé de printemps, on l'a « pris pour un fou » (7).

Enfin, les agriculteurs du groupe apprécient tous d'ailleurs de parler « ouvertement » (7) de leur modèle, n'hésitent pas à prendre le temps, comme ils l'ont fait lors des entretiens, et leurs fermes sont toujours ouvertes. Certains reçoivent des classes ou donnent des formations.

3.1.3... permettant de garder une posture ouverte caractérisée par le « ni noir ni blanc ».

Ces discussions et échanges traduisent l'ouverture d'esprit des agriculteurs du groupe qui ne cherchent pas à s'enfermer dans leur modèle. Bien sûr, ils sont satisfaits et souhaitent pousser au maximum leur système dans le sens qu'ils leur ont donné pendant nous avons vu leur humilité et pouvons dire que leur représentation des perspectives n'est pas bornée.

Pour les agriculteurs conventionnels, il s'agit de conserver un dialogue collaboratif et que personne ne campe sur ses positions ou juge trop vite les pratiques d'un autre.: « Y'a des choses qu'on a piqué au bio. Je reproche aux agriculteurs : en fait eux ils ont toujours le meilleur système. Les pro-bios ils vont taper sur les conventionnels. Ceux qui sont en agriculture de conservation et bah eux aussi ils prônent ce qu'ils font, les autres s'ils le font pas c'est des cons. Chacun prône un peu son système mais en fait y'a pas de vérité. Nous, si on fait du bio chez nous, y'a le problème des cailloux et c'est un énorme problème. Si on fait de l'ACS et ben aussi on a d'autres soucis » (2). Il est important de s'abstenir de toute généralité en réalisant le fait qu'« on vous présente un problème et une solution qui serait valable partout, alors que [...] c'est jamais universel. » (5). Bien sûr des pratiques plus vertueuses existent mais les agriculteurs prônent le pragmatisme et se réfèrent à leurs contextes et aux possibilités de ces derniers., Ils insistent sur le fait que « toutes les typologies d'exploitations » sont intéressantes mais qu'il faut que « chacun puisse apporter sa réflexion pour avoir les éléments puis faire sa propre analyse [...] on est quand même toujours des chefs d'exploitation libres de nos choix » (8).

Surtout, les agriculteurs du groupe se retrouvent sur des problématiques dont ils ont conscience qu'il va falloir gérer en commun. C'est le cas de la pression sur l'environnement, pour laquelle chacun doit faire des « efforts » (5,8). Mais c'est aussi la question de la production qui prime : « peu importe, je veux dire, la façon de produire, mais faut produire, que ce soit en permaculture, en aquaponie... » (5), car l'agriculture est aussi la garante de la sécurité alimentaire et d'une certaine paix sociale : « toutes les révolutions sont dues à des crises alimentaires, et là c'est qu'on va bientôt vivre » (2) avec la crise ukrainienne. Il s'agit également, pour un agriculteur, de rappeler que quel que soit le modèle agricole choisi, ce qui importe c'est de travailler avec les « les outils industriels français de l'agroalimentaire » (8).

Face à ces propos, il est intéressant de s'arrêter sur la vision des exploitants en AB, qui ont une position particulière due au fait que leur modèle agricole est validé par la société et est perçu comme une solution d'avenir. L'agricultrice qui s'engage dans la conversion précise que les exploitations en AB n'« ont pas l'exclusivité » du modèle idéal « économe et autonome » (1). Même si ses convictions sont fortes, elle ne cherche pas, comme nous l'avons vu, à les imposer à ses salariés mais réalise un travail de co-construction et d'appropriation du changement. De la même façon, nous avons vu que l'agriculteur en système mixte n'a pas un regard fixe sur son exploitation, d'abord parce qu'il continue à faire de l'Agriculture Conventionnelle mais aussi parce qu'il ne se ferme pas face à l'idée de faire de l'élevage ou d'arrêter l'AB. Enfin, l'exploitant en AB est peut-être le seul à présenter un regard plus inquiet sur l'avenir du monde agricole et son orientation qui prônent un modèle où « avec les technologies qu'on a, on [est] capable de tout cultiver, mais quand t'as que ça de sol, tout repose sur l'engrais chimique et l'eau », donc un système qui manque de durabilité face à l'appauvrissement des ressources. Il s'agit pour lui de privilégier des modèles qui s'adaptent davantage aux contextes environnementaux locaux, en regardant l'histoire, par exemple de l'élevage dans la Plaine de l'Ain, alors que le maïs est, comme l'ont rappelé les agriculteurs, arrivé dans les années 1970 grâce à l'irrigation. C'est avant tout pour lui « un problème sociétal global » (7) et son modèle en AB qui présente des limites saillantes ne résoudra pas tout.

2 - ... ayant accès à de nombreux leviers, qu'ils ne saisissent pas tous...

3.2.1 Des agriculteurs qui s'informent et se forment...

Pour satisfaire leur logique d'amélioration continue et les gains de performance, les agriculteurs font preuve d'une curiosité et d'une rigueur pour trouver l'information nécessaire.

D'abord, en ce qui concerne les sources d'information, tous les agriculteurs ont précisé lire « aussi bien la presse que la presse technique agricole » (8), dans laquelle ils sélectionnent des idées de pratiques intéressantes afin de les reproduire. S'ils veulent aller plus loin, c'est « beaucoup de recherches de biblio » (7) ou des recherches internet. Le numérique et les réseaux sociaux permettent d'ailleurs d'élargir le champ des « échanges avec d'autres agriculteurs, même de la France, puis même d'ailleurs. C'est important, si on est chacun dans son petit coin et sa petite région... des fois faut s'ouvrir un peu » (8). Enfin, l'agricultrice du lycée précise rechercher « des références » (1) et mentionne ainsi le BSV et ses manuels d'agronomie.

Le plus important, c'est de diversifier ses sources. Le groupe est ainsi friand de formations puisque « ça t'aide à réfléchir » (4) et « Même si des fois sur une journée y'a que 10 minutes qui vont vraiment nous apporter quelque chose, ça permet de discuter avec d'autres, ça permet de voir, d'ouvrir l'esprit ». (3). Les formations suivies sont diverses et assez rares manque de temps. Quatre agriculteurs ont mentionné la formation organisée dans le cadre de DEPHY Plaine de l'Ain en 2021 sur les couverts végétaux, celui en AB s'est intéressé à la transformation des lentilles. Face à ces savoirs, les agriculteurs ne sont pas de simples réceptacles, il y a un véritable travail de tri et appropriation. Les formateurs sont parfois perçus comme de « grands diseurs de leçon » (4) niant le fait que tout n'est pas reproductible. Voici la stratégie suivie : « On a mis en place les moutons. C'est suite à une formation qu'on a fait avec Frédéric Thomas, je crois que ça date de 2015 cette formation, c'était sur les sols, sols et puis couverts. Enfin on n'est pas allé jusqu'à ce qu'il fait lui, mais ça nous a permis de... en fait c'est comme une boîte à outils puis chacun met en place des choses petit à petit, à son échelle, sur son exploitation. J'étais le premier à mettre les moutons puis ça s'est un peu démocratisé. » (2)

Enfin, cinq agriculteurs ont mentionné les plateformes d'essais de l'institut technique Arvalis ou des entreprises comme le groupe Bernard et la coopérative Oxyane. Ces essais échouent parfois mais « d'un autre côté c'est bien, ces organismes-là sont là pour essayer, ils sont plus en capacité de faire ça que nous, puis ils sont plus à la pointe de différentes choses, pour pouvoir voir si c'est applicable pour nous » (3). Deux agriculteurs expliquent réserver une partie de leurs terres aux essais du groupe Bernard, une entente non rémunérée « mais en contrepartie, je lui demande des sondes d'irrigation, une station météo [...] et des retours sur une « bonne partie » (2) des résultats, notamment pour avancer sur la fertilité. Il est ainsi important de garder un œil sur ce qui se fait et se dit, surtout lors des réunions hivernales des coopératives et négoce pour suivre « les nouvelles réglementations et toutes les normes d'usage » (6).

3.2.2 ... mais ne sont pas dans une logique poussée de l'accompagnement...

Les fermes du groupes DEPHY Plaine de l'Ain ne sont pas des espaces fermés et de nombreux négociants, technico-commerciaux des coopératives et négoce rendent visite aux agriculteurs pour les conseillers. Les agriculteurs ne les sollicitent pas énormément, ils les appellent quand ils en ont besoin, quand ils ont « un soucis » (5), notamment sur la partie en AB pour l'agriculteur en système mixte, ou sur la partie commerciale pour un des exploitants ayant un silo. Un des agriculteurs, plus âgé, précise que la politique de ces structures a changé et que les techniciens sont moins accessibles. Il faut souvent s'engager avec eux pour les approvisionnements ou les rémunérer : il ne les « vois pratiquement plus » (3). En ce qui concerne le développement de conseillers indépendants, par exemple « en agroécologie » (5), un agriculteur explique ne pas faire appel car « c'est peut-être un tort mais c'est comme tout, c'est de la recommandation » (5), et ces derniers n'ont pas encore fait leurs preuves.

Le rapport à l'accompagnement nécessite avant tout une posture pro-active, il s'agit de « chercher l'accompagnement, les gens viennent pas me donner des conseils comme ça dans mon bureau. » (1). Or, la plupart des agriculteurs du groupe ne ressentent pas le besoin d'être accompagnés puisque leurs systèmes fonctionnent très bien à leurs yeux. Même lorsque des

changements sont réalisés, comme pour l'exploitant en AB : « J'ai une vision de l'agriculture, j'essaye de l'appliquer [...] et puis si j'ai envie d'essayer, et ben j'essaye, dans une mesure acceptable, si tu veux avancer au bout d'un moment si faut toujours attendre sur le voisin qui t'accompagne... » (7). Il est important pour le groupe de garder une certaine indépendance, « j'ai fait mes armes un peu tout seul » (4). Un agriculteur explique que « c'est bien d'être accompagné mais enfin mon point de vue, c'est que des fois l'agriculture, enfin certains agriculteurs sont trop dépendants, enfin trop assistés quoi, pour moi mon métier, ce que j'aime dans mon métier c'est pas forcément faire que des heures de tracteurs et cetera, c'est de pouvoir tout décider puis de dépendre de personne » (2) alors que certaines coopératives et négoce proposent de gérer tout le système, de coordonner entrées et sorties. D'ailleurs, lorsqu'on les questionne sur leur entrée dans le groupe DEPHY Plaine de l'Ain, cinq agriculteurs sur les huit explique qu'on est venu les chercher. La Chambre d'agriculture n'est autrement pas sollicitée.

Ces positions se retrouvent dans leur discours sur les aides publiques. Deux exploitants en Agriculture Conventionnelle ont expliqué être « assez réfractaire à tout ce qui est aides et tout ça parce qu'en général, je considère que, c'est un avis très personnel, ça incite à aller dans des systèmes qui ne sont pas viables » (5), en achetant du matériel un peu trop vite notamment ou en jouant sur sa situation, par exemple en zone de bassin versant, parce que « si tu réussis parce que t'as des primes c'est pas viable, ton projet il n'est pas viable » (4). Cela ne fait pas l'unanimité puisqu'un des agriculteur du groupe explique qu'« il y a beaucoup d'opportunités à saisir quand même quand on veut changer quelques choses » (2) et n'a pas hésité à investir dans du matériel grâce au programme d'aides FranceAgriMer. De plus, un agriculteur insiste sur le rôle et l'utilité du « crédit d'impôts chef d'entreprise » (3) pour financer les formations.

3.2.3...et misent sur la R&D et l'innovation technique pour sortir des impasses futures.

Face aux disparitions constantes des molécules autorisées et au plancher atteint dans la réduction des IFT, les agriculteurs ont mentionné quelques pistes lors des entretiens qui donnent à voir une vision de l'avenir reposant sur le progrès et l'innovation technique.

En ce qui concerne la réduction du nombre de produits phytosanitaires autorisés, presque tous ont pointé du doigt le fait « qu'il y a pas assez d'alternatives » (4). Un des agriculteurs a ainsi mis en avant les recherches « menées par les grandes firmes dans les produits agroécologiques » (6) représentant peut-être « une chance » (6). Un autre exploitant a expliqué que le développement du désherbage mécanique pourrait permettre d'accéder à une réduction des produits phytosanitaires à un niveau acceptable tel que « si on en utilise de moins en moins, on aura le droit d'en utiliser plus longtemps » (8). Cet optimisme est tout de même à relativiser et les autres agriculteurs attendent des réponses techniques. Ainsi, l'agriculteur qui envisage de passer en AB sur une partie de son exploitation explique attendre la sortie d'une bineuse performante pour se lancer. La sortie de l'impasse repose pour lui sur « un triptyque » (5) composé de l'observation, de l'innovation variétale et enfin de la technologie, avec des bineuses toujours plus performantes, des robots de désherbages à capteurs optiques. Ainsi, tout se joue en ce moment autour de la R&D où tout évolue très vite, « les années qui passent sont un avantage pour nous » (5). Ce discours sur la technologie est partagé par un autre agriculteur, dont nous avons dit qu'il était suréquipé en matériel et pour qui la réglementation complique les choses car « jusqu'à maintenant, il y avait toujours le progrès qui était un peu là pour compenser » (2) et que si aujourd'hui cela est menacé, il est nécessaire de miser sur les « quelques pistes » (2) qui se présentent notamment autour du désherbage localisé à l'aide de « drones ou de caméras » (2) qui permettrait « d'économiser 80% du produit » (2). La modulation de doses des pesticides est d'ailleurs déjà pratiquée mais les agriculteurs souhaitent

aller plus loin. De la même façon, pour pallier au manque de main-d'œuvre, le dirigeant de la SCEA présente « l'automatisation, peut-être la robotisation » (8) comme « un des grands enjeux de l'agriculture de » (8) qui permet en plus déjà d'améliorer le confort de travail.

Il s'agit ainsi de saisir les outils techniques qui permettent de gagner en performance et de pallier aux limites du modèle actuel. Lorsque je mentionnais les coûts de cette orientation, les agriculteurs mettaient en avant une baisse des charges, en intrants et en main-d'œuvre. Seul l'exploitant en AB a décrié sa dépendance à l'énergie alors que la pression sur les matières premières liée à la crise ukrainienne inquiétait certains fervents de l'innovation technique.

3 – ... qui impulsent le groupe DEPHY Plaine de l'Ain et questionnent son avenir.

3.3.1 ... Un projet motivant pour des agriculteurs réceptifs...

Si les agriculteurs n'ont pas cherché à créer ou à rejoindre à tout prix un groupe DEPHY, ils ont rapidement trouvé un intérêt à s'inscrire dans la trajectoire choisie par celui de la Plaine de l'Ain depuis 2011. D'abord parce que ce n'est pas « choisir n'importe quel réseau, c'est un truc qui a du sens » (1). Les membres sont investis dans les objectifs et éprouvent une certaine fierté. Quatre d'entre eux y voient une façon de montrer une bonne image au monde extérieur.

C'est surtout la curiosité et l'envie de s'améliorer qui les a attiré vers cette structure : « rapidement on a commencé à parler de sujets intéressants et du coup ça m'intéressait » (6), notamment car cela se faisait au travers de formations qui permettaient de « prendre des risques, d'essayer de faire des choses qui chambouaient un peu nos habitudes » (3) : « on essayait tout, on mettait du coca, de l'aspirine, du sucre » (2). L'agriculteur converti en AB y voyait dès le début une clé « pour essayer d'avancer un peu plus vite sur les réductions des produits » (7).

Rejoindre un collectif c'est aussi avoir accès à un nouveau réseau et à des échanges, ce qui est important pour les agriculteurs (3.1.1), notamment sur la partie technique en pouvant « rentrer dans les parcelles de chacun » (8) et mettre en perspective ses pratiques avec des exploitations qui se ressemblent. Rejoindre un groupe c'est « mettre un peu de lien » (7) pour cet agriculteur qui n'était pas inséré dans le tissu local et remplir « la mission de l'ancrage territorial » (1) pour le lycée agricole. Tous les agriculteurs insistent sur le rôle moteur du groupe, qui n'est pas sans rappeler les travaux de Frédéric Goulet (2008) mettant en avant l'enrichissement gagné par l'appartenance à un collectif agricole. Les avantages sont ici bien résumés : « Être membre d'un réseau c'est toujours pour moi une chose porteuse, dans le sens où tu te sens pas tout seul, il y a d'autres gens en train d'essayer de faire les mêmes choses que toi. L'intégration dans un réseau, qui plus est un réseau assez restreint, a un vrai sens, parce que tu sais qui sont les autres personnes qui correspondent aux chiffres du collectif etc, tu les connais, et tu sais comment ils travaillent ect. [...] c'est très important pour avoir aussi un moyen de se comparer : des références et une comparaison pour savoir si tu vas dans le bon sens, si au vu de ton territoire t'es en adéquation ou pas, pour justement un objectif de relativité. » (1)

Le groupe DEPHY Plaine de l'Ain était en 2011 le seul groupe sur ces thématiques, tous les agriculteurs m'ont rappelé que la Chambre d'agriculture, « c'est les premiers qui l'avaient fait. » (3), ce qui est un point positif pour un des exploitants qui précise que c'est « un outil des agriculteurs qui est neutre, ce qui est différent aujourd'hui de certains groupes, de tous les groupes 30 000 par exemple qui sont portés par des distributeurs » (8).

Enfin pour un des exploitants en Agriculture Conventionnelle, s'engager dans DEPHY avait aussi une visée politique, afin de suivre ce qui s'y fait et veiller à ce que ce ne soit pas « uniquement un groupe de personnes qui soient déjà très engagés dans l'AB ou autre et puis qu'après on dise politiquement que l'avenir de l'agriculture ce soit que le bio. On voulait aussi

démontrer que l'agriculture, on va dire conventionnelle et raisonnée, est aussi une agriculture d'avenir qui fait des efforts et qui peut faire des efforts en réduisant ses phytos. On voulait aussi appuyer fortement sur le point qu'il n'y ait pas de baisse de rentabilité des exploitations. C'était vraiment nos motivations, d'aller informer et puis aussi de s'informer et de se former » (8).

3.3.2... qui répond aux attentes et qui présente des résultats tangibles...

« Au début j'avais l'impression que c'était un truc, on rentrait là dedans il fallait mettre la moitié moins de... de produits etc. Bon j'dis "bah on fait déjà tout ce qu'on peut", puis bon c'était un peu, un peu différent » (3). En effet, un collectif, c'est aussi ce qu'on en fait. Et les agriculteurs du groupe DEPHY Plaine de l'Ain ont très bien réussi à s'approprier cette structure et sont désormais moteurs en demandant des formations sur des thèmes qu'ils choisissent ou encore pour certains en proposant ma mission d'analyse technico-économique.

Dans leurs discours, ressortent ainsi de nombreux points de satisfaction. Tous apprécient la forme du collectif et sa diversité, « c'est ce qui enrichit le groupe » (3) et l'un d'entre eux précise l'importance de l'ouverture aux représentants technico-commerciaux pour garder une vision globale et un lien avec les distributeurs, rendant le projet « accepté et acceptable » (8). En ce qui concerne le format et les actions menées, les agriculteurs aimeraient être plus disponibles pour se rendre aux formations mais mettent surtout en avant les tours de plaine, « je les ai presque tous faits » (3), un moment d'échange particulier et efficace qui permet de bien cerner « les problématiques du moment » (5) sur le terrain avec ses collègues et un spécialiste. Tous insistent aussi sur la dynamique créée par le groupe, qui les « a mis en mouvement » (6).

Et en effet, nous l'avons expliqué en 2.1.3, les avancées sont notables. Certains parcours, notamment des exploitations qui ont le plus réduit les doses de produits phytosanitaires et celles qui sont passées en AB sont remarquables. Nous avons vu au chapitre II que le bilan global était assez mitigé. D'autres pratiques hors pesticides ont aussi changé, tout se fait progressivement. Les résultats attendus ne sont peut-être pas là mais pour cet agriculteur, « Si on faisait pas partie du groupe DEPHY, peut être qu'on mettrait 20% de plus » (3).

3.3.3... mais dont les limites s'imposent aujourd'hui.

Nous avons d'abord déjà mentionné les limites techniques à la réduction des produits phytosanitaires (en 2.2.2) dans des systèmes performants en Agriculture Conventionnelle sur des sols trop handicapants pour envisager des bouleversements profonds. Cela met également en avant un certain essoufflement du groupe, avec l'idée qu'il existe une « routine qui s'installe un peu », un « train-train » (3) avec moins d'innovations qu'au début. Pour cet exploitant en Agriculture Conventionnelle, « c'est vrai que, maintenant, des fois, on bute un peu sur tout ce qu'on a vu un peu avant, et d'autres freins qui font qu'on voit qu'on peut pas évoluer tant que ça quoi. » (3). Ce blocage crée même de la frustration et il dira en riant, à propos de l'objectif de réduction de 50% de l'IFT d'ici 2025 : « D'ici deux mille heu ? vingt-cinq ? Bah j'srai à la retraite, j'men fous. Je serai à 100%. Ça sera... j'frais remonter la moyenne ». L'objectif paraît ainsi inatteignable pour la majorité des agriculteurs. Il n'est d'ailleurs pas toujours présent dans leur esprit et certains ont même du mal à comprendre comment le système fonctionne et quelle sont ses références : « je sais pas comment c'est calculé les IFT (en élevage notamment) [...] donc après à voir comment ce serait calculé ces 50% à réduire, mais ça me paraît compliqué. » (4). D'autant que la réévaluation de 2016 qui a ajouté le traitement sur les semences a bouleversé les choses et qu'il faut aussi prendre en compte le fait que les doses homologuées varient, ce qui modifie parfois de manière conséquente les IFT. Il n'empêche que ces freins remettent ainsi en question la façon d'aborder l'avenir puisque comme l'explique un agriculteur en conventionnelle, a peut-être été atteint « le pallier de l'agriculture raisonnée, après c'est soit tu changes de stratégie et d'objectifs, et tu passes au bio, soit aujourd'hui on peut pas faire hein

ou après faut accepter des baisses de rendements et un salissement important mais économiquement on répond plus aux attentes d'Ecophyto et de DEPHY » (8).

De plus, la question de savoir si le groupe DEPHY Plaine de l'Ain répond aux objectifs gouvernementaux de mettre en avant des fermes pilotes se pose. Il est vrai que les systèmes du groupe, dans leur diversité, sont très performants économiquement mais les objectifs de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires ne sont pas atteints. L'ambition de ce travail aurait aussi été de mesurer l'effet vitrine du groupe. Pour certains agriculteurs avec lesquels le sujet a été abordé, l'effet n'est pas vraiment là puisque leurs voisins ont à leur yeux « le même raisonnement que nous en DEPHY, de plus en plus, et j'ai envie de te dire plus ils sont jeunes, plus ils l'ont. Bah c'est normal, ça te coûte, tu réfléchis quand même » (4). Le monde agricole a ainsi « la même approche mais à titre individuel » (5).

A la suite de tous ces entretiens, ce qui semble bloquant ce sont les divergences qui apparaissent au sein du collectif. Si tous reconnaissent l'importance de la diversité, il est tout de même difficile d'y voir un chemin commun (annexe 5). Notons d'ailleurs que trois membres rencontrés se sentent un peu éloignés des problématiques du groupe : un agriculteur plus proche de la Dombes qui ne se reconnaît pas dans les échanges entre maïsiculteurs de la Plaine, le lycée agricole qui cherche un groupe en polyculture-élevage et enfin l'exploitant en AB. Pourtant, Sara Benmansour, rappelle qu'un collectif est toujours composé « d'agriculteurs réunis autour de pratiques communes et d'un même système en construction, de représentation, de normes et de valeurs partagées ». Le groupe DEPHY Plaine de l'Ain semble partagé entre des orientations différentes, suivant les individus qui le compose, au prisme de l'appréciation et de l'importance donnée aux différents enjeux. Il ne s'agit pas ici de caricaturer les choses mais de révéler les nuances qui existent dans le groupe, entre ceux qui veulent mettre en avant les chiffres et ceux qui souhaitent redonner une place aux enjeux environnementaux. L'objectif est flou et ces divergences sont aujourd'hui problématiques pour définir une orientation commune.

Le fait que l'AB se soit imposée à certains agriculteurs, soit pour répondre à leurs convictions personnelles soit pour rejoindre les objectifs d'Ecophyto, à l'image de l'agriculteur en mixité, « à mon niveau je voyais qu'il y avait un plancher, je pouvais pas descendre sans aller dans le bio, [...] j'avais déjà réduit d'un tiers sur le maïs, je voyais pas comment je pouvais faire mieux » (6) questionne la possibilité d'amélioration sur le long terme. La stratégie des petits pas semble révéler ses failles et, si l'objectif à atteindre est une réduction significative de l'utilisation des produits phytosanitaires, il sera un jour ou l'autre nécessaire de réaliser un changement radical de système, face au plancher mais aussi face au contexte actuel et aux enjeux liés à l'eau et à l'air. Aucun des agriculteurs ne le nie mais le moment n'est pas encore arrivé. Cela crée des frustrations chez ceux qui voudraient accélérer les choses et ne se reconnaissent plus dans ce groupe, tandis que d'autres relativisent, ont confiance en leurs capacités d'adaptation et reconnaissent tous les efforts qu'ils ont déjà accomplis. Nous n'avons d'ailleurs pas cessé de le dire, le changement est avant tout un cheminement.

Aussi terminerons-nous cette analyse par le regard que porte l'agricultrice sur le groupe DEPHY Plaine de l'Ain: « Le fait d'intégrer le groupe DEPHY, moi ça m'a donné, enfin personnellement je dirais, une vision un peu aussi de l'impact, enfin de la manière dont on peut faire changer les pratiques agricoles, influencer sans forcément un claquement de doigts, quelques soient les politiques publiques qui sont mises en œuvre. Et en fait, j'ai entendu pas mal de critiques du plan Ecophyto, qui est décrit comme un énorme fiasco, parce que sous-entendu l'argent n'est pas mis au bon endroit, y'a des allocations etc et j'avais entendu des critiques "c'est pas efficace", mais en fait c'est pas si simple de mettre en place des changements et mine de rien pour des céréaliers parfois juste enlever une dose sur une culture c'est déjà énorme. Donc il faut l'intégrer au concret, moi ça m'a permis de voir que tout ça, ça a beaucoup de sens, parce que c'est du terrain en fait. Y'a un conseiller qui va voir chaque année chaque agriculteur, c'est du vrai accompagnement donc du coup ça a vraiment beaucoup de sens. » (1).

Limites et conclusion

Le travail de recherche mené au sein du groupe DEPHY Plaine de l'Ain et la présentation que nous venons d'en faire, ne sont pas exempts de certaines limites et cette étude mériterait d'être approfondie. D'abord le travail d'entretiens devrait se poursuivre pour obtenir la vision des quatre membres du collectif qui n'ont pas pu être rencontrés afin d'apporter un éclairage nouveau sur notre analyse en discernant de nouveaux points de divergence ou au contraire de rencontre entre les membres du groupe. Cela dans le but de livrer une conclusion plus représentative et englobante des réalités du collectif. Ensuite, certaines dimensions auraient mérité de recevoir une attention supplémentaire lors des entretiens. Nous pensons ici à l'engagement plus politique de certains membres du groupe et à leur lien avec le territoire et ses décideurs mais aussi au fait que l'animatrice du groupe reste la grande absente de la présentation des résultats, si cela est sûrement dû à une certaine pudeur de la part enquêtés nous notons que l'étude de son rôle devra être plus particulièrement réalisée. Enfin l'analyse gagnerait à être davantage soumise à des échanges avec la bibliographie pour donner à voir des points de comparaison et des références dans d'autres collectifs.

L'enquête menée auprès des agriculteurs du groupe DEPHY Plaine de l'Ain nous donne aujourd'hui à voir un collectif pluriel et empreint d'un dynamisme à plusieurs vitesses. Si les agriculteurs se retrouvent dans un projet commun et dans la perception qu'ils peuvent avoir de leur profession, des divergences ont rapidement émergé. La majorité des membres du groupe ne tient pas à s'engager dans des changements qui bouleverseraient des modèles familiaux établis depuis longtemps et fonctionnels tant au regard de leur performance économique qu'agronomique. Il s'agit avant tout pour eux de perfectionner ces réussites tout en y insérant peu à peu de nouvelles exigences autour de la prise en compte d'une préservation accrue de l'environnement et des attentes sociétales. A côté de ce modèle représentatif de l'Agriculture Conventionnelle et de son orientation vers des pratiques qui se veulent plus raisonnées, les tenants de l'Agriculture Biologique se distinguent par des convictions et des ambitions plus radicales. Cependant, ce travail nous a confirmé qu'il existe d'abord une forte perméabilité entre ces modèles mais surtout qu'aucun n'est destiné à faire recette et à s'imposer comme une unique perspective. Il s'agit plutôt de dépasser ces oppositions réductrices de manière systémique en reconnaissant la nécessité de s'engager dans une transition globale. Une perspective d'un tel ordre engagera les agriculteurs dans une remise en cause totale de leurs schémas de pensées qui se sont durablement inscrits dans leurs pratiques et dans la perception de leurs systèmes et de ses évolutions possibles. Si seuls certains membres du groupe se sont engagés dans cette voie, c'est aussi parce que le changement est avant tout le résultat « d'une démarche qui s'inscrit dans la durée, d'un processus qui résulte d'événements prévisibles ou imprévisibles et d'opportunités qui se combinent à différentes échelles sociales et temporelles »²³. Nous avons en effet su présenter les principaux freins et motivations à l'œuvre au regard de la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires, et ce sur tous les plans. Dans un contexte particulier, lié aux bouleversements climatiques et géopolitiques actuels, nous ne pouvons pas à un seul moment douter que les évolutions du monde agricole ne soient pas destinées à connaître une accélération. Il s'agit désormais de saisir, pour celles et ceux qui veulent l'accompagner, de nombreux leviers qui se présentent et de garder en tête que les agriculteurs sont la première force de proposition et les premiers acteurs de ces perspectives, comme le prouve l'engagement dans le groupe DEPHY Plaine de l'Ain.

²³ DUFOR A., ALAVOINE-MORNAS F., GODET J., et al., 2016

BIBLIOGRAPHIE

- ALLAIRE G., CAHUZAC E., GARAPIN A., et al., 2013, Freins et incitations au développement de l'agriculture biologique en France : une analyse à plusieurs niveaux [en ligne], INRAE, 16 p. Disponible sur : < hal-01123950 > (consulté le 23/05/2022)
- AUDET R., 2015, Pour une sociologie de la transition écologique [en ligne], Cahiers de recherche sociologique, n° 58, p 5–13 Disponible sur : < <https://doi.org/10.7202/1036203ar> > (consulté le 12/12/2021).
- BEAUD S., WEBER F., 2003, *Guide de l'Enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 356 p. (Repères).
- BEAUMET J., 2022, Pesticides dans l'eau : « Arrêtons cette course en avant », *Le Progrès, édition de Villefranche et Beaujolais*, 1p. Disponible sur : < https://nouveau.europresse.com/Link/dunkerqueT_1/news%c2%b720220405%c2%b7PR%c2%b7c489c948ecfa4f0aafddb31be8080542 > (Consulté le 20/05/2022)
- BENMANSOUR S., 2017, Les processus de transition agro-écologique dans les collectifs agricoles : étude de son appropriation et de sa mise en œuvre à partir de deux études de cas [en ligne], Mémoire de fin d'études d'Ingénieur de l'Institut Supérieur des Sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage et de Master de l'Institut Supérieur des Sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage, Rennes, 95 p . Disponible sur : < <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01652661/document> > (Consulté le 12/11/2021)
- BERNARD DE RAYMOND A., GOULET F., 2014, *Sociologie des grandes cultures, au cœur du modèle industriel agricole*, Editions Quae, Nature et Société, 230 p.
- BERNARD DE RAYMOND A., 2014, Des agriculteurs à mi-temps » ? Spécialisation céréalière, travail et temporalité, in : *Sociologie des grandes cultures*, Paris, Editions Quae, Nature et Société, p. 81-96
- BONNY S., LE PAPE Y., 1983, L'agriculture biologique : une solution pour quels agriculteurs ? *Economie rurale* [en ligne], N°155, p 35-36. Disponible sur < https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0059_1983_num155_1_2963 > (Consulté le 17/05/2022).
- BOUDOURESQUE F., 2020, Une association dénonce l'épandage de pesticides en plein confinement, *Le Progrès Ain*, 1p. Disponible : <https://nouveau.europresse.com/Link/dunkerqueT_1/news%c2%b720200428%c2%b7PR%c2%b7412728941574 > (Consulté le 20/05/2022)
- CARDONA A., LAMINE C., Liens forts et liens faibles en agriculture. L'influence des modes d'insertion socio-professionnelle sur les changements de pratiques, in : *Sociologie des grandes cultures*, Paris, Editions Quae, Nature et Société, p. 97-114.
- CERF M., OMON B., BARBIER C., et al., 2012, Les métiers d'agent de développement agricole en débat : Comment accompagner des agriculteurs qui changent leur façon de cultiver

en grandes cultures ? *Innovations Agronomiques INRAE* [en ligne], p 101-121, Disponible sur < <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01309693> > (Consulté le 23/04/2022)

CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'AIN, 2022 [en ligne]. Disponible sur : < <https://extranet-ain.chambres-agriculture.fr/> > (consulté le 05/04/2022)

CHAMBRE D'AGRICULTURE DE NORMANDIE, 2022, Modalités de calcul de l'IFT [en ligne]. Disponible sur : < <https://normandie.chambres-agriculture.fr/conseils-et-services/preserver-lenvironnement/maec/indice-de-frequence-de-traitement/> >

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, 1979, Possibilités de réduction des quantités de produits phytosanitaires utilisés en agriculture, *Informations sur l'agriculture* [en ligne], 177 p. Disponible sur : < <http://aei.ptt.edu> > (Consulté le 27/04/2022)

COUX N., GRESSIER E., HAZARD L., [et al.], L'accompagnement de la transition agroécologique : un objet en construction, retour d'expérience d'une recherche-action avec une association d'éleveurs et de conseillers dans le Sud-Aveyron, *Pour* [en ligne], vol. 2, n°234-235, p. 217- 233. Disponible sur : < <https://www.cairn.info/revue-pour-2018-2-page-217.htm> > (consulté le 20/01/2022)

DEDIE F., GUICHARD L., JEUFFROY M-H., et al., 2017, Le plan Ecophyto de réduction d'usage des pesticides en France : décryptage d'un échec et raisons d'espérer, *Cahiers Agricultures*, EDP Sciences [en ligne], n°26, p.1-12. Disponible sur : < <https://hal.inrae.fr/hal-02627706> > (Consulté le 20/05/2022).

DE LOMBARDON A., GRIMONPREZ B., Les freins juridiques à la transition agro-écologique, *Pour* [en ligne], vol. 2, n° 234-235, p. 279-285. Disponible sur : < <https://www.cairn.info/revuepour-2018-2-page-279.htm> > (consulté le 10/01/2022)

DUFOUR A., ALAVOINE-MORNAS F., GODET J., et al., 2016, Diversité des cheminements en agriculture biologique : le sens du métier en question ? *Innovations Agronomiques*, INRAE [en ligne], n°51, p.19-28. Disponible sur : < <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01393843/document> > (Consulté le 18/05/2022)

FERJANI A., ZIMMERMANN A., REISSIG L., 2010, L'agriculture biologique, mal acceptée en grandes cultures. *Recherche agronomique suisse* [en ligne], n°1, 6p. Disponible sur : < https://www.agrarforschungschweiz.ch/wp-content/uploads/pdf_archive/2010_06_f_1578.pdf > (Consulté le 02/05/2022)

GENERATION FUTURES, La Production intégrée, *Les Dossiers de Génération Futures* [en ligne]. Disponible sur : < https://www.generations-futures.fr/wp-content/uploads/2017/05/la_production_integreee.pdf > (Consulté le 19/05/2022)

GENIAUX G., LATRUFFE L., LEPOUTRE J., et al, 2010, Les déterminants de la conversion à l'agriculture biologique ; une revue de la littérature économique. *Rapport de recherche auto-saisine*, 47p. Disponible sur : < <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01190230> > (Consulté le 08/05/2022).

GOULET F., PERVANÇHON F., CONTEAU C., CERF M., 2008, Les agriculteurs innover par eux-mêmes pour leurs systèmes de culture, in *Systèmes de cultures innovants et durables*

(en ligne) disponible sur : <https://www.cairn.info/systemes-de-culture-innovants-et-durables--9782844446855-page-53.htm> (consulté le 08/06/2022)

INRAE, 2021, Produits phytosanitaires, comment sont-ils réglementés ? *INRAE [en ligne]*. Disponible sur : < <https://www.inrae.fr/actualites/produits-phytopharmaceutiques-comment-sont-ils-reglementes> > (Consulté le 10/06/2022)

LECLERQ C., BOCKSTALLER C, CARIOLLE M., et al., 2013, Evaluer en exploitation agricoles les effets environnementaux, économiques et sociaux des pratiques visant à une réduction d'usage des pesticides. *Innovations Agronomiques, INRAE [en ligne]*, n°31, p. 75-80. Disponible sur : < <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01173285> > (Consulté le 28/04/2022)

MARTIN P., 2016 Freins et leviers au changement de pratiques agricoles : quelques points de repère. Séminaire agroécologie de la DRAAA Centre Val de Loire [en ligne]. Disponible sur : < <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01544633/document> > (consulté le 10/09/2021)

MENDRAS H., 1967 , *La Fin des Paysans*, Paris, A.Colin, 446 p.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE, 2022, *agriculture.gouv* [en ligne]. Disponible sur < <https://agriculture.gouv.fr> > (consulté le 20/04/2022)

MINISTERES EN CHARGE DE L'AGRICULTURE, DE L'ECONOLOGIE, DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE, OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE, 2022, *Ecophytopic* [en ligne]. Disponible sur < <https://Ecophytopic.fr> > (consulté le 10/04/2022)

MONDY B., TERRIEUX A., GAFSI M., HEMPTINNE J.L., 2009, Enjeux et perspectives de développement de l'Agriculture Biologique en Midi-Pyrénées. *Innovations Agronomiques, INRAE [en ligne]*, n°4, p. 377-388. Disponible sur : < <https://hal.inrae.fr/hal-02656731> > (Consulté le 28/04/2022)

NIZET J., STASSART P., STREITH M. [et al.], 2012, *Agroécologie entre pratiques et sciences sociales [en ligne]*, Paris, Educagri Editions, 314 p. Disponible sur : < <https://www.cairn.info/agroecologie--9782844448767.htm> > (Consulté le 09/09/2021)

NEYRET S., ROBIN N., SEBBAG R., VALLET L., 2021, *Rapport finale de sociologie*, Rapport étudiant, Ecole supérieure ISARA Lyon, 10 p.

NORBERT A., 2010, *L'innovation ordinaire*, Presses Universitaires de France, 312p. (Quadrige).

OGERON F., 2022, Présentation du groupe DEPHY Plaine de l'Ain, *Ecophytopic* [en ligne]. Disponible sur < <https://Ecophytopic.fr/dephy/optimisation-des-methodes-chimiques/dephy-plaine-de-lain> > (consulté le 10/05/2022)

OGERON F., Diaporama de présentation du groupe DEPHY Plaine de l'Ain.

SANCHEZ Lisa, 2020, Le Rhône, première ressource pour l'irrigation des terres agricoles ; 1p. Disponible sur : <

https://nouveau.europresse.com/Link/dunkerqueT_1/news%c2%b720200227%c2%b7PR%c2%b7412345132149 > (Consulté le 20/05/2022)

PAUGAM S., 2012, *L'enquête sociologique* [en ligne], Paris, Presses Universitaires de France, 480 p. (Quadrige). Disponible sur : < <https://www.cairn.info/l-enquete-sociologique--9782130608738.htm> > (Consulté le 03/05/2022)

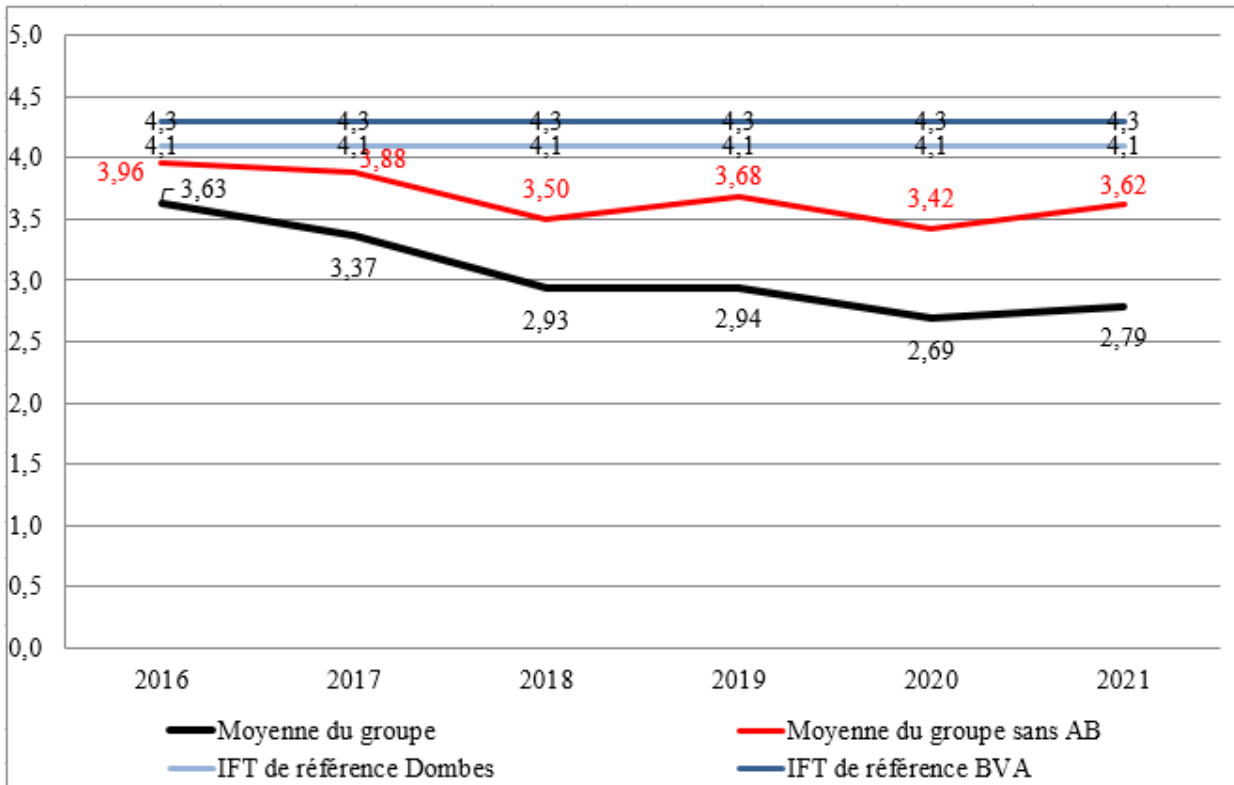
SCHOTT C, MIGNOLET C., MEYNARD J-M, 2010, Les oléoprotéagineux dans les systèmes de culture : évolution des assolements et des successions culturales depuis les années 1970 dans le bassin de la Seine, *OCL* [en ligne], 15 p. Disponible sur : < https://www.ocl-journal.org/articles/ocl/full_html/2010/05/ocl2010175p276/ocl2010175p276.html > (consulté le 15/05/2022)

VANKEERBERGHEN A., DANNEVOYE B., STASSART P-M, 2014, L'insularisation comme mode de transition. Le cas de l'agriculture de conservation en Région Wallonne, in : *Sociologie des grandes cultures*, Paris, Editions Quae, Nature et Société, p. 61-77

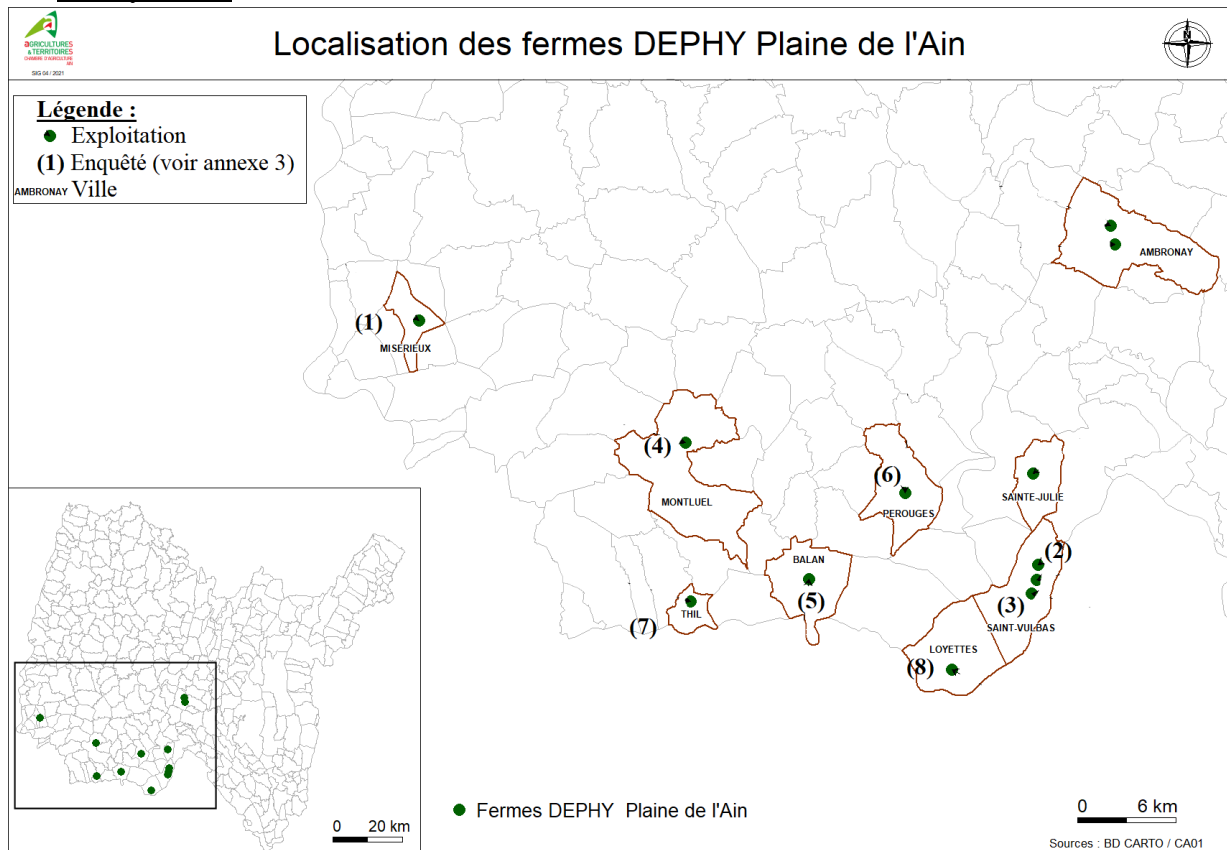
VILLEMAINE R., 2022, Comment stimuler l'innovation : l'importance des dynamiques collectives, *MOOC Sol et Climat, AgroParisTech*.

Annexe 1 – Documents relatifs au groupe DEPHY Plaine de l'Ain

1.1 Graphique de l'évolution moyenne de l'IFT du groupe entre 2016 et 2021, F.Ogeron, 2022



1.2 Carte de la répartition territoriale des fermes composant le groupe, F.Ogeron, 2022 (anonymisée)



1.3 Outil d'analyse technique de recensement des pratiques mise en place par les exploitations



Annexe 2 : Grille d'entretien

En noir la version originale et **en surligné les apports**.

THEME 1 : Vision de l'exploitation

Rapport à leur propre exploitation

- description de leur modèle de production
- et de commercialisation
- choix de la structure (EARL, SCEA, GAEC) : pourquoi ?
- associés ou volonté ? pourquoi ?
- sentiment de satisfaction générale ?
- sans parler uniquement d'économie : qu'est-ce qu'une exploitation qui fonctionne bien ?
- ont-ils une certification ?

Rapport au travail/au salaire :

- bref descriptif de leur passé (hors cadre ou non + éducation)
- Description de l'organisation du travail : combien de jours de congés/an ? combien d'heure de travail/ semaine ? combien de jours travaillés/semaine ?
- Rémunération, variations selon les années
- Exigences personnelles (sociales et économiques, cadre de travail,...)
- comparaison par rapport aux membres du groupe et positionnement dans la société agricole (+ entraide, réputation,...)

Démarche de réduction des produits phytosanitaires :

- motivations à entrer dans le groupe DEPHY
- vision de la Chambre d'agriculture
- actions menées dans ce sens

Vision du lien démarche DEPHY et développement durable (lien avec l'annexe 4)

- Quelle place donner à la partie économique dans toute cette démarche DEPHY
- Dans cette partie de l'entretien, il sera ensuite proposé à l'agriculteur de se placer sur un triangle aux trois pôles du développement durable (économie, environnement, social)
- une première fois pour l'endroit où ils situent leur exploitation
 - une deuxième fois pour l'endroit vers lequel ils tendent

THEME 2 : Perception du changement – entre risques et dynamiques

Perception générale du risque et du changement

- principales sources de préoccupation dans leur métier
- dynamisant ou effrayant ? / Pas à pas ? ou radical ?
- parler d'une expérience de changement de pratiques : tests, déroulement et quel impact

Préoccupations liées à la baisse des phytos (présent agriculture conventionnelle, passé AB)

- distribution : regard sur les cours du blé, rendements nécessaires,..
- pression agronomique : gestion ravageurs/maladies : coût désherbage méca, perte rendements → pesticides = sécurité ?
- comment ces peurs ont été dépassées pour les agriculteurs en AB ?

Crainces liées au changement de modèle (présent agriculture conventionnelle, passé AB)

- importance des investissements matériels
- part et poids de l'endettement
- rapport aux banques et à ce modèle

Pérennité face à l'actualité et aux crises :

- comment ça impacte leur travail
- comment ils s'adaptent / prévoient de s'adapter

Stratégies pour éviter ces risques

Comment faites-vous pour vous protéger face à tous ces risques ?

- changement de mode de distribution
- diversification des ateliers sur l'exploitation
- activités annexes
- place de la conjointe pour un équilibre

Sources d'information (tentatives de rationalisation du risque)

- quels canaux de documentation ? 5 sources d'info principales
- quelles aides demandées ? appel aux conseillers ? de la chambre (économie, agro) et extérieur ?
- se sentent accompagnés/ seuls face au changement ?

THEME 3 : Rapports au freins – fatalisme ou dépassement ?

Ressenti sur toutes ces craintes (se sentent-ils impuissants, fatalistes ? ou confiants ?)

Regard critique sur DEPHY : comment est-ce qu'aujourd'hui votre appartenance au réseau DEPHY se place dans ces réflexions ?

- satisfait du groupe ?
- regard sur les actions passées + volontés et projets futurs
- sur les objectifs définis : atteignables ou non
- Format qui leur convient ? (tour de plaine, formations,...)
- DEPHY = fin ou levier ?
- quelle influence sur son entourage ? DEPHY vitrine ?

Regard sur le référentiel technico-économique :

- quels attentes sur l'étude que je mène
- quelle appropriation
- quels possibles effets prévus

Besoins énoncés dépassant DEPHY

Carte blanche

- regard sur les aides politiques : insuffisantes ou perfusion

Sans poser directement la question de manière clivante, je cherchais à connaître :

- leur vision du monde agricole
- leur perception de l'agriculture biologique

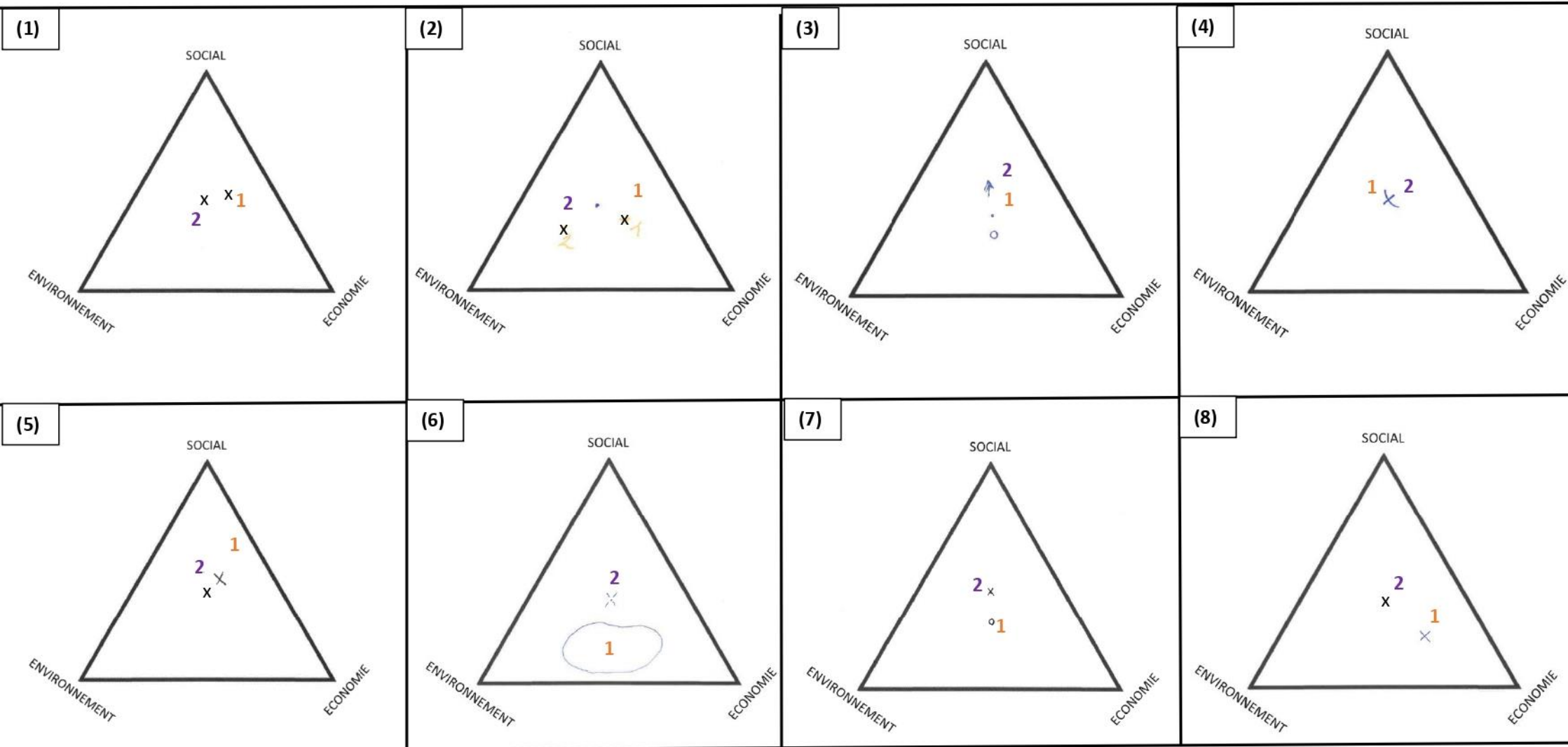
Deux questions finales ont été ajoutées par Hervé Flanquart :

- Si l'exploitant revenait au moment où il a fait le choix d'être agriculteur, choisirait-il encore de l'être sachant maintenant ce qui l'attendait ? Et pourquoi ?
- Si l'exploitant avait une baguette magique et pouvait résoudre un seul problème (technique, économique, environnemental,...) lequel choisirait-il et pourquoi ?

Annexe 3 – Tableau de présentation des enquêtés

Enquêté anonymisé	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
Sexe	F	H	H	H	H	H	H	H
Age (ans)	27	49	59	28	45	48	39	40
Installé depuis	< 1 an (2021)	22 ans (2000)	37 ans (1985)	3 ans (2019)	23 ans (1998)	21 ans (2001)	11 ans (2011)	17 ans (2005)
Entrée dans DEPHY	2011 (prédécesseur)	2011	2015	2011 (prédécesseur)	2011	2011	2015	2011
Cadre ou hors-cadre agricole	Hors-Cadre	Cadre Reprise exploitation familiale	Cadre Reprise exploitation familiale	Hors-Cadre	Cadre Reprise exploitation familiale	Cadre Reprise exploitation familiale	Cadre Reprise exploitation familiale	Cadre Reprise exploitation familiale
Formation	Bac + 5 Ingénieure Agronome	BEP mécanique agricole BTA	BTS PV	BTS ACSE	BTS ACSE	BTS technologie végétale	Bac + 5 Master 2 Bioévaluation des écosystèmes et biologie des populations animales et végétales	?
Modèle agricole	Conventionnelle Projet conversion totale ou partielle vers l'AB	Agriculture Conventionnelle	Agriculture Conventionnelle	Agriculture Conventionnelle	Agriculture Conventionnelle	HVE3 Mixte (2/3 conventionnelle, 1/3 AB)	Agriculture Biologique	Agriculture Conventionnelle
Statut	Lycée agricole	EARL (1 apprenti)	EI	EARL (1 associé ne travaillant pas sur l'exploitation)	GAEC (1 associé et 1 salarié)	EI	EI	SCEA (1 associé et 1 salarié)
Surface	136,82 ha	176,92 ha	128,63 ha	285,31 ha	505,74 ha	167,74 ha	94,91 ha	490,40 ha
Surface irrigable	0 ha	147 ha	118 ha	200 ha	320 ha	166 ha	75 ha	490,40 ha
Culture principale	Maïs ensilage, blé tendre d'hiver, luzerne	Maïs grain (≈ 75%)	Maïs grain (≈ 75%)	Blé tendre d'hiver, Maïs grain	Maïs grain (≈ 75%)	Maïs grain, Blé tendre d'hiver	Blé tendre (hiver, printemps), maïs grain, luzerne	Maïs grain (≈ 75%)
Mécanisation	+ CUMA (épandeurs à lisier et fumier, ensileuse, presse et outils de travail du sol autre que charrue)	+++	+++	++	++ Matériel en copropriété (pulvérisateur, épandeur à engrais, broyeur) ETA (moissonneuse-batteuse)	+++ Copropriété (moissonneuse-batteuse, cover crop, pulvérisateur, épandeur à engrais, un tracteur). CUMA (semoirs céréales et incorporateur engrais, rouleau, déchaumeur à disques, herse à pailles, quad avec épandeur antilimace)	++	+++

Annexe 4 : Positionnement réflexif des exploitants du groupe DEPHY Plaine de l'Ain sur le triangle du Développement Durable.



Légende :

- 1** : Regard actuel porté sur l'exploitation.
- 2** : Orientation envisagée pour l'exploitation.

Annexe 5 - Tableau récapitulatif des objectifs relatifs à l'appartenance au groupe DEPHY de la Plaine de l'Ain

Réponse à la question : Quels sont vos objectifs économiques, sociaux et environnementaux dans le système de culture DEPHY ?

Objectifs	(1)	(2) ¹	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
Economiques	Réduire la charge des produits phytosanitaires.	Réussir à "gapper" en réduisant les charges tout en gardant l'efficacité des produits	Améliorer les performances d'un point de vue phyto et autres tout en restant bon économiquement, de pas pénaliser la partie économique. Trouver l'équilibre.	Gagner ma vie.	Conserver une efficacité économique, pas question d'aller perdre de l'argent. On privilégie cette dimension.	Donner à manger à mes enfants, chercher la rentabilité.	Avoir une ferme rentable pour pouvoir en vivre, pouvoir investir sur la ferme et dégager un revenu convenable pour la famille	S'en sortir avec la réduction, maintenir un niveau de vie comme on a aujourd'hui.
Sociaux	S'inscrire dans une démarche de territoire, créer un réseau.	Donner une meilleure image à l'agriculture en général en utilisant moins de produits phytosanitaires. Et puis l'aspect santé humaine de l'appliquant.	Que ça reste possible, car je suis tout seul sur l'exploitation, ne pas ajouter des choses qui prennent trop de temps, des contraintes difficiles à mettre en place, comme le binage.	Si je fais mon boulot c'est que je fais ce qui est à faire.	Justifier nos choix vis-à-vis de l'extérieur, montrer que tout n'est pas fait sans raison.	M'épanouir, d'avoir accès à des réunions régulières, des visites, des tours de plaine et autres, discuter technique entre nous, c'est porteur.	Accroître encore un petit peu le côté vente directe pour avoir un lien avec le consommateur ou en tout cas avec les distributeurs finaux, sur la partie lentilles.	Social et sociétal, pour avoir une meilleure image et puis renouer avec la confiance des consommateurs.
Environnementaux	Utiliser moins de produits phytosanitaires. Répondre aux objectifs de la MAEC en réduisant de 30% l'utilisation de produits phytosanitaires d'ici 2023.	Avoir des leviers autres que phyto pour diminuer la quantité des phytos utilisés car ce n'est pas toujours évident à mettre en place	Avoir une stimulation sur l'utilisation des produits chimiques, avoir une vision moins systématique des traitements.	Réduire l'utilisation des produits phytosanitaires mais pas à n'importe quel prix.	Être à l'affût pour utiliser le moins de produits phytosanitaires possibles. On y est sensible.	Toujours réduire au maximum l'utilisation des produits phytosanitaires.	Diminuer au maximum mon empreinte, que l'exploitation ait de moins en moins d'impact sur l'environnement, réduire les effets néfastes du système.	Répondre aux objectifs qu'on s'était fixés.

¹ C'est un fait son fils qui a répondu à ces questions. « Je pense que du point de vue de mon père c'est plus, l'économie prend toujours le dessus mais du coup avec la réduction de doses, on a quand même une petite diminution de charges et du coup on arrive quand même à garder l'efficacité attendue du programme de désherbage donc ça permet de conserver les performances sur la culture ».

Annexe 6 – En guise d’illustration, la retranscription de l’entretien (3)

Présentation générale de l’exploitation :

« Alors heu donc l’exploitation elle fait 128H donc majoritairement de maïs, y’a 8-10ha en jachères. Pour cette année 7,5 ha de blé et 8,5 de soja, voilà ça tourne un peu toujours comme ça, cet équilibre là. Parce que bon le maïs c’était, ce qui était le plus rému.. jusqu’à cette année, le plus rémunérateur de loin donc bon... c’est la dessus que j’avais la meilleure marge brute, en deuxième c’était le soja et en troisième le blé. Y’a la réglementation qui impose 75% donc voilà ça c’est un peu la chose, on a pas le droit d’avoir plus de 75% d’une même culture. »

« Moi je suis installé depuis 1985 heeeu à la suite, en 1985 c’était en même temps que mon père et mes parents ont dû arrêter en 1992 donc depuis 1992 je suis tout seul, enfin je suis tout seul, sur le papier, mais mon père m’a aidé. Mais maintenant je suis tout seul ».

« C’est tout irrigué. »

Statut : « C’est une EI. »

« Non, ça s’est fait progressivement. Mes parents officiellement ils ont arrêté en 92 mais en agriculture mon père n’a jamais fait rien d’autre que ça donc il m’a aidé puis petit à petit avec l’âge j’en ai fait de plus en plus. Petit à petit il a un peu laissé, moi je me suis plutôt pas mal équipé, pour faire... je suis plutôt sur-équipé »

« J’ai trois tracteurs, ça va de 100 à 230 chevaux, 100, 130, 230 »

Important de renouveler ?

« Ouai. Je renouvelle assez souvent, j’aime bien le matériel, j’aime bien avoir les dernières nouveautés. Je me suis équipé de guidage, enfin pas mal d’outils qui me permettent de travailler tout seul. Pour les semis, ça me permet de travailler tout seul, parce qu’on a tout cet équipement-là qui m’intéresse »

Satisfaction générale

« Parallèlement j’ai un peu du matériel en commun avec Fabrice. Avec Rémy Barge j’ai du stockage et la moissonneuse batteuse qui est en commun. Donc ouai je travaille un peu avec eux pour ça. Par rapport au fait de travailler tout seul, béh après, ça s’est fait petit à petit et puis ça a ses avantages aussi quoi, bon des fois c’est un peu plus dur mais b on après on s’organise, c’est une organisation qui est différente. J’aime bien enfin... On est maître un peu de tout. Maître entre parenthèse, je veux dire maître de la décision m’ enfin. »

Charge de travail ?

« Bah c’est un peu en dent de scie quoi, càd qu’il y a des périodes, des grosses périodes, après c’est une organisation de travail quoi. On peut arriver à s’occuper tout le temps. Après si on s’organise bien bah là la semaine passée je suis parti quatre jours pour aller voir ma fille (habite en Norvège pour ses études), ça fait plus de boulot avant-après. Après c’est possible, après c’est un peu comme tout, si on veut on peut. C’est une organisation. C’est comme enfin, vous êtes passées par la prépa, c’est comme des périodes très dures mais c’est faisable aussi ». Ça dure que deux ans

« Oui oui nan mais. *rit* Y’a des choses, si on a la volonté, on peut y arriver »

Formation ?

« J’ai fait un BTS agricole, un BTS production végétale. Et...un bac, ça existe plus, c’était un bac agricole, ça s’appelait un BTA... Et après y’a eu un an d’arrêt et après je m’étais installé ».

Seule activité ?

« Non. C'est ma seule activité. Après ça tourne autour de... j'ai mis des panneaux solaires sur mon hangar... donc ça fait une rémunération. Je fais un tout peu de prestations, de travaux pour un voisin, mais après c'est accessoire. »

Rémunération convient

« Oui. Jusqu'à maintenant bon les années c'est très cyclique quoi, y'a eu des années là les prix c'est depuis un an et demi, les prix ont fortement augmenté. Pendant quatre ans les prix étaient plutôt bas et en fait c'est ce qui est, enfin... l'agriculture c'est comme ça... mais on a pas un salaire et c'est même pas à l'échelle d'une année, c'est même à l'échelle de plusieurs années. Y'a des années qui sont difficile et des années où ça va mieux. Donc les années où ça va mieux, il faut faire... mettre de côté... enfin plus s'équiper à ce moment là... enfin... l'évolution il faut travailler ça sur au moins 5-6 ans pour une moyenne. Faut avoir ça dans l'état d'esprit parce qu'autrement si la bonne année on consomme tout, l'année d'après on se trouve... Enfin ce qui m'intéresse quand même pas mal dans l'agriculture puis que je trouve qui a tendance un peu à disparaître, c'est que les gens ont tendance à être trop assisté, faut... bosser pour ... enfin c'est ce côté, ce qui m'intéresse le plus. On prend des décisions, puis bon il y a des avantages des inconvénients mais bon faut savoir avancer. Et moi j'aimais bien la partie gestion donc je me suis toujours bien intéressé. Je fais ma comptabilité, enfin y'a un comptable qui vient une journée pour vérifier. Mais c'est bien de m'y intéresser. On voit pour quoi on travail, ce qu'il y a à améliorer, le matériel par exemple quand financièrement c'est possible bon j'investis parce que non les années où ça marche bien, ça fait baisser un peu, ça lisse un peu le revenu quoi, c'est-à-dire que les années où ça va bien, ça fait des charges ça fait qu'on paye un peu moins de charges sociales et d'impôts. Et puis les années où c'est plus dur, bah comme on a investi bah on peut ne pas investir pendant plusieurs années pour tenir les mauvaises années. Si on arrive à bien maîtriser tout ça, après moi je travaille avec différentes coopératives ou négociants, enfin j'essaie de dépendre de personne précisément. »

Comparaison

« Oui, justement des fois c'est qui me... aujourd'hui les exploitations grossissent vraiment beaucoup. Et moi ça m'énerve un petit peu parce que je vois qu'on peut s'en sortir sans forcément avoir 200-300 ha quoi et l'image un peu maintenant c'est qu'un jeune qui s'installe, faut qu'il reprenne une ferme, même si le père est à trois ans de la retraite, il faut qu'il reprenne une ferme et après ça fait des grosses unités et gérer des grosses unités c'est pas si évident que ça. Moi je suis suréquipé en matériel mais j'aime bien faire le boulot quand c'est le moment, les désherbants ou autre hop, je peux le faire, les choses au bon moment. »

Mécanisation pourquoi ?

« Bah la main d'œuvre ça a un coût quoi et puis c'est pas évident bah déjà de trouver de la MOD et puis de l'occuper aussi toute l'année parce que nous c'est assez cyclique alors il y a des grosses périodes, un employé on peut pas lui faire plus d'heures, même si il y a des marges de manœuvre et y'a des époques plus calmes où je sais pas ce que je ferai d'un employé. Puis si j'avais un employé faudrait que j'ai plus de surface donc... »

Satisfaction générale (n'avait pas répondu)

« Je pars du principe qu'il y a toujours des choses à améliorer. Je fais la même culture depuis que je suis installé et en fait y'a plein de choses qu'on connaît pas quoi, y'a plein de choses qu'on peut améliorer, on est toujours un peu en guerre avec les écolos tout ça qui nous sont sur le dos mais on sait qu'on a, que y'a des choses qu'on peut améliorer, il y a plein de

choses. C'est ce qui est intéressant dans le métier, y'a toujours des trucs, quand on peut faire mieux l'année d'après etc, on a toujours des choses à apprendre. J'essaye de faire pas mal... de suivre des formations, des choses comme ça. En impôts, on a droit à un CI chef d'entreprise, en général on a le droit à 7j par an et... ces 7 jours qui font CI càd... ça diminue les impôts ou même si on paye pas d'impôts, c'est une somme qu'on reçoit donc en général il est presque toujours utilisé, parce qu'il y a toujours des choses à apprendre. Même si des fois sur une journée y'a que 10 minutes qui étaient, qui vont vraiment nous apporter quelque chose, mais ça permet de discuter avec d'autres, ça permet de voir, d'ouvrir l'esprit ».

Exploitation qui fonctionne bien ?

« Qui permette de faire vivre, déjà financièrement de faire vivre... qui soit dans les règles, enfin on a plein de règle enfin qu'il soit à jour tout ça, on peut toujours tout faire mais faut pas se faire prendre quoi. Par exemple les jachères, je les broie deux fois par ans, j'ai un voisin ça fait presque 10 ans qu'il les a pas broyées mais le jour où il aura un contrôle bah ça va être compliqué. Donc on a toujours le droit de tout faire mais bon j'estime qu'il faut... même si la réglementation des fois nous paraît complètement absurde, on est dans un système, faut le suivre et puis voilà quoi. »

Suite, transmission ?

« ça fait 2-3 ans où ça me trotte un peu plus dans la tête qu'avant, c'était toujours loin et j'ai 59. » « et voilà même si y'en a qui, on sais pas l'âge auquel sera la retraite mais elle est quand même pas bien là cette fois. Puis bon dans l'entourage y'en a pas mal qui sont déjà à la retraite donc ça me parcourt plus l'esprit qu'avant et j'ai trois enfants heu et bah pour le moment y'en a aucun qu'est intéressé. [...] Le garçon ça ne l'a jamais intéressé. Si je lui demande de m'donner un coup de mains et qu'il est là il donne un coup de main sans... ça l'a jamais intéressé. Les filles... la dernière c'était la moins loin mais bon elle est partie sur autre chose quand même... mais bon je pense que jusqu'au dernier jour ça peut encore changer mais ça en prend pas le chemin (sourit). »

Ça implique quoi la transmission ?

« Moi j'essaye de enfin... mon métier m'intéresse bien... je conduis... j'ai pas encore dans l'esprit, je suis pas dans l'esprit « bah dans 4 ans t'façon j'arrête c'est pas la peine que je fasse ça ou des choses que j'pourrais bah j'ai investi, j'ai réinvesti dans... l'année passée, j'ai investi dans le pulvérisateur, tracteur et puis... je m'en rappelle plus, fin bon. Cette année j'ai rechangé un pied-bourre, fin. Je fais comme si... J'pense au fait que je vais m'arrêter, je vais pas, y'a des moments je me dis que je vais continuer plus loin, d'autres moment où je me dis que je vais arrêter à l'âge de la retraite, ça dépend un peu des moments. Je me pose un peu la question de qu'est-ce que je vais faire après parce que bon ça occupe une grosse partie de mon temps et puis de l'esprit. Y'a physiquement le boulot à faire et puis on y pense tout le temps, même quand je suis en vacances, je pense au boulot qui est... ce qu'j'vais faire, comment je vais faire, prévoir toutes les choses quoi... cette peut-être cette partie là qui me fait le plus peur. » « Le jour où j'arrête, de pas avoir à faire le boulot des fois c'est bien parce que y'a des périodes... on ferait moins ce serait mieux. Mais se dire bah tiens à quoi je vais penser. Bon après tous ceux qui ont arrêté, ça se passe bien quand même, ils s'occupent, ils sont tous débordés. Je pense que je ferais comme les autres. (rit doucement). Voilà, pour le moment, j'ai pas de repreneur et pas... bon en général les terres y'en a aucune qui est vacante, y'a toujours du monde. Mais le seul regret que j'ai un petit peu, fin qui m'embêterait c'est que pour moi l'exploitation est viable. Ça m'embêterait que ça aille qu'à de l'agrandissement alors que j'estime que sur ma surface, j'ai vécu enfin jusqu'à maintenant, on a passé quand même beaucoup d'étapes de transition des choses. On disait toujours ohlala au moment de la

PAC bah on s'en sortira plus après puis finalement on a quand même... on s'adapte même si ça devient plus compliqué, de plus en plus compliqué mais bon je pense qu'on peut s'adapter, jusqu'à maintenant on s'en est toujours sorti alors. J'estime qu'une exploitation comme la mienne 120 ha de cultures, j'vis bien. C'est pas souvent qu'un agriculteur dit ça hein (sourit). Mais bon, faut le reconnaître ! »

DEPHY

« J'y suis depuis 2015 ».

Pourquoi ?

« Fabrice. Non c'est en discutant avec Fabrice, un peu ce qui se faisait tout ça... bah heu ils avaient au début, y'a eu toutes les formations pulvérisation, de choses comme ça et qui, qui m'intéressaient »

Volonté d'apprendre

« Oui, de se former etc. Puis au début, la première fois j'avais été contacté ça me paraissait un peu... j'avais pas vraiment compris le principe du groupe quoi.. fin... au début j'avais l'impression que c'était un truc, on rentrait là dedans il fallait mettre la moitié moins de... de produits etc. Bon j'dis bah on fait déjà tout ce qu'on peut, puis bon c'était un peu, un peu différent et puis même si c'est pas parfait quoi, y'a... »

Principe ?

« C'est un peu le partage avec d'autres quoi, on partage bien nos expériences, que ce qui marche, ce qui marche pas. C'est cette partie là qui... »

Objectif des 50%

Revient après avoir répondu au téléphone. « On s'était arrêté sur le groupe DEPHY et ce que vous pensiez de l'objectif de réduire de 50% les IFT depuis 2025 ? »

« D'ici de deux mille heu ? 25 ? Bah j'srai à la retraite, j'men fous. Je serai à 100%. Ça sera... j'frais remonter la moyenne » (rit)

Place dans DEPHY ? Fabrice a baissé de 20%.. ;

« Moi j'srais plus prudent sur la chose (rit doucement). Le groupe, si on prend le groupe DEPHY sur les calculs généraux, voilà c'est comme ça. Après individuellement, je peux pas dire, moi, j'aurais du mal à dire que j'ai baissé de 20% parce que bon ça dépend de quelle culture on met etc y'a des obligations réglementaires qui font que par exemple sur le blé on est largement au dessous de la moyenne parce qu'on met du blé une fois tous les 5 ans, on a moins de pb de maladies, de fongicides etc, de désherbants etc... donc ça fait baisser un petit peu mais bon »

Son téléphone sonne il répond et demande à être rappelé plus tard.

« La dessus je suis un peu plus sceptique parce que bon le groupe DEPHY ça a baissé globalement parce que bon y'a des gens qui sont passés en bio, enfin. Là-dessus, bon, c'est bien pour l'affiche mais... c'est pas évident parce que, enfin, je vois sur mon exploitation ça m'a permis d'améliorer pas mal de choses, la façon de faire les traitements, de plein de choses. Que ça ait baissé, vraiment baissé, c'est pas évident parce que par exemple dans le même temps les réglementations elles évoluent. Avant on mettait un traitement, on utilisait le gaücho, sur les semences par exemple sur le blé, ça nous supprimait un traitement. Le gaücho a été interdit, du coup ça nous a fait rajouter un traitement. Les traitements herbicides, y'a de moins en moins de produits qui existent, ça fait que fatalement des fois on est obligé, ça augmente l'IFT parce que, un exemple précis, par exemple y'a un désherbant qu'on utilise

depuis très longtemps sur le maïs, avant la dose homologuée c'était 4,5L, nous on mettait 2L donc ça faisait un IFT de 0,5 ou de 0,4 et là cette année le même produit, ils ont changé la réglementation, c'est 2,5L le maximum, ça fait qu'en mettant la même chose, notre IFT il augmente quoi. Et puis comme y'a de moins en moins de produits des fois faut combiner plusieurs produits pour arriver à la même efficacité qu'avant. »

Réglementations connectées ?

« Non, enfin les réglementations elles sont de plus en plus strictes et puis y'a de moins en moins de produits qui sortent, ça fait que c'est de plus en plus compliqué ».

Amélioration ?

« Par exemple sur les traitements, avant on avait tendance. Bon il faut pas regarder par la fenêtre, lui il fait pas partie du groupe DEPHY (rit). On avait tendance à traiter un peu plus n'importe enfin quand ça nous arrangeait, maintenant j'irai jamais traiter l'après-midi quoi, parce que je sais par les formations, avec l'hygrométrie que si maintenant on regarde tout le temps l'hygrométrie. Si elle est en dessous de 60% on va pas traiter. On y va le matin parce qu'on sait que le produit descend bien etc. ça a vraiment, ça a permis d'avancer plus vite là-dessus quoi, en faisant, par le biais des formations etc quand on discute, quand on fait les TDP on voit ce que chacun fait, on essaye de prendre le meilleur de chacun. Ça incite, autrement on a tendance, si on a pas quelque chose, un truc comme ça, à se laisser un peu plus aller ».

Avantages gagnés avec ces pratiques ?

« On peut, enfin ça fait baisser un petit peu les doses. Lui à mon avis, pour que ça marche, si j'allais traiter comme ça maintenant, il faudrait que je mette 30% de produits en plus... donc c'est vrai que les 20% on les a gagnés mais dans les chiffres ça se voit pas forcément parce que déjà avant on faisait un peu attention mais en étant plus efficace on a pas mieux la quantité qu'il faut. Si on faisait pas partie du groupe DEPHY, peut être qu'on mettrait 20% de plus ». « Je pense que si on prend les chiffres, moi je suis plutôt dans les courbes, ceux qui sont en haut quand même, dans les IFT, parce que je, par exemple notamment sur le maïs, je fais insecticide du sol, insecticide pyrale, y'en a qui le font pas donc ça enlève deux points, ça change tout. Et nous on est avec Fabrice, au pdv rendements, on a de très bons rendements, on a passé, parce que y'a tout ça »

Avantages à réduire : économique ou vrmt réduire ?

« C'est parce qu'on a plus envie de réduire parce y'a une prise de risque plus importante à baisser les doses, à être plus, c'est ce que je vous disais un petit peu sur le blé, à force d'être trop limite, y'a le risque de salissement. Et c'est celui qui se pose pas trop de questions, le technicien va lui dire, bon, je veux pas critiquer les techniciens de coops ou de négociants mais eux ils ont une obligation de résultats, c'est que si ils disent bah vous mettez que 0,8% ou... enfin.. vous mettez un peu ce qu'on met nous, si c'est pas appliqué au bon moment, s'il l'applique comme ça va pas marcher donc il va se faire taper sur les doigts donc lui il va dire bon mettez la bonne dose comme ça vous êtes sur que c'est efficace. Eux c'est normal qu'ils voilà après ils modulent un peu suivant les agriculteurs mais après ils sont pas là quand l'agriculteur fait donc ils sont obligés de mettre plus haut pour avoir du résultat, parce que si y'a pas de résultats ils se font taper sur les doigts. En général quand ça marche on dit rien, quand ça marche pas on gueule, c'est un peu le système français »

Autres groupes ? Pourquoi CA ?

« C'est les premiers qui l'avaient fait. Le système DEPHY ça a commencé par la Chambre d'agriculture et puis 2-3 ans le groupe des 30 000 ou je sais pas quoi en fait. Ce qui se passe

c'est que le groupe DEPHY, je me rappelle plus sous quel gouvernement ça été fait. En 2013, ça devait être suite au grenelle de l'environnement je pense, c'était sous Sarkozy, c'était borlo qui avait fait ça, grenelle de l'environnement, donc je pense c'est né à ce moment là. Après, chaque politique veut faire un peu son système donc ceux qui ont fait à ce moment là ils ont fait le groupe dephy, là le groupe des 30 000 c'est plutôt sous Macron, à mon avis voilà chacun apporte son truc, ça se complète, c'est un peu la même chose on va dire. »

CA va dans le même sens ?

« Ils sont, c'est un peu entre les deux quoi, ils ont quand même la pression un peu du système actuel qui va vers l'environnement etc, c'est les voies que vous avez prises quand même. Et eux ils sont un peu entre les obligations un peu générales et les agriculteurs je trouve ». »

SUR LE TRIANGLE :

« En pratique, je pense qu'on est plus du côté... ouai j'en sais rien, c'est pas évident après, les trois ont leur importance. En faisant partie du groupe DEPHY je devrais me mettre là (vers env) après je suis quand même conscient que je suis pas, comme je disais par exemple sur les maïs je fais deux traitements insecticides un peu systématiques, c'est plus le côté économique qui me fait faire ça quoi. J'aurais dit peut-être là, on essaye, on tient bien plus compte de ça mais voilà ». »

Second point

« C'est pas évident parce que quand on raisonne sur deux ça va bien, le troisième c'est pas évident de le placer non plus, faut toujours que ce soit dans le domaine du possible quoi. »

Préoccupations ?

« Un petit peu tout ce qui est quand même réglementation qui devient quand même de plus en plus compliqué. Réglementation et puis heu comme on est sur le groupe DEPHY, par exemple le dernier TDP on regardait par exemple sur le maïs, le produit qu'on utilisait le plus qui est assez efficace, il va être.. c'est peut être sa dernière année ou quelque chose comme ça et comment va le remplacer quoi. C'est la réglementation sur les phytos qui devient de plus en plus compliqué et qui enlève beaucoup de solutions quoi . » « Jusqu'à maintenant il y avait toujours le progrès qui était un peu là pour compenser quoi, là il y a quand il y a il peut y avoir quand même quelques pistes ben sur le traitement vraiment localisée par exemple, là-dessus on pourrait vraiment enfin il y a quand même des grosses marges de progrès afin de, là où peut bien diminuer les ift c'est d'arriver vraiment cibler par exemple certains désherbage on pourrait faire par exemple un désherbage un peu général au début et puis après certaines plantes vraiment visées et là on pourrait économiser 80% du produit...soit avec les drones ou des caméras ou des choses comme ça et puis on a le matériel, moi, enfin le matériel après peut le faire c'est à dire que nous on a moi j'ai un pulvérisateur hop il suffit de mettre la carte dans le dans le tracteur et hop il va traiter que les tâches, ça c'est possible maintenant c'est de savoir localiser les tâches. »

Coût ?

« Hmm mais bon si on économise 80% des produits phytos. Le problème c'est que souvent y'a des choses qui sont calculées un peu comme ça quoi, c'est à dire qu'ils savent qu'on va économiser 4 vingts pourcent des phytos donc le produit ils vont le vendre... »

Bio ça fonctionnerait pas ?

« C'est compliqué le dans le fait où on, Fabrice du vous l'expliquer un petit peu, on a des terrains très caillouteux ouais donc le binage n'est pas évident à faire. Cet aspect-là. L'aspect manœuvre parce qu'il y a des périodes comme maintenant c'est quand même assez compliqué

à partir du moment où on sème jusqu'au mois de novembre on est bien occupé. Donc après ça obligerait à prendre la main d'œuvre... c'est pas toujours évident à trouver de la main d'œuvre non plus. »

Pas disponible ?

« Pas toujours après faut quand même de la main qualifiée pour conduire des tracteurs avec pas mal de technologies dessus ect... enfin y'a plusieurs collègues qui ont des salariés et c'est pas évident soit de les garder, souvent c'est souvent des fils d'agriculteurs ou autre et puis après ils reprennent la ferme des parents ou ils rentent, ce qui sont bons souvent ils restent pas longtemps non plus quoi. Jérôme Martin, comme lui l'année passée il avait 2 salariés là maintenant y'en a plus qu'un. Je vois par rapport à lui par exemple comme c'est difficile de trouver de la main d'œuvre et de la garder quoi. »

Autres changements que optimiser phytos ?

« bah ça, on a pas mal progressé sur les couverts. Moi j'en mets derrière les sojas aussi mais c'est comme tout après il y a des limites aussi par exemple moi j'avais bah suite à des formations et j'avais vu il fallait les détruire le plus tard possible donc cette année j'ai retardé ma date de destruction mais je me suis aperçu qu'après c'était plus compliqué à refaire les semis derrière, c'était plus sec, il y avait des mottes et y a jamais de truc parfait quoi. Là j'ai retardé pas mal la date donc normalement ça devrait améliorer au point de vue agronomique le la culture d'après quoi, on devrait pouvoir, de couvert devrait se développer un peu plus, je pourrais gagner quelques unités d'azote. Mais par contre ça a nécessité plus de... le labour était plus compliqué, il consommait plus il y a près c'était plus difficile à faire la terre fine pour semer. »

Regard sur changement, vitesse

« Ça prend du temps, quand même enfin moi je suis pas trop pour un changement radical il y en a certains ils vont d'une année à l'autre ils vont tout changer moi j'aime bien essayer voir si ça marche ».

Un exemple ?

« Bah les couverts par exemple, c'est quelque chose qu'on faisait pas du tout avant, bon ce qui nous a... on a commencé à les faire, on va pas le cacher c'est la réglementation qui nous a obligé à mettre des couverts et après il y avait 2 possibilités soit, bah, ou 3, il y en a qui y en a qui en mettent pas, comme je vous disais tout à l'heure c'est comme sur la route et il y a des limitations y'en a qui disent-ils respectent pas mais faut pas se faire prendre... mais bon à partir du moment où c'était obligatoire. après c'est là où le groupe défi était pas mal aussi c'est que le partage d'expérience on s'est aperçu qu'il faut à mettre quelque chose autant que ça serve donc c'est là où on en a cherché des mélanges, ce qui allait mieux, de pas mal améliorer la dessus pour bon... voilà et puis on s'est aperçu que apportait, c'était une contrainte mais bon qui était... qui apportait quelque chose quoi... comme les bandes enherbées quoi. Y'en a qui on beaucoup rouspété là-dessus parce qu'on perdait de la surface après il suffit de les mettre comme, aux bons endroits ect et on perd pas de temps de surface que ça, si on avait des bordures sont pas toujours productives, si ça peut limiter les fuites de nitrates des choses comme ça, après au niveau biodiversité c'est peut être apporter quelque chose aussi, bon ça apporte des mauvaises herbes... aussi mais voilà après si on peut de tirer des bénéfiques enfin des points positifs des choses, on y arrive toujours quoi. »

« Au départ des fois c'est quelque chose qui est imposé puis après on, enfin, on essaie de tirer les bons côtés quoi »

« Après il est imposé, c'est à dire que on peut le faire par exemple sur les couverts on peut le faire au minimum c'est à dire on met le couvert par exemple de la moutarde ou des choses comme ça qui coûtent pas cher ça couvre bien, point de vue réglementation on est bon mais ça apporte rien au niveau agronomique. Après quitte à ce qu'il y ait un coût derrière sur l'implantation ou sur le type de culture, si on en retire quelque chose derrière on est gagnant. »

Endettement ?

« Disons que vu mon âge en général on a plus... le taux d'endettement est toujours plus élevé au départ qu'après si on a, si l'exploitation tourne bien en général ça a tendance quand même à baisser après. [...] J'ai des chiffres en tête mais ça doit être du 20-30% »

(en fait c'est 18%, il précise ne pas trop s'en préoccuper).

« Souvent j'emprunte sur des durées assez courtes parce que je peux le faire aussi »

Plus de rendements ?

« Non enfin je pense pas bon enfin c'est plus une stratégie générale de.. je suis pas trop endetté parce que bon y a certains trucs que je peux me permettre d'autofinancer, j'emprunte que pour les grosses choses, c'est pour ça que ça me fait un taux assez faible, et puis ça me laisse une démarche de de manœuvre quoi. Comme je le disais, faut raisonner sur pas mal d'années donc avec ce raisonnement là qu'on arrive ».

Vision des crises

« Ben dis que là on a on perd nos repères, complètement là, parce que on a atteint, ben en l'espèce de 6 mois les prix des céréales ont augmenté très fortement, le prix des engrais, ils ont été multipliés par 3 ou 4 suivant les époques. Pendant, sur, depuis le temps que je suis installé, il y a toujours eu des variations mais jamais de ce type-là quoi. Là c'est vraiment quelque chose de... et moi j'ai.. donc je vends, je stocke mes céréales, je les vend un peu petit à petit et j'ai toujours gardé un peu le même système de vente, parce qu'il faut pas trop changer d'une année à l'autre, parce que une année d'une année à l'autre si on si on change tout le temps on peut se retrouver à l'envers de ce qu'il faut donc j'ai essayé de garder la même stratégie et ces dernières années je vends mes produits si le prix est intéressant, je vends avant d'avoir récolté quoi, même avant d'avoir semé. Eh bien ça fait 2 ans que c'est pas payant quoi parce que... et puis encore plus maintenant parce que là par exemple j'ai vendu les $\frac{3}{4}$ maïs que je viens de semer. Et les prix, il me semblait que c'était des prix intéressants par rapport au passé puis là on a des prix... »

Mais vous êtes quand même rentable

« oui oui voilà (sourit). On a... c'est là où c'est toujours un peu comme ça c'est que on a toujours des regrets parce qu'on voit qu'on aurait pu vendre mieux mais bon on a quand même bien vendu. Mais par contre l'interrogation c'est le sur les engrais on n'est pas sûr de.. ce qui est la grosse crainte c'est combien on va acheter des engrais l'année prochaine et à quel prix et enfin non combien quel prix c'est la même chose : à quel prix on va les acheter et est ce qu'on va en avoir. Quelque chose, il y a 6 mois en on a toujours eu tout ce qu'on voulait quoi comme enfin comme n'importe qui... qui aurait cru qu'on allait manquer d'huile de tournesol, enfin bon bah c'est le mauvais exemple, on en manque parce que tout le monde s'est jeté dessus mais on va en manquer l'année prochaine parce que il y aura moins de production. C'est des choses enfin je vais enfin dans des pays occidentaux comme nous, on est toujours on a toujours été habitué à tout avoir quoi, avec des variations de prix mais là on s'aperçoit qu'on peut manquer de certaines choses. »

S'adapter ? Si crise azote ?

« Ah ça (rit). Sur le maïs on est mal quoi. Après il y a des cultures, c'est de mettre plus de soja par exemple si on voit vraiment que c'est coincé le soja ne nécessite pas d'azote. Je garde mes semences, je garderai un peu plus de semences de soja si on est coincé puis je mettrai plus de choses soja de maïs. »

Filets de sécurité ?

« Le futur là-dessus comme je disais, là on est vraiment dans un depuis la guerre en Ukraine quelque chose qu'on n'a jamais connu, on sait pas comment ça peut évoluer, là-dessus c'est flou complet quoi. Après sur le fait enfin de ma stratégie enfin le fait que de comme j'ai toujours fonctionné c'est que j'ai bien équipé en matériel et s'il y a pénurie de tracteur ou... bon moi je suis équipé je peux tenir, je peux rester plusieurs années sans renouveler mon matériel, je serai pas coincée de ce côté-là. Sur la matière première, si j'ai pas de gasoil à mettre dedans, je serais coincé aussi... »

Diversifier les activités ?

« Bah disons que moi je suis parti du principe que ce que j'arrive à fonctionner comme ça donc j'essaye d'améliorer mon système. Le maïs c'est la plante qui a réussi mieux chez nous, c'est là où la possibilité de rendement, on est quand même dans des très très bons rendements en maïs c'est là où... en blé on n'est pas on n'est pas tip top. Si on part à Dunkerque par exemple les rendements en blé ils sont bien meilleurs, les hauts-de-France, quand on regarde la carte je crois que c'est l'endroit où le rendement moyenne blé est le plus haut, ils sont à plus de 100 quintaux de moyenne sur le département, nous quand on fait 80 quintaux 85 quintaux on est content. Par contre en maïs on est dans le... on tourne autour de 150 quintaux de moyenne exploitation et ça... donc c'est là où on est performant donc voilà c'est pour ça que je suis toujours resté là-dessus parce que je savais que c'était là où on était le mieux quoi, quel que soit, jusqu'à jusqu'à maintenant quelque soit la variation de prix, le maïs restait la partie, le filet de sécurité. Y'a du travail mais bon c'est ce qu'on maîtrisait quand on réussissait le mieux. »

Et pour vous la performance elle se mesure vraiment au taux de rendement ou d'autres indicateurs ?

« Bah le rendement multiplié par le prix quoi. Et après avec les coûts moi je fais mes marges brutes. Sur les marges brutes souvent le enfin l'échelle jusqu'à maintenant, là c'est tout chamboulé, mais jusqu'à maintenant en gros quand j'étais à 1200 de marge brute sur le maïs, j'étais à 900€ sur le soja et 700 sur le blé. C'était cette d'échelle là quoi donc une fois qu'on a calculé ça bon... Et le maïs c'est là où comme on l'irrigue, c'est là où on a le moins de variations d'une année à l'autre. »

« 1985 quand je me suis installé mon père n'arrosait pas et en 85 on a arrosé 12 hectares et puis aujourd'hui ben 120. Si on avait pas pris ce tournant là à ce moment-là bah j'frais un autre métier Ah oui si vous voulez le, mon père il faisait blé-orge-colza, bon lui il avait il a eu un système qui a marché comme ça et pour vous donner un autre d'idée, en blé à ce moment-là, du blé non non-irrigué aujourd'hui ça irait de de 30 à 60 quintaux, le colza je sais pas moi 20-25 quintaux ou quelque chose comme ça, l'orge 55-60 quintaux, c'est pas viable. A ce moment-là lui là il s'est allé comme ça mais plus ça va plus on a des fois des printemps secs avec des sols qui sont très superficiels. Ce qui nous a soutenu, ça oblige investissement matériel, ça coûte cher mais on a la sécurité de rendement derrière. »

Et du coup comme Fabrice c'est l'eau du Rhône ?

« ouais l'eau du Rhône et quelques puits, un puits, j'aurais clairement l'eau du Rhône, qui, enfin jusqu'à maintenant nous garantissait, on n'a jamais eu de restriction sur l'eau du Rhône. C'est une sécurité parce que y'a des interdictions là en ce moment, on n'entend que ça à la radio. C'est dommage parce que quand il y avait les élections, ils pensaient pas à ça, avant il y avait le COVID donc on en parlait plus après les élections, là maintenant tous les jours moi j'ai eu un journaliste ça fait 2-3 fois que j'ai des journalistes qui téléphonent pour faire un truc sur l'eau ect. Bon j'ai renvoyé à mon voisin mais (rit). C'est toujours un peu compliqué fin j'en fais un petit peu il faut communiquer mais c'est pas évident quand même, après c'est pas c'est pas toujours repris comme on veut, nous on s'exprime pas forcément, des fois on n'est pas toujours bien clair dans ce qu'on veut dire. »

A une conjointe qui a toujours travaillé à l'extérieur.

Sources d'informations :

« C'est un peu très divers, enfin un peu tout, je suis abonnée à des journaux France Agricole, Perspective et puis quoi, qu'est ce qu'il y a, je reçois pas mal, Réussir ou des choses comme ça, pas mal de choses donc de la presse. Après je vais assez souvent en réunion Arvalis, donc suivi d'essai, après j'aime bien aller aux réunions aussi des négociants ou des coopératives qui font un peu la même chose, un peu tous ces trucs là. »

Aide, conseils ?

« Pas énormément, des fois pas assez quoi. Avant, et puis ça a évolué un petit peu, les conseillers avant on les voyait plus, par exemple la coopérative ils ont changé leur politique et c'est à dire que avant je travaillais avec trois, il y avait une coopérative et deux négociants. C'était à peu près équilibrés sur les 3 et bon je voyais les trois techniciens différemment et maintenant la coopérative par exemple, il faut, si on s'engage pas complètement chez eux, alors comment ça marche : ce que j'achète chez eux maintenant c'est un peu comme si j'achetais sur des plateformes, c'est-à-dire que je commande les variétés que je veux mais par exemple je peux pas les rendre. Soit disant que j'ai un prix plus intéressant mais en contrepartie je peux pas les rendre et j'ai pas l'aide du technicien. Si je veux prendre le technicien, il faut que je le paye. Ils ont mis un système un peu comme ça, et moi vu que je travaillais avec plusieurs, je vais pas payer plusieurs techniciens. Du coup le technicien de la coopérative, je le vois pratiquement plus, il vient là pour me donner les prix et c'est tout. »

Aide technique seulement, conseiller de gestion ?

« Cette partie là, non. Moi je vois plutôt ça avec ma comptable et comme je m'intéresse bien. »

Est ce que vous sentez qu'il y a assez d'accompagnement ?

« L'expérimentation, enfin il y a plusieurs choses : des fois moi je ma propre expérimentation, j'essaye plusieurs variétés et après on en parle un peu entre nous, par exemple comme la batteuse bah voyant chez les voisins comment ça marche. Avec Fabrice, on communique beaucoup donc il me dit « bah viens chez moi, il y a telle variété qui a bien marché », donc on essaye, après on a des fois des essais chez nous et souvent bon c'est... par exemple cette année j'ai un essai de l'établissement Bernard qui m'ont mis c'est avec des... ils vont tester des choses mais des fois on a pas les résultats quoi. Quand on a des trucs quand même, Fabrice qui fait avec l'établissement de Bernard depuis longtemps, après ils filtrent un petit peu, ils ont leurs propres interprétations quoi, après il y a des fois c'est pas toujours évident, même avec Arvalis, on va on va visiter les plateformes. On va visiter les essais, on voit beaucoup de choses mais souvent on a pas les retours des essais vraiment précis parce que eux il faut qu'il y ait leur

interprétation parce qu'ils peuvent pas balancer des trucs comme ça dans la nature, s'il y a pas les explications. Des fois ça manque un peu ça. »

et c'est quel genre de formations que vous allez voir c'est quoi votre thème favori ?

« non bah après c'est ce qu'ils veulent bien nous montrer, des fois bon après il y a eu pas mal bah des cultures associées, le sans-labour, les choses comme ça, les cultures semi-direct, c'est bien le truc à la mode en ce moment. »

Mode

« Bah disons que c'est bien parce que des fois quand on voit les résultats des essais là-bas et bah finalement on n'est pas si mauvais que ça quoi. »

Ils échouent ?

« Oui, bon d'un autre côté c'est bien, ces organismes-là sont là pour essayer, ils sont plus en capacité de faire ça que nous quoi donc, puis ils sont plus à la pointe de différentes choses comme ça pour pouvoir voir si c'est applicable pour nous ou pas. Mais bon c'est vrai que c'est comme ça qu'on voit un petit peu et qu'on améliore ses pratiques quoi. »

Revenir sur la PAC ?

« La Pac, enfin, il y a eu un gros chamboulement, c'était en 1992, c'est à dire que avant les aides européennes, elles étaient, le prix européen était différent du prix mondial, y'a un prix interne. Les céréales il y avait un prix intervention, ils étaient maintenu un certain prix et dans le système comme la production augmentait plus, de plus en plus, ils partaient aussi du principe que ça poussait un peu la production enfin bon ils ont changé, ça devenait trop coûteux, ils ont changé leur système en disant hop on arrête tout, ce système d'aide, maintenant on est à l'hectare et à l'hectare ça compensait : ils ont dit « bon maintenant vous êtes au prix mondial, comme le prix va beaucoup baisser, comme le prix baisse on vous compense cette baisse avec des primes à l'hectare ». Bon, il y avait des primes qui étaient différentes si les cultures étaient irriguées suivant... après il y avait tout un référentiel qui s'est mis en route qui était assez compliqué. Comme il y avait plutôt sur production, on avait 20% de jachères obligatoire, tout un système comme ça où là il y a vraiment eu un gros changement enfin il fallait tout qu'on déclare nos parcelles et puis y'avait pas les photos aériennes donc c'était les numéros cadastraux, enfin là y'a vraiment eu un gros gros changement et puis après à partir de là après ça a changé la réglementation, les réglementations ont changé tout le temps. Et c'est un peu le l'agriculture qui a changé, c'est à dire après il faut se tenir à jour de tout ça, parce que ça change sans arrêt et puis c'est pas toujours... c'est des trucs qui sont pendus un peu n'importe comment, c'est pas toujours simple à comprendre et si on suit pas au fur et à mesure, on est complètement perdu. Alors c'est soit on essaie de suivre et puis on suit le train comme ça ou alors après il y en a pas mal qui délèguent, c'est à dire que leurs déclarations Pac, ils les font faire à un prestataire et cetera. Maintenant on a des aides pour la taxation du fioul qu'on consomme, donc il y a des taxes qu'on peut récupérer et pour aller sur un site et puis déclarer, mettre les factures de l'année d'avant, enfin il y a plein de trucs comme ça où si on le suit au fur et à mesure on y arrive, si on si on se force pas un petit peu et Ben après il faut déléguer beaucoup de choses et après on a un peu largué aussi de tout ça. Si on arrive à suivre tout ça, qu'on est autonome là-dessus, je pense qu'on peut mieux y arriver. C'est tout des réglementations qui sont pas simples. »

Accompagnement ?

« oui y'a quand même des... celui qui veut pas le faire il peut se faire aider et cetera, bon c'est pas mon choix mais après il y a des formations, si, il y a pas mal de choses si on si on veut s'intéresser à ça il y a quand même des choses. »

Regard critique sur DEPHY :

« Après il y a peut être pas assez de peut être que y'a un peu la routine qui s'installe un petit peu, je vois des fois, on était plus motivés au début à faire plein d'innovations, que maintenant c'est pas évident. On n'est pas très nombreux mais des fois c'est un peu... »

« On est un peu dans le train train quoi. Après ça vient de chacun aussi, on est 12 donc c'est à chacun de prendre, de motiver un peu les autres quoi. » « Y'avait peut être un peu plus d'émulation au début, c'était nouveau, il y avait plus de nouvelles choses, c'est vrai que maintenant des fois on bute un peu sur tout ce qu'on a vu un peu avant et d'autres freins qui font qu'on voit qu'on peut pas évoluer tant que ça quoi. »

Format convient, TDP ?

« Ouais, ouais ça ça oblige voilà c'est l'histoire jamais toujours enfin il doit y a il y avait une première date c'était pendant qu'on semait des maïs et la 2e c'était pendant qu'on semait des sojas, c'est un peu tout le temps comme ça c'est comme la formation si on se force pas, on n'a jamais le temps-là bon. Là j'étais en train de semer des soja là qu'on a fait le tour pleine ça m'a je pensais que ça allait durer moins longtemps mais bon c'est bien parce que on discute on voit des choses qu'on voit pas autrement on prend pas le temps, c'est, en général les plaines je les ai presque tous fait ».

Fin en soi ?

« On avait eu, on a fait, une fois on était allé en Alsace on avait découvert d'autres exploitations des choses comme ça, ça fait longtemps qu'on l'a pas fait ça. Si, on était allé à Genève là-bas c'est tout un tas d'essais de couverts. »

« Ce qui m'a le plus marqué, c'était les premières qu'on avait fait là avec Franck. C'est un gars qui était plus, qui avait une vision complètement différente de ce que ce dont on avait l'habitude quoi. Lui il était, c'était pas comme le technicien, lui il prenait des risques, bon il y a des fois ça marchait pas, il était plus à prendre des risques, d'essayer de faire des choses que qu'on n'a pas, qui chambouaient un peu nos habitudes. Après y'a des trucs qui marchait pas hein mais ça a un peu chamboulé nos habitudes »

Mission du référentiel technico-économique

« Bah moi j'en attendais pas mal de cette étude, j'avais été un peu déçu des premiers résultats parce que c'était un peu... c'était pas évident d'en tirer des conclusions. Je pensais qu'on allait moi mon enfin mon mon qu'on voyait là par exemple qu'il y avait des fois des gros écarts dans le groupe : certains qui par exemple qui mettent pas d'insecticides, pas de truc comme ça et donc du coup ils ont un IFT bien meilleur que le mien après mon mon but c'était de corrélérer par rapport à l'économique quoi parce que bon c'est bien beau de baisser les les traitements et cetera si on peut pas vivre de ça, c'est bien beau, y'a peut être moins de moins de traitement mais bon s'il y a moins de production on voit bien des limites quand même quoi. Donc c'était de corrélérer un peu les 2, de voir. » « On s'aperçoit que c'est pas évident ça c'était un peu la visée générale mais après à traduire comme ça c'est quand même pas évident quoi, parce que comme il y a pas les cultures différentes des choses comme ça sort plein de chiffres après pour arriver à analyser derrière »

Groupe hétérogène ?

« C'est ce qui enrichit le groupe hein, si on était trop pareil ».

Besoins :

« Faut rester connecter à tout enfin s'informer le plus possible pour s'informer et se former le plus possible pour pouvoir suivre tout ça quoi. Vraiment si on est trop, c'est bien d'être accompagné mais enfin mon point de vue c'est que des fois l'agriculture enfin certains agriculteurs sont trop dépendants, enfin trop assistés quoi, pour moi mon métier, ce que j'aime dans mon métier c'est pas forcément faire que des heures de tracteurs et cetera, c'est de pouvoir tout décider puis de dépendre de personne. Moi je fait appel à presque point d'entrepreneurs à l'extérieur, enfin je fais tout, j'aime bien tout maîtriser quoi donc avec les risques qu'il y a derrière quoi mais bon c'est ce qui est intéressant dans le métier, après si on devient le salarié de la coopérative... mais le système va peut dans ce sens là, les coopératives ou les négociants souvent ils disent « bon Ben il faut on peut avoir tel contrat de blé ou de truc comme ça mais il faut tout acheter les appros chez moi, il faut tout faire le système », mais moi à me convient pas trop quoi. »

Baguette magique

« Aie aie aie. Je sais pas. Bah c'est le, en ce moment c'est de comment ça va évoluer quoi, c'est l'avenir là en ce moment qui fait quand même souci quoi. L'avenir de l'évolution, bah ce qu'on a dit, de l'évolution des prix des céréales, les matières premières est-ce qu'on va en avoir est ce qu'on va pas en avoir, ça c'est quand même le gros... un souci auquel, enfin quelque chose auquel on avait jamais eu à faire avant. Il y a plein de choses on dit « bah tiens ça ça fait comme telle année ça ça », on a toujours, jusqu'à maintenant on avait toujours des références par rapport à certains événements ou des sécheresses, c'était la pire depuis... mais il y en avait toujours une une avant, le gel ou les choses comme ça, on avait des points de repère là on est quand même bien largué quoi. Est-ce qu'il fonctionne s'il y a des pénuries sur le fioul ou l'électricité, on sait pas à quel prix... pour l'irrigation, nous on est dépendant quand même pas mal d'énergie pour l'irrigation pour le séchage du maïs pour le gasoil qu'on met dans les tracteurs : est-ce qu'on va en avoir et à quel prix quoi ? Et puis les céréales elles ont beaucoup augmenté, c'est très bien, c'est des prix qu'on a jamais vu mais bon... est-ce qu'il va y avoir des acheteurs derrière ? C'est bien, on vend nos céréales chères il y a quand même une grande partie, enfin d'une façon générale, de ceux qui nous achètent qui nous achètent ça qui ont pas les moyens de payer ça quoi. A l'intérieur de pays occidental, les éleveurs et autres, bon, en matière c'est pareil ce qu'ils vendent à augmenter aussi, après je sais pas, peut-être pas les mêmes proportions je sais pas. Après, à côté de ça y a y a quand même sur les céréales des gros acheteurs, c'était l'Afrique et eux je vois pas comment ils vont commencer, ils ont pas moyen de commencer donc ils pourront pas acheter donc il y a peut être un moment où ça va s'écrouler, on sait pas ».

Résumé

Dans un contexte où le monde agricole des Grandes Cultures est soumis à des enjeux géopolitiques, environnementaux et sociétaux majeurs, la question de la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires continue d'occuper une place centrale dans les réflexions sur les orientations à donner à ce système. Le groupe DEPHY Plaine de l'Ain, fort de l'ambition que lui prête le gouvernement français, à savoir celle de porter une transition vers des modèles plus sobres et durables, s'est engagé à s'inscrire dans cette dynamique. Ce travail en son sein et les rencontres avec ses membres ont constitué une occasion particulière pour étudier les représentations que les agriculteurs se font de leur métier au prisme de toutes ces attentes et au regard de leurs propres convictions et craintes. Il a également permis de cerner les contours de la définition processuelle que ces acteurs donnent au changement et comment celle-ci influence, dans différentes échelles et temporalités, leurs pratiques en faisant ressortir des motivations ou apparaître des freins.

Abstract

In a situation where the field crop farming world is subject to major geopolitical, environmental and societal challenges, the question of reducing the use of plant protection products is still central to the reflections on the orientations to be given to this system. The DEPHY Plaine de l'Ain group has received the french government's ambitions to lead a transition to more sustainable models and has committed itself to this dynamic. This study within this group and the meetings with its members provided a special opportunity to study the farmers' representations of their profession in the light of all these expectations and regarding their own convictions and fears. It also allowed us to identify the processual definition that those actors give to change and how this influences their practices, on different scales and temporalities, by bringing out motivations or revealing obstacles.